



# *Gazette officielle de Québec*

**QUEBEC OFFICIAL GAZETTE**

Québec, samedi 2 septembre 1967

Quebec, Saturday, September 2, 1967

## Règlements

## Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Imprimeur de la reine,*  
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Cazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Queen's Printer*

Parliament Buildings,  
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

**Lettres patentes****Agence Katimavik inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: André-P. Limoges, notaire, Louise Salmon, secrétaire, épouse séparée de biens dudit André-P. Limoges, tous deux de 2385, Jolicoeur, Alice Huot, secrétaire, épouse séparée de biens de Léo Duperron, 6134, Beaulieu, tous trois de Montréal, et Cécile Fréchette, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Chouinard, 7976, Georges, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'une agence de relations publiques, de publicité et de conseiller en relations humaines, sous le nom de « Agence Katimavik inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-0 3023-67

**Alimentation du Domaine inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Maurice Taschereau, 2170, Marillac, Georges Taschereau, 1055, Mont St-Denis, tous deux de Sillery, et Charles-A. Roberge, 2847, St-Narcisse, Giffard, tous trois notaires, pour les objets suivants:

**Letters Patent****Agence Katimavik inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-P. Limoges, notary, Louise Salmon, secretary, wife separate as to property of the said André-P. Limoges, both of 2385 Jolicoeur, Alice Huot, secretary, wife separate as to property of Léo Duperron, 6134 Beaulieu, all three of Montreal, and Cécile Fréchette, secretary, wife separate as to property of Jean Chouinard, 7976 Georges, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a public relations and advertising agency, and as consultants in human relations, under the name of "Agence Katimavik inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3023-67

**Alimentation du Domaine inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Taschereau, 2170 Marillac, Georges Taschereau, 1055 Mont St-Denis, both of Sillery, and Charles-A. Roberge, 2847 St-Narcisse, Giffard, all three notaries, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Alimentation du Domaine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1905, boulevard Masson, Les Saules, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3120-67

**Les Ameublements Scolaires TE-KA-RI, Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Gérard Proulx, marchand, Ruth Lepage, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Proulx, et Maurice Paré, marchand, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles en général et des ameublements scolaires en particulier, sous le nom de « Les Ameublements Scolaires TE-KA-RI, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3119-67

**Les Ateliers Tanguay Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Tanguay, industriel, Colombe Couture, maîtresse de maison, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Tanguay, Jacques Néron, comptable, Élie Dallaire, contremaitre, et Ghyslain Boulianne, assistant-contremaitre, tous cinq de Saint-Prime, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers mécaniques, sous le nom de « Les Ateliers Tanguay Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prime, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2909-67

**Attendant Service Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Irving Leonard, administrateur de commerce, 3950, Lakeshore Drive, Chicago, État de l'Illinois, États Unis d'Amérique, Françoise Blanchette, 3895, Beau-bien, et Pauline Marandola, 3453, Orléans, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'opérateurs de concessions pour surveiller les chambres, fournir des préposés aux lavabos dans les restaurants, aux salles à manger, cabarets, clubs de nuit et tout autre endroit où le public est admis, sous le nom de « Attendant Service Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

To carry on business as grocers, under the name of "Alimentation du Domaine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1905 Masson Blvd., Les Saules, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3120-67

**Les Ameublements Scolaires TE-KA-RI, Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Proulx, merchant, Ruth Lepage, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Proulx, and Maurice Paré, merchant, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture in general and in school furnishings in particular, under the name of "Les Ameublements Scolaires TE-KA-RI, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3119-67

**Les Ateliers Tanguay Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Tanguay, industrialist, Colombe Couture, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Paul Tanguay, Jacques Néron, accountant, Élie Dallaire, foreman, and Ghyslain Boulianne, assistant foreman, all five of Saint-Prime, for the following purposes:

To operate mechanical workshops, under the name of "Les Ateliers Tanguay Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Prime, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2909-67

**Attendant Service Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Leonard, business executive, 3950 Lakeshore Drive, Chicago, State of Illinois, United States of America, Françoise Blanchette, 3895 Beau-bien, and Pauline Marandola, 3453 Orleans, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of concession operators for checking rooms, to provide attendants for washrooms in restaurants, dining rooms, cabarets, night clubs and any other places where the public is admitted, under the name of "Attendant Service Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3171-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3171-67

#### Bilodeau auto électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Laurent Bilodeau, mécanicien, Cécile Audet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Laurent Bilodeau, tous deux de 123, King est, Jacques Champagne, mécanicien, et Thérèse Touchette, ménagère, épouse commune en biens dudit Jacques Champagne, ces deux derniers de 1635, King ouest, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce d'automobiles, camions et autres véhicules, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Bilodeau auto électrique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3233-67

#### Bilodeau auto électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent Bilodeau, mechanic, Cécile Audet, housewife, wife separate as to property of said Laurent Bilodeau, both of 123 King East, Jacques Champagne, mechanic, and Thérèse Touchette, housewife, wife common as to property of said Jacques Champagne, the latter two of 1635 King West, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in automobiles, trucks and other vehicles, as well as their parts and accessories, under the name of "Bilodeau auto électrique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3233-67

#### Jean-Paul Boisvert Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Marie-Marthe Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 703, rue Castelnau, Michael Bone, comptable agréé, 46, rue Beaumont, et Lucien Dallaire, avocat, 412, rue St-Louis, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, mobiliers de maison et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jean-Paul Boisvert Itée », avec un capital total de \$51,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2882-67

#### Jean-Paul Boisvert Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marie-Marthe Lafontaine, secretary, fille majeure, 703 Castelnau Street, Michael Bone, chartered accountant, 46 Beaumont Street, and Lucien Dallaire, lawyer, 412 St-Louis Street, all three of La Tuque, for the following purposes:

To deal in furniture, house furnishings and novelties of all kinds, under the name of "Jean-Paul Boisvert Itée", with a total capital stock of \$51,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2882-67

#### Boutique Junior Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Harvey Cooperstone, 1448, Beverly Crescent, Laval, tous deux avocats, et Francine Végiard, secrétaire, célibataire, 3465, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de marchandises, articles et produits de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Boutique Junior Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

#### Boutique Junior Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Harvey Cooperstone, 1448 Beverly Crescent, Laval, both advocates, and Francine Végiard, secretary, spinster, 3465 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Boutique Junior Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3226-67

**Cartier Aluminum Ltd.  
Les Aluminiums Cartier Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Paul Yaphe, 5380, avenue Montclair, Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, tous deux avocats, Margaret Tucker, secrétaire, célibataire, 2030, place Henri-Bourassa, #25, et Elayne Felix, secrétaire, épouse séparée de biens de Dudley E. L. W. Felix, 3575, rue University, #316, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de portes et fenêtres en aluminium, produits de l'aluminium, produits pour édifices et constructions, matériaux et équipement, sous le nom de « Cartier Aluminum Ltd.—Les Aluminiums Cartier Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 102, avenue Elmslie, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3109-67

**Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Guy-J. Trudeau, ingénieur, 2995, 8e avenue, Marcel Poudrier, chef magasinier, 300, 120e rue, Jules-R. LaRose, courtier d'assurances, 1705, 5e avenue, Alphonse Huard, soudeur, 800, 111e rue, et Gaston Perron, analyste, 970, 116e rue, tous cinq de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$65,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2006-67

**Chez Ramona inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat, Monique Léonaud, secrétaire, fille majeure, tous deux de 200, rue St-Jacques ouest, et Jean-Paul St-Louis, avocat, 215, rue St-Jacques ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3226-67

**Cartier Aluminum Ltd.  
Les Aluminiums Cartier Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Yaphe, 5380 Montclair Avenue, Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, both advocates, Margaret Tucker, secretary, spinster, 2030 Place Henri-Bourassa, #25, and Elayne Felix, secretary, wife separate as to property of Dudley E. L. W. Felix, 3575 University Street, #316, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in aluminum doors and windows, aluminum products, building and construction products, materials and equipment, under the name of "Cartier Aluminum Ltd.—Les Aluminiums Cartier Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 102 Elmslie Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3109-67

**Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy-J. Trudeau, engineer, 2995, 8th Avenue, Marcel Poudrier, head stock-keeper, 300, 120th Street, Jules-R. LaRose, insurance broker, 1705, 5th Avenue, Alphonse Huard, welder, 800, 111th Street, and Gaston Perron, analyst, 970, 116th Street, all five of Shawinigan-South, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged people of both sexes with a home allowing them to live in security and within the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$65,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan-South, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2006-67

**Chez Ramona inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Belleville, advocate, Monique Léonaud, secretary, fille majeure, both of 200 St. James Street, West, and Jean-Paul St-Louis, advocate, 215 St. James Street, West, all three of Montreal, for the following purposes:

Industrie et commerce d'articles vestimentaires, cadeaux, bijoux et accessoires de toilette de toutes sortes, sous le nom de « Chez Ramona inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8100, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3182-67

#### Cinéma Auditorium (Rimouski) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 116, 12<sup>e</sup> rue, Martin-C. Lepage, 1, rue Belzile, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 62, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Cinéma Auditorium (Rimouski) inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2631-67

#### Clearbrook Game & Country Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de mai 1967, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Delphine Matthew, secrétaire, 3455 Aylmer, et Grace Blackett, teneuse de livres, 5622, Sherbrooke, ces deux dernières célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter des hôtels, restaurants, auberges, cafés, boulangeries, tavernes, logements, camps de touristes, stations de chasse et de pêche, sous le nom de « Clearbrook Game & Country Club Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « C » de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « D » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 2059-67

#### Club Optimiste St-Adelphé — St-Stanislas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Dr. Fernand Couillard, médecin, 620, rue Principale, Jean-Guy Delisle, gérant de manufacture, 671, rue Cossette, Yvon Brouillette, gérant de

Industry and commerce of wearing apparels, gifts, jewels and toilet accessories of all kinds under the name of "Chez Ramona inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8100 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3182-67

#### Cinéma Auditorium (Rimouski) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Claude Gagnon, 116, 12th Street, Martin-C. Lepage, 1 Belzile Street, both lawyers, and Claudette Lauzier, secretary, fille majeure, 62 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate a theatrical agency, under the name of "Cinéma Auditorium (Rimouski) inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 2,000 preferred "A" shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2631-67

#### Clearbrook Game & Country Club Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Delphine Matthew, secretary, 3455 Aylmer, and Grace Blackett, bookkeeper, 5622 Sherbrooke, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To maintain and operate hotels, restaurants, inns, cafés, bakeries, taverns, lodges, tourist camps, game and fishing resorts, under the name of "Clearbrook Game & Country Club Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$1 each, 5,000 class "B" shares of \$1 each, 5,000 class "C" preferred shares of \$1 each and 2,500 class "D" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 2059-67

#### Club Optimiste St-Adelphé — St-Stanislas inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. Fernand Couillard, physician, 620 Main St., Jean-Guy Delisle, factory manager, 671 Cossette St., Yvon Brouillette, Caisse populaire manager,

Caisse populaire, tous trois de Saint-Adelphe, Charles-Édouard Gagnon, notaire, 128, rue Principale, et Gérard Fugère, industriel, 20, rue St-Edwige, ces deux derniers de Saint-Stanislas, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social de services, sous le nom de « Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Adelphe, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2211-67

**Club Optimiste de St-Lambert inc.  
St-Lambert Optimist Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Harvey, marchand, 155, rue Third, André Globensky, manufacturier, 844, Watson, tous deux de Greenfield Park, et Bernard Lasnier, avocat, 468, rue Arran, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Promouvoir l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club Optimiste de St-Lambert inc. — St-Lambert Optimist Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3142-67

**Container Systems (Quebec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Howard Grief, avocat, 854, Wiseman, Outremont, Monique Léveillé, 4000, Kindersley, et Edna Carruthers, 1850, Lincoln, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises et matériaux de rebut, sous le nom de « Container Systems (Quebec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 90, rue Prince, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3066-67

**La Corporation du Patro des Filles  
de Charlesbourg**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Larochelle, gérant, 395, 80e rue ouest,

all three of Saint-Adelphe, Charles-Édouard Gagnon, notary, 128 Main St., and Gérard Fugère, industrialist, 20 St-Edwige St., the two latter of Saint-Stanislas, for the following purposes:

To establish and direct a social services club, under the name of "Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Adelphe, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2211-67

**Club Optimiste de St-Lambert inc.  
St-Lambert Optimist Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Harvey, trader, 155 Third Street, André Globensky, manufacturer, 844 Watson, both of Greenfield Park, and Bernard Lasnier, lawyer, 468 Arran Street, Saint-Lambert, for the following purposes:

To promote optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste de St-Lambert inc. — St-Lambert Optimist Club Inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3142-67

**Container Systems (Quebec) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Howard Grief, lawyer, 854 Wiseman, Outremont, Monique Léveillé, 4000 Kindersley, and Edna Carruthers, 1850 Lincoln, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of scrap goods and materials, under the name of "Container Systems (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 90 Prince Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3066-67

**La Corporation du Patro des Filles  
de Charlesbourg**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Larochelle, manager, 395, 80th Street

Jacques Gravel, contremaître, 7960, Place Turgeon, André Moffet, voyageur, 537, 81e rue ouest, Samuel Barabé, menuisier, 7871, Trait Carré ouest, Gérard Côté, homme de lignes, 392, rue Vanier, tous cinq de Charlesbourg, Jean-Louis Dorion, instructeur, 34, Côte des Érables, et Marc-Omer Giroux, industriel, 53, St-Bonaventure, ces deux derniers de Charlesbourg-Ouest, pour les objets suivants:

Promouvoir et diriger la formation morale, intellectuelle, religieuse et physique des jeunes filles, sous le nom de « La Corporation du Patro des Filles de Charlesbourg ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3040-67

### Crédit Laval Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1967, constituant en corporation: André Lauzon, assistant-gérant, 866, Ontario, Sainte-Foy, Jacqueline R. Dubeau, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Dubeau, 239, St-Michel, Beauport, et Jean-M. Morissette, avocat, 255, 65e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de compagnie de finance, de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Crédit Laval Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 866, Ontario, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3229-67

### D. B. M. Audio inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Bernard Doiron, technicien en électronique, 8338, Place Croissy, Anjou, Jeanne Burgess, secrétaire, fille majeure, 3060, Hutchison, app. 6, et Roger David, avocat, 4050, Rosemont, app. 906, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme techniciens en électronique, sous le nom de « D. B. M. Audio inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8338, Place Croissy, Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2101-67

### Dahlia Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Moishi H. Shiri,

West, Jacques Gravel, foreman, 7960 Place Turgeon, André Moffet, traveller, 537, 81st Street West, Samuel Barabé, joiner, 7871 Trait Carré West, Gérard Côté, lineman, 392 Vanier Street, all five of Charlesbourg, Jean-Louis Dorion, instructor, 34 Côte des Érables, and Marc-Omer Giroux, industrialist, 53 St-Bonaventure, the latter two of Charlesbourg-West, for the following purposes:

To promote and direct the moral, intellectual, religious and physical formation of young girls, under the name of "La Corporation du Patro des Filles de Charlesbourg".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Charlesbourg, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3040-67

### Crédit Laval Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lauzon, assistant-manager, 866 Ontario, Sainte-Foy, Jacqueline R. Dubeau, secretary, wife separate as to property of Marcel Dubeau, 239 St-Michel, Beauport, and Jean-M. Morissette, lawyer, 255, 65th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To act in general as a finance company, and as money lenders in each and every of its specialties, under the name of "Crédit Laval Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 866 Ontario, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3229-67

### D. B. M. Audio inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Doiron, electronic technician, 8338 Croissy Place, Anjou, Jeanne Burgess, secretary, fille majeure, 3060 Hutchison, apt. 6, and Roger David, advocate, 4050 Rosemont, apt. 906, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electronic technicians, under the name of "D. B. M. Audio inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 8338 Croissy Place, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2101-67

### Dahlia Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moishi H. Shiri, 2900 Côte de Liesse,

2900, Côte de Liesse, Shafik E. Hakim, 2450, Athlone, tous deux de Mont Royal, et Edward Yamen, 6500 ouest, rue Sherbrooke, app. 1412, Montréal, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Dahlia Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 384 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3194-67

**Démontage hydroélectrique et industriel inc.**  
**Hydroelectric and Industrial Demounting Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1967, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 7278, 2e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles, objets et marchandises de toutes espèces et de toutes descriptions, sous le nom de « Démontage hydroélectrique et industriel inc. — Hydroelectric and Industrial Demounting Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2079, Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2890-67

**Distribution Chips Granby inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Nolin, commerçant, 54, rue Simonds, Cécile Bernard, 382, rue St-Viateur, et Jocelyne Lacoste, 113, rue Clarence, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce des patates « chips », sous le nom de « Distribution Chips Granby inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est chemin Martin, route rurale numéro 4, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3152-67

**Divco Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1967,

Shafik E. Hakim, 2450 Athlone, both of Mount Royal, and Edward Yamen, 6500 Sherbrooke Street West, Apt. 1412, Montreal, all three merchants, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Dahlia Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 384 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3194-67

**Démontage hydroélectrique et industriel inc.**  
**Hydroelectric and Industrial Demounting Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, both advocates, of Saint-Laurent, and Liliane Thériault, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 7278, 2nd Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles, objects and merchandise of all kinds and all descriptions, under the name of "Démontage hydroélectrique et industriel inc. — Hydroelectric and Industrial Demounting Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 2079 Labelle, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2890-67

**Distribution Chips Granby inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Nolin, trader, 54 Simonds Street, Cécile Bernard, 382 St-Viateur Street, and Jocelyne Lacoste, 113 Clarence Street, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Granby, for the following purposes:

To deal in potato chips, under the name of "Distribution Chips Granby inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Martin Road, Rural Route Number 4, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3152-67

**Divco Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpor-

constituant en corporation: John Szoges, administrateur, 12425, Richer, Pierrefonds, Sam Aberman, ingénieur, 4851, Côte St-Luc, et Nora Pivko, administratrice, épouse séparée de biens de Tibor Pivko, 2210, Athlone, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur en construction, mise en valeur immobilière, gestion, administration, location et exploiter des appartements, des édifices commerciaux, des résidences et édifices d'institutions, sous le nom de « Divco Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, place Crémazie, suite 520, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3168-67

**Les Entreprises Guy & Richard inc.  
Guy & Richard Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Jetté, administrateur, Saint-Jovite, Ginette Crevier, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Rocque, 1311, rue Montgomery, et Richard Dionne, administrateur, 3630, rue Diane, ces deux derniers de Laffèche, pour les objets suivants:

Exercer, de quelque façon ou manière que ce soit, le commerce de biens, marchandises, produits et services de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Guy & Richard inc.—Guy & Richard Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3630, rue Diane, Laffèche, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3052-67

**Les Entreprises Immobilières d'Alma Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Roméo Fortin, industriel, Nicol Fortin, commis, tous deux de 266, Racine, et Jean-Guy Fortin, technicien, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Immobilières d'Alma Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3095-67

**Executive Health Studio Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de juin 1967, constituant en corporation: Norman Biback, avocat,

rating: John Szoges, executive, 12425 Richer, Pierrefonds, Sam Aberman, engineer, 4851 Côte St. Luc, and Nora Pivko, executive, wife separate as to property of Tibor Pivko, 2210 Athlone, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To undertake the contracting, construction, development, management, administration, leasing and operation of apartments, commercial buildings, residences and institutional buildings, under the name of "Divco Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 520, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3168-67

**Les Entreprises Guy & Richard inc.  
Guy & Richard Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Jetté, administrator, Saint-Jovite, Ginette Crevier, housewife, wife separate as to property of Guy Rocque, 1311 Montgomery St., and Richard Dionne, administrator, 3630 Diane St., the latter two of Laffèche, for the following purposes:

To carry on business, in any way or manner whatsoever, dealing in goods, merchandise, products and services of all kinds, under the name of "Les Entreprises Guy & Richard inc.—Guy & Richard Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 3630 Diane St., Laffèche, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3052-67

**Les Entreprises Immobilières d'Alma Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roméo Fortin, industrialist, Nicol Fortin, clerk, both of 266 Racine, and Jean-Guy Fortin, technician, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Immobilières d'Alma Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3095-67

**Executive Health Studio Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman Biback, lawyer, 34 Rolls-

34, Rollscourt Drive, York Mills, Toronto, province d'Ontario, John B. Valentine, administrateur, 10, Silverdale Crescent, Don Mills, Toronto, province d'Ontario, et Ann Clark, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 7, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des gymnases, clubs de santé, piscines et bains de vapeur, et exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Executive Health Studio Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048 2595-67

**Ferndale Industries Ltd.  
Ferndale Industries Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Fernand Rheault, technicien, Thérèse Rheault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Rheault, tous deux de 10650, Curotte, Montréal, et Claude Véronneau, comptable, 13, Place Verdi, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Ferndale Industries Ltd.— Ferndale Industries Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 7,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1540, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

20148-o 3080-67

**Le Foyer Beauséjour inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Edmond Pelletier, Julien Guerette, tous deux industriels, Philippe Marquis, Arthur Morin, tous deux cultivateurs, Conrad Morin, marchand, Marianne Dubé, institutrice, fille majeure, Simon Caron, comptable, Aurèle-L. Dubé, épiciers-boucher, et Hervé Pelletier, assureur-vie, tous neuf de Saint-Louis-du-Ha! Ha!, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et exploiter un foyer pour loger, nourrir et procurer les services médicaux aux personnes âgées, aux enfants, aux infirmes et aux arriérés, sous le nom de « Le Foyer Beauséjour inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Louis-du-Ha! Ha!, district judiciaire de Kamouraska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 4874-67

court Drive, York Mills, Toronto, Province of Ontario, John B. Valentine, executive, 10 Silverdale Crescent, Don Mills, Toronto, Province of Ontario, and Ann Clark, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 7 Côte St. Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To operate gymnasiums, health clubs, swimming pools and steam baths, and to carry on the business of a holding company, under the name of under the name of "Executive Health Studio Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 2595-67

**Ferndale Industries Ltd.  
Ferndale Industries Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Rheault, technician, Thérèse Rheault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Rheault, both of 10650 Curotte, Montreal, and Claude Véronneau, accountant, 13 Place Verdi, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of motors, machines, their parts and accessories and other instruments and apparatus, under the name of "Ferndale Industries Ltd.— Ferndale Industries Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 7,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1540 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3080-67

**Le Foyer Beauséjour inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Edmond Pelletier, Julien Guerette, both industrialists, Philippe Marquis, Arthur Morin, both farmers, Conrad Morin, trader, Marianne Dubé, professor, fille majeure, Simon Caron, accountant, Aurèle-L. Dubé, grocer-butcher, and Hervé Pelletier, life insurer, all nine of Saint-Louis-du-Ha! Ha!, for the following purposes:

To establish, maintain and operate a home to lodge, feed and procure medical services for aged people, children, handicapped and retarded, under the name of "Le Foyer Beauséjour inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Saint-Louis-du-Ha! Ha!, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 4874-67

**Foyer du Bonheur inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Robert Bélanger, comptable, 33, rue Gendron, Marguerite-Rita Bourgeois, infirmière, fille majeure, 74, rue Notre-Dame, Bernard Clairoux, employé civique, 24, rue Caron, S.-Edgar Dussault, assureur, 31, rue Laval, J.-Roy Kelly, marchand, 67, rue Wellington, Robert Lachapelle, économiste, 10, Cayer, Michel Pharand, avocat 37, rue Langevin, Dr Joseph-Lionel Pichette, médecin, 177, rue Principale, Paul Raymond, marchand, 210, rue Champlain, Eugène Lavoie, courtier en immeubles, 166, Sherbrooke, et Orville Frenette, juge, 52, Cinq-Mars, tous onze de Hull, pour les objets suivants:

Louer, acheter ou autrement acquérir des terrains et immeubles destinés à la construction d'un centre d'hébergement et de logement pour personnes âgées et autres adultes dans la municipalité de Hull, sous le nom de « Foyer du Bonheur inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

659-67

**Foyer Père Guinard**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père Wilfrid Soucy, curé, Eldoma Rozon, gérant, Lorenzo Leclair, fonctionnaire, Donald Britt, Roger Aumond, tous deux commerçants, Roger Leduc, vétérinaire, Sylvio Fournier, gérant, Théophile Houle, industriel, Dr Thérèse Gauthier, médecin, et Malcolm Millar, avocat, tous dix de Maniwaki, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer Père Guinard ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$750,000.

Le siège social de la corporation est à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2371-67

**Le Granit Lecarme inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Léon Lecarme, horticulteur, Lucie Mignon, ménagère, épouse dudit Léon Lecarme, tous deux de 640, Notre-Dame, Alma, et Lionel Lefebvre, agriculteur, Saint-Henri-de-Taillon, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter des carrières et des gîtes minéraux de toutes sortes, sous le nom de

**Foyer du Bonheur inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Robert Bélanger, accountant, 33 Gendron Street, Marguerite-Rita Bourgeois, nurse, fille majeure, 74 Notre-Dame Street, Bernard Clairoux, employee, 24 Caron Street, S.-Edgar Dussault, insurer, 31 Laval Street, J.-Roy Kelly, merchant, 67 Wellington Street, Robert Lachapelle, economist, 10 Cayer Street, Michel Pharand, advocate, 37 Langevin Street, Dr. Joseph-Lionel Pichette, physician, 177 Main Street, Paul Raymond, merchant, 210 Champlain Street, Eugène Lavoie, real estate broker, 166 Sherbrooke, and Orville Frenette, judge, 52 Cinq-Mars, all eleven of Hull, for the following purposes:

To rent, buy or otherwise acquire lands and immoveable properties for the construction of a sheltering and lodging center for aged persons and other adults in the municipality of Hull, under the name of "Foyer du Bonheur inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$3,000,000.

The head office of the Corporation is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

659-67

**Foyer Père Guinard**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reverend Father Wilfrid Soucy, priest, Eldoma Rozon, manager, Lorenzo Leclair, civil servant, Donald Britt, Roger Aumond, both traders, Roger Leduc, veterinary, Sylvio Fournier, manager, Théophile Houle, industrialist, Dr. Thérèse Gauthier, doctor, and Malcolm Millar, lawyer, all ten of Maniwaki, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged people of both sexes, with a home allowing them to live in security and within the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer Père Guinard".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$750,000.

The head office of the corporation is at Maniwaki, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2371-67

**Le Granit Lecarme inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léon Lecarme, horticulturist, Lucie Mignon, housewife, wife of the said Léon Lecarme, both of 640 Notre-Dame, Alma, and Lionel Lefebvre, agriculturist, Saint-Henri-de-Taillon, for the following purposes:

To maintain and operate all kinds of mineral quarries and mineral measures, under the name

« Le Granit Lecarme inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Notre-Dame, Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

21048-o 2993-67

**Greenfield Park Realty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1967, constituant en corporation: Marvin Rosenkek, avocat, 335, chemin Grenfeld, Mont Royal, Pauline Rollings, secrétaire, épouse commune en biens de John Rollings, 22, avenue Martin, Dorval, Johann M. Carrière, secrétaire, épouse commune en biens d'André Carrière, 376, Montarville, Longueuil, et Pierrette Flookes, secrétaire, épouse séparée de biens de Thomas George Flookes, 8777, rue St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Greenfield Park Realty Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 4141 ouest, rue Sherbrooke, suite 500, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

21048 2783-67

**Habaco Itée  
Habaco Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Balz Balear, gérant, 8363, 13e avenue, Saint-Michel, Philip Hauser, comptable, 3440, Ridgewood, app. 14, et Lynne-A. Harrison, infirmière, fille majeure, 3465, Ridgewood, app. 301, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Habaco Itée — Habaco Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

21048-o 3166-67

**Hillcott Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, et Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

of "Le Granit Lecarme inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Notre-Dame Street, Alma, judicial district of Roberval.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2993-67

**Greenfield Park Realty Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Rosenkek, advocate, 335 Grenfeld Road, Mount Royal, Pauline Rollings, secretary, wife common as to property of John Rollings, 22 Martin Avenue, Dorval, Johann M. Carrière, secretary, wife common as to property of André Carrière, 376 Montarville, Longueuil, and Pierrette Flookes, secretary, wife separate as to property of Thomas George Flookes, 8777 St. Urbain Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Greenfield Park Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 4141 Sherbrooke Street West, Suite 500, Montreal, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 2783-67

**Habaco Itée  
Habaco Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Balz Balear, manager, 8363, 13th Ave., Saint-Michel, Philip Hauser, accountant, 3440 Ridgewood, Apt. 14, and Lynne-A. Harrison, nurse, fille majeure, 3465 Ridgewood, Apt. 301, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Habaco Itée — Habaco Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3166-67

**Hillcott Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, and Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Hillcott Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3118-67

#### I. M. G. Circus Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Ian M. Garden, 202, chemin Mary's, Châteauguay-Centre, Richard Garden, 2218, Valencia Drive, Sarasota, Floride, E.U.A., et Gordon Wilson, 2335, avenue Madison, Montréal, tous trois agents, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de théâtres, propriétaires de théâtres, constructeurs, opérateurs et gérants, sous le nom de « I. M. G. Circus Corp. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3115-67

#### Ideal Woodwork Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: J.-Alfred Laflamme, camionneur, Shipton, Jean-Guy Lemieux, homme d'affaires, 321, 1<sup>re</sup> avenue, Denise Corbeil, sténographe, épouse d'André Corbeil, 293, 2<sup>e</sup> avenue, tous deux d'Asbestos, Martial Martel, gérant, et Louis Langlais, avocat, 208, du Carmel, ces deux derniers de Danville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Ideal Woodwork Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Danville, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3099-67

#### Les Immeubles Laval des Rapides inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Eric Smith, 4580, chemin de la Reine Marie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Laval des Rapides inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Hillcott Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3118-67

#### I. M. G. Circus Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ian M. Garden, 202 St. Mary's Road, Châteauguay-Centre, Richard Garden, 2218 Valencia Drive, Sarasota, Florida, U.S.A., and Gordon Wilson, 2335 Madison Avenue, Montreal, all three agents, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers, under the name of "I. M. G. Circus Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3115-67

#### Ideal Woodwork Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Alfred Laflamme, trucker, Shipton, Jean-Guy Lemieux, businessman, 321, 1st Avenue, Denise Corbeil, stenographer, wife of André Corbeil, 293, 2nd Avenue, both of Asbestos, Martial Martel, manager, and Louis Langlais, advocate, 208 Du Carmel, the latter two of Danville, for the following purposes:

Industry and commerce of wood, under the name of "Ideal Woodwork Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Danville, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3099-67

#### Les Immeubles Laval des Rapides inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Eric Smith, 4580 Queen Mary Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Laval des Rapides inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3100-67

**Importations Ville Marie (Montréal) inc.  
Ville Marie Imports (Montreal) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de mars 1967, constituant en corporation: Philippe-A. Langlois, industriel, 53, avenue de Vimy, Outremont, Jean Morissette, gérant, 3210, Glencoe, Montréal, et Peter B. Hutt, administrateur, 69, Champigny, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vins, spiritueux et autres liqueurs ainsi que des articles de luxe en général, sous le nom de « Importations Ville Marie (Montréal) inc. — Ville Marie Imports (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 4948-66

**Les Industries Vendette Itée  
Vendette Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Gilles Bertrand, avocat, 5640, avenue Decelles, Marie Gazo, 1931, rue Sauriol, et Jacqueline Thibaudeau, 9415, rue Basile-Routhier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et ameublements de toutes sortes, sous le nom de « Les Industries Vendette Itée — Vendette Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6620, rue Bombardier, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3093-67

**Interior Design Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, tous deux avocats, Jovitte Dmuchalsky, 581, Ladouceur, Laval, et Francine Végiard, 3465, Hutchison, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires, tissus et produits pour maisons résidentielles, sous le nom de « Interior Design Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3100-67

**Importations Ville Marie (Montréal) inc.  
Ville Marie Imports (Montreal) Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Philippe-A. Langlois, industrialist, 53 de Vimy Ave., Outremont, Jean Morissette, manager, 3210 Glencoe, Montreal, and Peter B. Hutt, administrator, 69 Champigny, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business dealing in wines, alcoholic beverages and other liquors as well as in de luxe articles in general, under the name of "Importations Ville Marie (Montréal) inc. — Ville Marie Imports (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 4948-66

**Les Industries Vendette Itée  
Vendette Industries Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bertrand, lawyer, 5640 Decelles Avenue, Marie Gazo, 1931 Sauriol Street, and Jacqueline Thibaudeau, 9415 Basile-Routhier Street, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furnishings of all kinds, under the name of "Les Industries Vendette Itée — Vendette Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6620 Bombardier Street, Saint-Leonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3093-67

**Interior Design Products Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, both advocates, Jovitte Dmuchalsky, 581 Ladouceur, Laval, and Francine Végiard, 3465 Hutchison, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in supplies, materials and products for residential homes, under the name of "Interior Design Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3165-67

#### Interstate Machinery & Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Joseph-P. Miller, 120, 90<sup>e</sup> Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 265, Craig ouest, Montréal, tous deux avocats, et Lise Ostiguy, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Giroux, 53, rue Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Interstate Machinery & Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3128-67

#### Les Investissements Heureux, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Yvon L'Heureux, industriel, 450, rue Richelieu, Jean-Noël Miville, administrateur, 50, rue Jean-Talon, tous deux de Beloeil, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Investissements Heureux, Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$10 chacune, 9,965 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, boulevard Laurier, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3082-67

#### J. P. Realities (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Stanley H. Hartt, Michael Laurence Richards, tous deux avocats, et Denise-Marie Landry, secrétaire, célibataire, tous trois de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « J. P. Realities (Quebec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3900, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3245-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3165-67

#### Interstate Machinery & Equipment Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 265 Craig West, Montreal, both lawyers, and Lise Ostiguy, secretary, wife separate as to property of André Giroux, 53 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, their parts and accessories and other instruments and appliances, under the name of "Interstate Machinery & Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3128-67

#### Les Investissements Heureux, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon L'Heureux, industrialist, 450 Richelieu Street, Jean-Noël Miville, executive, 50 Jean-Talon Street, both of Beloeil, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as an holding, investment and management company, under the name of "Les Investissements Heureux, Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 30 common shares of \$10 each, 9,965 class "A" preferred shares of \$10 each and 50 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 155 Laurier Boulevard, Beloeil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3082-67

#### J. P. Realities (Quebec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley H. Hartt, Michael Laurence Richards, both advocates, and Denise-Marie Landry, secretary, spinster, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "J. P. Realities (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3900, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3245-67

**Joey's Services Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en Loi de la reine, 4635, Clanranald, Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, tous deux de Montréal, et Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et réparateurs de vêtements, tissus, marchandises et accessoires de maison, sous le nom de « Joey's Services Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3237-67

**Joey's Services Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, 4635 Clanranald, Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury, both of Montreal, and Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Joey's Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3237-67

**L. & A. Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Donald Ayoub, 8157, boulevard Viau, Gordon Ayoub, 8165, boulevard Viau, tous deux de Montréal, et Philippe Labelle, 7421, Champchevrier, Anjou, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « L. & A. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8157, boulevard Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3170-67

**L. & A. Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Ayoub, 8157 Viau Boulevard, Gordon Ayoub, 8165 Viau Boulevard, both of Montreal, and Philippe Labelle, 7421 Champchevrier, Anjou, all three builders, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "L. & A. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8157 Viau Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3170-67

**Jean-Claude Labrecque inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Labrecque, cinéaste, 11730, Filion, Saint-Laurent, Jacques Lorion, administrateur, 2284, boulevard Pie IX, et Lionel Bouillon, agent, 6905, 20e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Jean-Claude Labrecque inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11730, Filion, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3172-67

**Jean-Claude Labrecque inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Labrecque, scenario-writer, 11730 Filion, Saint-Laurent, Jacques Lorion, executive, 2284 Pie IX Boulevard, and Lionel Bouillon, agent, 6905, 20th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a theatre agency, under the name of "Jean-Claude Labrecque inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 11730 Filion, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3172-67

**Lafortune immeubles inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1967,

**Lafortune immeubles inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: Laurent-Marcel Lafortune, opérateur, Jeanne De Gagné, ménagère, veuve de Charles-Édouard Cloutier, tous deux de Saint-Lin, et René Lafortune, commis, 565, rue de la Congrégation, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Lafortune immeubles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lin, district judiciaire de Joliette.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2483-67

#### Raoul Lamarre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Romuald Mercier, gérant, Paul-Émile Mercier, avocat, tous deux de 205, 2<sup>e</sup> avenue, Iberville, et Renée Saint-Pierre, étudiante, fille majeure, 58, Elmwood, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Raoul Lamarre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Athanase, district judiciaire d'Iberville.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3143-67

#### J. C. Lefebvre construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Lefebvre, entrepreneur, 541, Jeanne-d'Arc, Maurice Lefebvre, comptable, 353, Dunant, et Léopold Landry, administrateur, 68, Ellice, tous trois de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « J. C. Lefebvre construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3234-67

#### Jos. Leroux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Christiane Beaudet, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville-Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding) et de gestion, sous le nom de « Jos. Leroux ltée », avec un capital total de

rating: Laurent-Marcel Lafortune, opérateur, Jeanne De Gagné, housewife, widow of Charles-Édouard Cloutier, both of Saint-Lin, and René Lafortune, clerk, 565 de la Congrégation St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Lafortune immeubles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Lin, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2483-67

#### Raoul Lamarre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Romuald Mercier, manager, Paul-Émile Mercier, advocate, both of 205, 2nd Ave., Iberville, and Renée Saint-Pierre, student, fille majeure, 58 Elmwood, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Raoul Lamarre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Athanase, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3143-67

#### J. C. Lefebvre construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Lefebvre, contractor, 541 Jeanne-d'Arc, Maurice Lefebvre, accountant, 353 Dunant, and Léopold Landry, director, 68 Ellice, all three of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "J. C. Lefebvre construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3234-67

#### Jos. Leroux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Ave., Westmount, Christiane Beaudet, and Céline Trudeau, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of 5 Place Ville-Marie, suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and management company, under the name of "Jos. Leroux ltée", with a total capital stock of \$1,001,400,

\$1,001,400, divisé en 1,400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 500,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3127-67

**Machines & Équipement de bureau  
Sherbrooke inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Gérard Legendre, comptable agréé, 135, Principale, Granby, Louis-Philippe Morin, entrepreneur, 812, rue Ontario, et Gilbert Lebreux, mécanicien, 1395, Kingston, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la fabrication et la location de machines et équipement de bureau de toutes sortes, sous le nom de « Machines & Équipement de bureau Sherbrooke inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3218-67

**Mackay Smith Cleaners Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Céline Trudeau, et Christiane Beaudet, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de « Mackay Smith Cleaners Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 750, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3103-67

**Maison Marchand Fleuriste (Arvida) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1967, constituant en corporation: Guy Gilbert, fleuriste, Lucienne Gilbert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Gilbert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Chouinard, commerçant, tous trois de 207, avenue de la Colline, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Maison Marchand Fleuriste (Arvida) inc. », avec un

divided into 1,400 common shares of a nominal value of \$1 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 500,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3127-67

**Machines & Équipement de bureau  
Sherbrooke inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Legendre, chartered accountant, 135 Main, Granby, Louis-Philippe Morin, contractor, 812 Ontario Street, and Gilbert Lebreux, mechanic, 1395 Kingston, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal manufacture and lease machines and office equipment of all kinds, under the name of "Machines & Équipement de bureau Sherbrooke inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3218-67

**Mackay Smith Cleaners Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Céline Trudeau, and Christiane Beaudet, the latter two secretaries, spinsters, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Mackay Smith Cleaners Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 750 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3103-67

**Maison Marchand Fleuriste (Arvida) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Gilbert, florist, Lucienne Gilbert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Gilbert, and duly authorized by him for these presents, and Jean Chouinard, trader, all three of 207 de la Colline Ave., Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Maison Marchand Fleuriste (Arvida) inc.", with a total

capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 1882-67

**Maison Marchand Fleuriste  
(Chicoutimi) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de juin 1967, constituant en corporation: Guy Gilbert, fleuriste, Lucienne Gilbert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Gilbert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 207, avenue de la Colline, et Lucien Barrette, fleuriste, 457, avenue Morin, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Maison Marchand Fleuriste (Chicoutimi) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 1881-67

**Manseau Milling Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Pierre Savoie, Alfred Savoie, tous deux industriels, et Gilles Alix, comptable, tous trois de Manseau, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Manseau Milling Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Manseau, district judiciaire de Nicolet.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3204-67

**Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd.  
Les Industries céramiques  
Maple Leaf (1967) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour d'avril 1967, constituant en corporation: Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906, Fulton, tous deux de Montréal, et Arthur I. Bronstein, 5703, Eldridge, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de linoléum, céramique et autres couvertures de planchers et de murs, sous le nom de « Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd. — Les Industries céramiques Maple Leaf (1967) Itée », avec un capital total de \$1,500,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 14,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 1882-67

**Maison Marchand Fleuriste  
(Chicoutimi) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Gilbert, florist, Lucienne Gilbert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Gilbert, and duly authorized by him for these presents, both of 207 de la Colline Ave., and Lucien Barrette, florist, 457 Morin Ave., all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Maison Marchand Fleuriste (Chicoutimi) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 1881-67

**Manseau Milling Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Savoie, Alfred Savoie, both industrialists, and Gilles Alix, accountant, all three of Manseau, for the following purposes:

The industry and business dealing of wood, under the name of "Manseau Milling Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Manseau, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3204-67

**Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd.  
Les Industries céramiques  
Maple Leaf (1967) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906 Fulton, both of Montreal, and Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in linoleum, ceramic and other floor and wall covers, under the name of "Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd. — Les Industries céramiques Maple Leaf (1967) Itée", with a total capital stock of \$1,500,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each and 14,000 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 310 ouest, boulevard Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2104S 1571-67

**Marianne Delicatessen Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Basil Danchyshyn, 6612, Des Érables, Montréal, J.-Bernard Bulteau, 37, St-Eustache, Saint-Eustache et Germain Champagne, 343, Goineau, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises se rapportant à un commerce de boulangerie, boucherie et « Delicatessen », sous le nom de « Marianne Delicatessen Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4355, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2104S 2862-67

**Metropolitan Ladies Wear of Anjou Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 71, chemin Hampstead, Hampstead, Kenneth Overland, commis en loi, 2860, Ekers, Montréal, et Libby Dunsky, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Vosberg, 65, Brittany, Mount Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Metropolitan Ladies Wear of Anjou Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2104S 3244-67

**Gérard Meunier Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Roger Hare, gérant, 3315, Somerset, Saint-Laurent, Gérard Meunier, courtier d'assurances, et Ida Joly, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Meunier, ces deux derniers de 10590, rue Hogue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Gérard Meunier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10590, rue Hogue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2104S-o 3036-67

The head office of the company is at 310 Crémazie Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2104S-o 1571-67

**Marianne Delicatessen Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Basil Danchyshyn, 6612 Des Érables, Montreal, J.-Bernard Bulteau, 37 St-Eustache, Saint-Eustache, and Germain Champagne, 343 Goineau, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise relating to a bakery, butchery and delicatessen business, under the name of "Marianne Delicatessen Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4355 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2104S-o 2862-67

**Metropolitan Ladies Wear of Anjou Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 71 Hampstead Road, Hampstead, Kenneth Overland, law clerk, 2860 Ekers, Montreal, and Libby Dunsky, secretary, wife separate as to property of Sydney Vosberg, 65 Brittany, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Metropolitan Ladies Wear of Anjou Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2104S-o 3244-67

**Gérard Meunier Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Hare, manager, 3315 Somerset, Saint-Laurent, Gérard Meunier, insurance broker, and Ida Joly, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérard Meunier, the latter two of 10590 Hogue Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Gérard Meunier Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 10590 Hogue Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2104S 3036-67

**Modern Super Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Libertino Lumia, 7105, Cannes, app. 3, Saint-Léonard, Giovanni Piazza, 8140, Fabre, app. 1, et Francesco Catania, 8150, Fabre, app. 2, ces deux derniers de Montréal, tous trois jardiniers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Modern Super Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3164-67

**Charles A. Néron inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Charles-A. Néron, entrepreneur, Marie-Marthe Caron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-A. Néron, tous deux de 52, rue Brown, et Paul Théorêt, comptable, 133, boulevard Trudeau, tous trois de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en peinture, sous le nom de « Charles A. Néron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 52, rue Brown, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3188-67

**North American Building Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de juin 1967, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, Fulton, #1, Anne Neaman, 4825, Maplewood, tous deux de Montréal, et Jo Ann Israel, 3606, Le Boulevard, Westmount, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « North American Building Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 2843-67

**O. T. J. St-Paulin inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de juillet 1967,

**Modern Super Market Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Libertino Lumia, 7105 Cannes, apt. 3, Saint-Léonard, Giovanni Piazza, 8140 Fabre, apt. 1, and Francesco Catania, 8150 Fabre, apt. 2, the two latter of Montreal, all three gardeners, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Modern Super Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3164-67

**Charles A. Néron inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-A. Néron, contractor, Marie-Marthe Caron, housewife, wife contractually separate as to property of said Charles-A. Néron, both of 52 Brown Street, and Paul Théorêt, accountant, 133 Trudeau Boulevard, all three of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Charles A. Néron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 52 Brown Street, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3188-67

**North American Building Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, attorney, 4725 Fulton, #1, Anne Neaman, 4825 Maplewood, both of Montreal, and Jo Ann Israel, 3606 The Boulevard, Westmount, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "North American Building Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 2843-67

**O. T. J. St-Paulin inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorpo-

constituant en corporation sans capital-actions: André-Paul Vadeboncoeur, commerçant, Charles-Aimé Turner, cultivateur, et Éloi Levasseur, journalier, tous trois de Saint-Paulin, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « O. T. J. St-Paulin inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$60,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Paulin, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

21048-o 3197-67

**Optiloge inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Antoine Pigeon, homme d'affaires, 8210, rue de la Croix, Saint-Léonard, Monique Boudreault, secrétaire, fille majeure, 3448, rue Iberville, Montréal, et Jean-Paul Bélisle, restaurateur, 3390, rue Belvédère, Brossard, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Optiloge inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

21048-o 3113-67

**Z. Orbach inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Zygmunt Orbach, ingénieur, Marguerite Schwartz, ménagère, épouse commune en biens dudit Zygmunt Orbach, tous deux de 5330, Bessborough, et Ervin Orbach, avocat, 5125, Bourret, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de l'achat et vente de biens mobiliers et immobiliers, sous le nom de « Z. Orbach inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

21048-o 3173-67

**Ouifit Itée  
Ouifit Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Guy Houle, Clément Poisson, tous deux commerçants, de Saint-Paul-de-Chester, et Jean-Louis Provencher, avocat, 42, boulevard Carignan, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Ouifit Itée — Ouifit Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

rate a corporation without share capital: André-Paul Vadeboncoeur, trader, Charles-Aimé Turner, farmer, and Éloi Levasseur, labourer, all three of Saint-Paulin, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "O. T. J. St-Paulin inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$60,000.

The head office of the corporation is at Saint-Paulin, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3197-67

**Optiloge inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Pigeon, businessman, 8210 de la Croix St., Saint-Léonard, Monique Boudreault, secretary, fille majeure, 3448 Iberville St., Montreal, and Jean-Paul Bélisle, restaurateur, 3390 Belvédère St., Brossard, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Optiloge inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3113-67

**Z. Orbach inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Zygmunt Orbach, engineer, Marguerite Schwartz, housewife, wife common as to property of the said Zygmunt Orbach, both of 5330 Bessborough, and Ervin Orbach, 5125 Bourret, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business purchasing and selling moveable and immovable property, under the name of "Z. Orbach inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3173-67

**Ouifit Itée  
Ouifit Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Houle, Clément Poisson, both traders, of Saint-Paul-de-Chester, and Jean-Louis Provencher, advocate, 42 Carignan Blvd., Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of wearing apparel, under the name of "Ouifit Itée — Ouifit Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Chester-ville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2994-67

**P. M. Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « P. M. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3225-67

**Place Bonaventure (South) Inc.**  
**Place Bonaventure (Sud) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 5748, Eldridge, Côte Saint-Luc, Avrum Rubinger, 4530, Côte des Neiges, Richard DesBois, 4428, avenue Oxford, tous deux de Montréal, tous quatre avocats, Shirley Muggerridge, 942, Pothier, Brossard, Leila Bedouch, 1490, Elizabeth, Saint-Laurent, Irene Rajewski, 675, c.r. Frontenac, Laval, Marilyn Woods, 84, Courtland, Dorval, toutes quatre secrétaires, filles majeures, et June Gagnon, avocate, veuve non remariée de feu Vincent Gagnon, 5524, avenue Randall, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Place Bonaventure (South) Inc. — Place Bonaventure (Sud) inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 3227-67

**Les Placements du Nord inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Langlois, 4859, 7<sup>e</sup> Avenue, app. 4, Denis David, 2625, Fleury, et Serge Archambault, 7361, boulevard Pie IX, app. 6, tous trois comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements du Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000

The head office of the company is at Chester-ville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2994-67

**P. M. Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "P. M. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3225-67

**Place Bonaventure (South) Inc.**  
**Place Bonaventure (Sud) inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 5748 Eldridge, Côte Saint-Luc, Avrum Rubinger, 4530 Côte des Neiges, Richard DesBois, 4428 Oxford Avenue, both of Montreal, all four advocates, Shirley Muggerridge, 942 Pothier, Brossard, Leila Bedouch, 1490 Elizabeth, Saint-Laurent, Irene Rajewski, 675 c.r. Frontenac, Laval, Marilyn Woods, 84 Courtland, Dorval, all four secretaries, spinsters of the full age of majority, and June Gagnon, advocate, unmarried widow of the late Vincent Gagnon, 5524, Randall Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Place Bonaventure (South) Inc. — Place Bonaventure (Sud) inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 3227-67

**Les Placements du Nord inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Langlois, 4859, 7th Avenue, apt. 4, Denis David, 2625 Fleury, and Serge Archambault, 7361 Pie IX Boulevard apt., 6, all three accountants of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements du Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000,

actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3136-67

**Placements Georges Dagenais, Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean Dagenais, administrateur, 346, boulevard Ste-Marguerite, Jeanne Dagenais, ménagère, fille majeure, 102, boulevard St-Jean-Baptiste, tous deux de Châteauguay-Centre, et Hubert Lavigne, assureur-vie, 8849, LaSalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Georges Dagenais, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,980 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 102, boulevard St-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3125-67

**Placements Ungava Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Claude Girard, comptable, 106, St-Charles, Roland Gauthier, comptable agréé, 308, rue Tessier, Suzanne Perron, rue du Cran, Nicole Blackburn, 376, rue Lemieux, et Louise Desbiens, rue Ste-Anne, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous cinq de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de prêts hypothécaires et d'agents et de courtiers en immeubles, sous le nom de « Placements Ungava Itée », avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2266-67

**Polyclinique de l'Entreprise inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer sous toutes ses formes la profession et faire office de conseillers en administration, sous le nom de « Polyclinique de l'Entreprise inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé

dividés en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3136-67

**Placements Georges Dagenais, Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Dagenais, administrator, 346 Ste-Marguerite Boulevard, Jeanne Dagenais, housewife, fille majeure, 102 St-Jean-Baptiste Boulevard, both of Châteauguay-Centre and, Hubert Lavigne, life insurer, 8849 LaSalle, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Georges Dagenais, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$1 each and into 3,980 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 102 St-Jean-Baptiste Boulevard, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3125-67

**Placements Ungava Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Girard, accountant, 106 St-Charles, Roland Gauthier, chartered accountant, 308 Tessier Street, Suzanne Perron, du Cran Street, Nicole Blackburn, 376 Lemieux Street, and Louise Desbiens, Ste-Anne Street, the latter three secretaries, filles majeures, all five of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a mortgage loan business and to act as real estate agents and brokers, under the name of "Placements Ungava Itée", with a total capital stock of \$250,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each and into 1,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2266-67

**Polyclinique de l'Entreprise inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To practice the profession in all its forms and to act as administration counsellors, under the name of "Polyclinique de l'Entreprise inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided

en 200 actions ordinaires de \$1 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 397 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 314, rue des Baladins, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3153-67

#### Prémont Speedway inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jacques Carle, vendeur, Claude Genest, garagiste, et Rollande St-Antoine, ménagère, épouse commune en biens dudit Claude Genest, tous trois de Sainte-Angèle-de-Prémont, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation de pistes de course (stock car), sous le nom de « Prémont Speedway inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Angèle-de-Prémont, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3156-67

#### R. J. Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Rod L'Écuyer, constructeur, Enid Clemens, ménagère, épouse dudit Rod L'Écuyer, tous deux de 60, rue Trudeau, Châteauguay Heights, et Pierre Chèvrefils, avocat, 321, Haute-Rivière, Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « R. J. Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, rue Trudeau, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3175-67

#### R. & S. réfrigération inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Paul-André Trudeau, 6460, 9<sup>e</sup> avenue, Jean-Paul St-Louis, 12059, Marsan, tous deux avocats, de Montréal, et Danielle Martin, secrétaire, fille majeure, 111, St-André, Saint-Rémi, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de tout appareil de réfrigération domestique, commerciale ou industrielle, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « R. & S. réfrigération inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

into 200 common shares of \$1 each, 100 preferred class "A" shares of \$1 each and into 397 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at 314 des Baladins Street, Laval, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3153-67

#### Prémont Speedway inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Carle, salesman, Claude Genest, garageman, and Rollande St-Antoine, housewife, wife common as to property of the said Claude Genest, all three of Saint-Angèle-de-Prémont, for the following purposes:

To operate a stock car race track, under the name of "Prémont Speedway inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Angèle-de-Prémont, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3156-67

#### R. J. Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rod L'Écuyer, builder, Enid Clemens, housewife, wife of the said Rod L'Écuyer, both of 60 Trudeau St., Châteauguay Heights, and Pierre Chèvrefils, advocate, 321 Haute-Rivière, Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "R. J. Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 60 Trudeau St., Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3175-67

#### R. & S. réfrigération inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Trudeau, 6460, 9th Avenue, Jean-Paul St-Louis, 12059 Marsan, both advocates, of Montreal, and Danielle Martin, secretary, fille majeure, 111 St-André, Saint-Rémi, for the following purposes:

To carry on the business and repairs of all domestic, commercial or industrial refrigeration apparatus, as well as their parts and accessories, under the name of "R. & S. réfrigération inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3217-67

**Radio Etchemin inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jules Côté, homme d'affaires, 6, Bellevue, Adrien Bégin, imprimeur, 25, Plante, tous deux de Lévis, et Louis-Robert Ruel, comptable agréé, 473, St-Joseph, Lauzon, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion, télé-diffusion et de TSF, sous le nom de « Radio Etchemin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, avenue Bégin, Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3267-67

**Ray-Mac inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Raymond Stuart McBain, industriel, 3057, Laforest, Raymond Donnelly, gérant, 1048, Dijon, tous deux de Sainte-Foy, et Réal Forest, avocat, 75, Grande-Allée est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ray-Mac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 400 actions privilégiées classe « A » de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3240-67

**Résidence St-Joseph de Chambly, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend C. E. Poirier, prêtre-curé, 164, Martel, Lionel Coupal, bourgeois, 135, Dooby, Cécile Monfette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roméo Boucher, 67, St-Pierre, Gérard Lemay, menuisier, 1295, Grand Boulevard, Gérard Blain, agent d'assurances, 25, St-Pierre, Léo Lareau, notaire, 1400, Bourgogne, et Gérard Brunelle, industriel, route rurale numéro 1, tous sept de Chambly, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Résidence St-Joseph de Chambly, inc. ».

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3217-67

**Radio Etchemin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Côté, businessman, 6 Bellevue, Adrien Bégin, printer, 25 Plante, both of Lévis, and Louis-Robert Ruel, chartered accountant, 473 St-Joseph, Lauzon, for the following purposes:

To establish and operate broadcasting stations and radio-diffusion telediffusion receiving stations and TSF stations, under the name of "Radio Etchemin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 45 Bégin Avenue, Lévis, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3267-67

**Ray-Mac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Stuart McBain, industrialist, 3057 Laforest, Raymond Donnelly, manager, 1048 Dijon, both of Sainte-Foy, and Réal Forest, advocate, 75 Grande-Allée East, Québec, for the following purposes:

To business as general building constructors, under the name of "Ray-Mac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 400 class "A" preferred shares of \$50 each and 200 class "B" preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3240-67

**Résidence St-Joseph de Chambly, inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reverend C. E. Poirier, priest-pastor, 164 Martel, Lionel Coupal, gentleman, 135 Doody, Cécile Monfette, housewife, wife contractually separate as to property of Roméo Boucher, 67 St-Pierre, Gérard Lemay, joiner, 1295 Grand Boulevard, Gérard Blain, insurance agent, 25 St-Pierre, Léo Lareau, notary, 1400 Bourgogne, and Gérard Brunelle, industrialist, rural route number 1, all seven of Chambly, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged persons of both sexes with a home permitting them to live in security and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Résidence St-Joseph de Chambly, inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2849-67

#### Restaurant La Ronde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Jean McNicoll, 2529, Gregg, tous deux de Québec, et Ghislain Levasseur, 772, de Norvège, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Restaurant La Ronde inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3195-67

#### Sauna Impérial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de chambres de chauffage, bains « sauna », bains à vapeur, appareils de chauffage et leurs accessoires, sous le nom de « Sauna Impérial inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3224-67

#### Servelectric inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Serge Desrochers, 732, Wilder, Outremont, Denis Durocher, 389, Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, et Jean Legault, 5265, Des Saules, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Servelectric inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1551, rue Du Couvent, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3199-67

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2849-67

#### Restaurant La Ronde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Jean McNicoll, 2529 Gregg, both of Quebec, and Ghislain Levasseur, 772 de Norvège, Sainte-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To operate restaurants, stores, plants and work-shops, under the name of "Restaurant La Ronde inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3195-67

#### Sauna Impérial inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Manufacture and commerce of heating rooms, baths "sauna", steam baths, heating apparatus and their accessories, under the name of "Sauna Impérial inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3224-67

#### Servelectric inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 732 Wilder, Outremont, Denis Durocher, 389 Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, and Jean Legault, 5265 Des Saules, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Servelectric inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1551 Du Couvent St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3199-67

**Services Champion inc.  
Champion Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Robert Tremblay, electricien, Marie-Paule Morneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Tremblay, tous deux de 6384, St-Hubert, et Benoit Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer aux consommateurs tous genres de services nécessaires au foyer, à l'entretien d'une maison et appartenances de celle-ci, sous le nom de « Services Champion inc. — Champion Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2967-67

**Société de Gestion des Cantons de l'Est inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1967, constituant en corporation: H.-Paul Gobeil, comptable agréé, Ghislaine Lefebvre, et Claire Charest, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Société de Gestion des Cantons de l'Est inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2527-67

**Sol, Ciment & Pavage Champlain inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1967, constituant en corporation: Gaston Guillot, Guy Guillot, tous deux restaurateurs, de 51, Crémazie ouest, Québec, et Réal Forest, avocat, 3177, de la Concorde, app. 3, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en construction de toutes sortes, sous le nom de « Sol, Ciment & Pavage Champlain inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 300 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, Grande-Allée est, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2926-67

**Services Champion inc.  
Champion Services Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Tremblay, electrician, Marie-Paule Morneau, housewife, wife separate as to property of the said Robert Tremblay, both of 6384 St-Hubert, and Benoit Gonthier, advocate, 8521, St-Gérard, all three of Montreal, for the following purposes:

To provide consumers with all kinds of services necessary for the home, for the maintenance of a house and appurtenances thereto, under the name of "Services Champion inc. — Champion Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2967-67

**Société de Gestion des Cantons de l'Est inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: H.-Paul Gobeil, chartered accountant, Ghislaine Lefebvre, and Claire Charest, the two latter secretaries, filles majeures, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Société de Gestion des Cantons de l'Est inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2527-67

**Sol, Ciment & Pavage Champlain inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Guillot, Guy Guillot, both restaurateurs, of 51 Crémazie west, Quebec, and Réal Forest, advocate, 3177 de la Concorde, Apt. 3, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in all kinds of paving works and building, under the name of "Sol, Ciment & Pavage Champlain inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each, 300 preferred class "A" shares of \$100 each and 300 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at 75 Grande-Allée East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2926-67

**Summit Sportswear Mfg. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Hugh Hibbard, manufacturier, 144, Desjardins, Sommet Bleu, Sainte-Adèle, Denis Moreau, courtier du transport, 440, Croissant de Paris, et Pierre Godbout, avocat et conseil en Loi de la reine, 50, Les Érables, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de tailleurs, et confectionner toutes sortes de vêtements, en faire le commerce, sous le nom de « Summit Sportswear Mfg. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 525, rue Principale, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3178-67

**Sun-N-Health Products Distributors Inc.**  
**Les Distributeurs des Produits**  
**Sun-N-Health inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: André Benoit, herboriste, 5991, De Laroche, Maurice Cayer, commis, 5981, De Laroche, tous deux de Montréal, et Charles-Édouard Benoit, rentier, 6719, Lemay, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme herboristes en général, sous le nom de « Sun-N-Health Products Distributors Inc. — Les Distributeurs des Produits Sun-N-Health inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2896-67

**Syndicat immobilier Mont St-Hilaire inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Rolland Comtois, courtier d'assurance, 289, boulevard Laurier, Beloeil, Jean-Noël Jutras, agent, 175, boulevard Laurier, McMasterville, et Gérard Charpentier, menuisier, 4512, boulevard LaSalle, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Syndicat immobilier Mont St-Hilaire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 289, boulevard Laurier, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3047-67

**Summit Sportswear Mfg. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hugh Hibbard, manufacturer, 144 Desjardins, Sommet Bleu, Sainte-Adèle, Denis Moreau, transportation broker, 440 Croissant de Paris, and Pierre Godbout, advocate and Queen's Counsel, 50 Les Érables, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as tailors and to manufacture and deal in all kinds of garments, under the name of "Summit Sportswear Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 525 Main Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3178-67

**Sun-N-Health Products Distributors Inc.**  
**Les Distributeurs des Produits**  
**Sun-N-Health inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Benoit, herbalist, 5991 De Laroche, Maurice Cayer, clerk, 5981 De Laroche, both of Montreal, and Charles-Édouard Benoit, annuitant, 6719 Lemay, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as herbalists, in general, under the name of "Sun-N-Health Products Distributors Inc. — Les Distributeurs des Produits Sun-N-Health inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2896-67

**Syndicat immobilier Mont St-Hilaire inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolland Comtois, insurance broker, 289 Laurier Boulevard, Beloeil, Jean-Noël Jutras, agent, 175 Laurier Boulevard, McMasterville, and Gérard Charpentier, joiner, 4512 LaSalle Boulevard, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as real estate and construction company, under the name of "Syndicat immobilier Mont St-Hilaire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 289 Laurier Boulevard, Beloeil, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3047-67

**Tabagie St-Malo inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean Leahy, avocat, 255, avenue Laurier, Oona Quinn, comptable, épouse séparée de biens de Charles Rodrigue, 720, Grande-Allée est, tous deux de Québec, et Agnès J. Gordon, secrétaire, veuve de Robert H. T. Gordon, 1281, Jean-Dequen, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter une tabagie, sous le nom de « Tabagie St-Malo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 322, Marie-de-l'Incarnation, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3167-67

**Textural inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, et Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de « Textural inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3223-67

**Tri-Service Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1967, constituant en corporation: William Walter Shirley, homme d'affaires, 4557, Draper, Yolande Leclerc, commerçante, fille majeure, 3856, St-André, tous deux de Montréal, et Trevor Richards, gérant, 156, Metcalfe, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Tri-Service Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 3236-67

**Universal Factory Outlet Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1967, constituant en corporation: William Cooper, marchand, Lennice Cooper, femme d'affaires, épouse séparée de biens dudit William Cooper,

**Tabagie St-Malo inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Leahy, advocate, 255 Laurier Avenue, Oona Quinn, accountant, wife separate as to property of Charles Rodrigue, 720 Grande Allée, East, both of Quebec, et Agnès J. Gordon, secretary, widow of Robert H. T. Gordon 1281 Jean-Dequen, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate a tabacoinist's shop, under the name of "Tabagie St-Malo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 322 Marie-de-l'Incarnation, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3167-67

**Textural inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, and Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, the latter two of Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, the name of "Textural inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3223-67

**Tri-Service Holdings Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Walter Shirley, businessman, 4557 Draper, Yolande Leclerc, trader, fille majeure, 3856 St-André, both of Montreal, and Trevor Richards, manager, 156 Metcalfe, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Tri-Service Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 3236-67

**Universal Factory Outlet Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Cooper, merchant, Lennice Cooper, business woman, wife separate as to property of the said William Cooper, both of

tous deux de 5725, chemin Côte St-Luc, app. 209, Montréal, et Nathaniel H. Salomon, avocat, 95, chemin Dufferin, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Universal Factory Outlet Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160 est, rue St-Viateur, suite 105, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

3069-67

#### Vicann inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de juillet 1967, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, 176, Highfield, Mont-Royal, John Hykawy, 2218, rue Papineau, Jacques-Cartier, et Jean-Bernard Benoit, 2100, Fullum, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Vicann inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, rue Stanley, suite 418, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

3205-67

#### The Royal Trust Company Compagnie Trust Royal

Avis est donné que, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de fiducie et de la Loi des compagnies de Québec, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 3<sup>e</sup> jour d'août 1967, à la compagnie « The Royal Trust Company — Compagnie Trust Royal », subdivisant son 1,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$5 chacune en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048

2509-00 — 1382/66

5725 Côte St-Luc Road, Apt. 209, Montreal, and Nathaniel H. Salomon, advocate, 95 Dufferin Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Universal Factory Outlet Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 160 St-Viateur Street East, suite 105, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

3069-67

#### Vicann inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Geoffroy Birtz, 176 Highfield, Mount Royal, John Hykawy, 2218 Papineau Street, Jacques-Cartier, and Jean-Bernard Benoit, 2100 Fullum, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as publicity counsellors and contractors, under the name of "Vicann inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1500 Stanley Street, suite 418, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048

3205-67

#### The Royal Trust Company Compagnie Trust Royal

Notice is given that, pursuant to the provisions of the Trust Companies Act and the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "The Royal Trust Company — Companies Trust Royal", subdividing its 1,000,000 shares of the par value of \$5 each into 5,000,000 shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

2509-00 — 1382/66

## Lettres patentes supplémentaires

### Sports Experts inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de mai 1967, à la compagnie « Les Magasins Champion limitée », constituée par lettres patentes en date du 3<sup>e</sup> jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Sports Experts inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

508-66 — 1373/27

## Supplementary Letters Patent

### Sports Experts inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Magasins Champion limitée", incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1966, changing its name to that of "Sports Experts inc."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o

508-66 — 1373/27

**Ministère du Travail**

**Department of Labour**

**Avis de modification**

**Notice of Amendment**

*Alimentation en gros — Région de Québec*

*Wholesale Food Products — Québec region*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et les municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Manufacturing and Wholesale Trade in the cities of Québec and Lévis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits (made binding by Decree number 2347 of June 27, 1944, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

**SECTION I**

**DIVISION I**

*Produits alimentaires, commerce et entreposage*

*Food products, trade and warehousing*

1° L'article 3 sera remplacé par le suivant:

1. Section 3 will be superseded by the following:

« 3. Le terme « service de salaison » ou « service de charcuterie » désigne un établissement ou une partie d'établissement où se fabriquent ou se transforment des produits destinés à la consommation humaine. »

“3. “Packing house service” or “delicatessen service” means any establishment or part thereof where products for human consumption are manufactured or processed.”

2° L'article 4 sera remplacé par le suivant:

2. Section 4 will be replaced by the following:

« 4. Le terme « abatteur » désigne tout salarié qui fait l'abattage des animaux. »

“4. “Slaughterer” means any employee who slaughters animals.”

3° L'article 5 sera remplacé par le suivant:

3. Section 5 will be superseded by the following:

« 5. Le terme « apprenti » désigne tout salarié qui emploie un minimum de soixante-quinze pour cent (75%) de son temps au travail à apprendre le métier de préposé à la salaison, de boucher-désosseur ou de charcutier ou autres métiers connexes à l'industrie. »

“5. “Apprentice” means any employee who spends at least seventy-five per cent (75%) of his working time learning the trade of packer, butcher and meat-boner, meat-processor or other related trades in the industry.”

4° Les articles 6, 9, 10 et 11 seront radiés.

4. Sections 6, 9, 10 and 11 will be abrogated.

5° L'article 13 sera remplacé par le suivant:

5. Section 13 will be replaced by the following:

« 13. Le terme « camion-vendeur » désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit dans l'entrepôt, soit au téléphone. »

“13. “Sales clerk” means any employee whose work consists mainly in selling merchandise at the counter, in the warehouse or by telephone.”

6° L'article 15 sera remplacé par le suivant:

6. Section 15 will be superseded by the following:

« 15. Le terme « camionneur » désigne un salarié affecté principalement au chargement, déchargement et conduite de véhicules-moteurs au sens de la Loi. »

“15. “Truck driver” means any employee whose work consists mainly in loading, unloading and driving motor vehicles as defined in the pertinent Act.”

7° L'article 16 sera radié et le nouvel article 16 suivant sera ajouté:

7. Section 16 will be abrogated and replaced by the new section 16, as follows:

« 16. Le terme « aide-camionneur » désigne tout salarié qui accomplit les mêmes fonctions que le camionneur sans avoir la responsabilité de la conduite du véhicule. »

“16. “Truck driver's helper” means any employee who does the same work as a truck driver, without having to drive the vehicle.”

8° L'article 17 sera remplacé par le suivant:

8. Section 17 will be replaced by the following:

« 17. Le terme « coupeur de beurre ou autres produits succédanés » désigne tout salarié qui coupe le beurre ou autres produits succédanés; ce terme exclue celui de « garçon » défini à l'article 21. »

“17. “Cutter, butter or substitutes” means any employee who cuts butter or substitutes. This term excludes “junior employees” defined in section 21 below.”

9° L'article 19 sera remplacé par le suivant:

9. Section 19 will be superseded by the following:

« 19. Le terme « enveloppeur et empaqueteur de beurre ou autres produits succédanés » désigne tout salarié qui enveloppe et empaquette le beurre ou autres produits succédanés à la main ou

“19. “Wrapper and packer, butter or substitutes” means any employee who wraps and packs butter or other substitutes by hand or carries out one of these operations, as the case may be.

fait l'une ou l'autre desdites opérations, selon le cas; ce terme exclut celui de « garçon » défini à l'article 21. »

10° L'article 20 sera remplacé par le suivant:

« 20. Le terme « gardien-concierge » désigne tout salarié qui exécute, généralement le soir et la nuit, un travail de surveillance, d'entretien et de nettoyage général. »

11° L'article 21 sera remplacé par le suivant:

« 21. Le terme « garçon » ou « fille » désigne un salarié âgé de moins de 18 ans et employé à des travaux non classifiés; en aucun temps, le nombre de salariés compris dans cette catégorie (garçon ou fille) et au service des établissements assujettis ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement. »

12° L'article 22 sera radié.

13° L'article 23 sera remplacé par le suivant:

« 23. Le terme « homme général » désigne tout salarié exécutant principalement un travail non cléricale non autrement classifié. »

14° L'article 24 sera remplacé par le suivant:

« 24. Le terme « homme de plancher » désigne le salarié qui assume la responsabilité de la réception et du placement de la marchandise manuellement ou à l'aide d'un empileur automatique et qui a la responsabilité et la surveillance de l'expédition des commandes. »

15° L'article 27 sera radié.

16° L'article 28 sera remplacé par le suivant:

« 28. Le terme « personnel féminin d'entrepôt » désigne toute salariée qui exécute tout travail d'entrepôt non autrement classifié. »

17° Les articles 29 et 30 seront radiés.

18° L'article 31 sera remplacé par le suivant:

« 31. Le terme « employé surnuméraire » désigne tout employé occasionnel ou saisonnier embauché sur une base hebdomadaire ou horaire; toutefois, il ne peut y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires en tout temps de l'année.

19° Le nouvel article 31-A suivant sera ajouté:

« 31-A. Le terme « commis de bureau » désigne tout salarié de bureau masculin non autrement classifié. »

20° Les articles 33, 34, 35, 36 et 37 seront radiés.

21° L'article 38 sera remplacé par le suivant:

« 38. Le terme « personnel de maîtrise » désigne les salariés de l'établissement ayant un rang égal ou supérieur à celui de contremaître et touchant un salaire égal ou supérieur à \$100.00 par semaine. Ce terme désigne et comprend en particulier les officiers supérieurs des départements de la vente, de la production et de l'administration soit: directeur de la mise en marché; gérant des ventes, gérant de promotion, gérant de production, surintendant ou contremaître général, chef de bureau, acheteurs ou tout professionnel en charge d'un service, tel que service du personnel, techniciens en alimentation (merchandisers), dessinateurs, publicistes, etc. Ces salariés sont automatiquement exclus de la juridiction du décret, y compris les voyageurs de commerce. »

22° L'article 39 sera remplacé par le suivant:

This term excludes "junior employees" defined in section 21 below."

10. Section 20 will be replaced by the following: "20. "Watchman-janitor" means any employee who acts as watchman and does general maintenance and cleaning work, especially at night."

11. Section 21 will be superseded by the following:

"21. "Junior employee (male or female)" means any employee under age 18 who performs unclassified work. The number of employees in this category (male or female) and working in establishments subject to the decree may never exceed 10% of the total number of employees of the different categories in the same establishments."

12. Section 22 will be deleted.

13. Section 23 will be replaced by the following:

"23. "General hand" means any employee mainly employed in non-clerical work not otherwise classified."

14. Section 24 will be replaced by the following:

"24. "Shipping and receiving clerk" means any employee who is responsible for receiving and storing merchandise either manually or by means of a fork-lift truck and is also responsible for supervising the shipment of orders."

15. Section 27 will be abrogated.

16. Section 28 will be superseded by the following:

"28. "Warehouse employee (female)" means any female employee who does warehouse work not otherwise classified."

17. Sections 29 and 30 will be abrogated.

18. Section 31 will be replaced by the following:

"31. "Supernumerary employee" means any occasional or seasonal employee hired on a weekly or hourly basis. However, there may never be more than 50% of supernumerary employees throughout the year."

19. The following new section 31-A will be added:

"31-A. "Office clerk" means any male office employee not otherwise classified".

20. Sections 33, 34, 35, 36 and 37 will be abrogated.

21. Section 38 will be superseded by the following:

"38. "Executive personnel" means the establishment's employees who are equal or above the classification of foreman and who earn \$100.00 a week or more. This term designates and includes all senior officers of the sales, production and administration departments, to wit: the marketing director, sales manager, promotion manager, production manager, general foreman or superintendent, office head, buyers or any professional in charge of a service such as the personnel department, food technicians (merchandisers), draughtsmen, advertising men and so on. Such employees, including travelling salesmen, are automatically excluded from the decree's jurisdiction."

22. Section 39 will be replaced by the following:

« 39. Le terme « personnel féminin du bureau » désigne toute salariée non autrement classifiée. »

23° L'article 40 sera remplacé par le suivant:

« 40. Le terme « sténo-dactylo » désigne tout salarié dont l'occupation principale est la sténographie et la dactylographie. »

24° Le nouvel article 40-A suivant sera ajouté:

« 40-A. Le terme « opération au centre de la mécanographie » désigne toute salariée qui exécute du travail dans ce département. »

25° Les articles 41 et 42 seront radiés et les nouveaux articles 41, 41-A, 42 et 42-A seront ajoutés:

« 41. Le terme « réceptionniste » désigne toute salariée qui occupe la majeure partie de son temps à répondre au téléphone et diriger les clients.

41-A. Le terme « étudiant » désigne toute personne qui loue ses services durant les temps libres de ses vacances.

42. Le terme « chef de groupe » désigne tout salarié de sexe masculin ou féminin ayant la responsabilité de surveiller, à la demande de l'employeur, les opérations effectuées par un groupe de personnel, tout en vaquant lui-même à son occupation régulière.

42-A. Le chef de groupe a droit au minimum à un taux de salaire supérieur, de dix cents (\$0.10) l'heure, au salaire de base de l'homme ou de la femme d'ouvrage général, suivant le cas. »

26° L'article 48 sera remplacé par le suivant:

*Jurisdiction territoriale*

« 48. Le présent décret s'applique aux cités de Québec et de Lévis et aux municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

Aux fins d'application du décret, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

*Zone I:* Les municipalités totalement ou partiellement incluses dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites des cités de Québec et de Lévis, incluant toute l'île d'Orléans.

*Zone II:* Toutes les autres municipalités situées en tout ou en partie dans un rayon de vingt-cinq (25) à cinquante (50) milles des cités de Québec et de Lévis ainsi que les municipalités de Gentilly, Saint-Georges Ouest et Saint-Georges Est. »

27° L'article 49 sera remplacé par le suivant:

*Durée de travail*

« 49. a) La semaine régulière de travail des employés de bureau de la zone I est de quarante quatre (40) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises opérant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure (1/2) pour les entreprises opérant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

b) La semaine régulière de travail des employés de bureau de la zone II est de quarante-quatre (44) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises opérant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure (1/2) pour les entreprises opérant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

c) La semaine régulière de travail des gardiens-concierges et mécaniciens de machines fixes est de cinquante-quatre (54) heures dans les zones I et II.

« 39. "Office employee (female)" means any female employee not otherwise classified."

23. Section 40 will be superseded by the following:

« 40. "Stenographer-typist" means any employee whose work consists mainly in taking shorthand and in typing."

24. The following new section 40-A will be added:

« 40-A. "Operator, data-processing centre" means any female employee working in such department."

25. Sections 41 and 42 will be abrogated and the following new sections 41, 41-A, 42 and 42-A will be added:

« 41. "Receptionist" means any female employee who spends most of her time answering the telephone and directing customers.

41-A. "Student" means any person who hires out his services during vacation time.

42. "Crew leader" means any employee who, at the employer's request, is responsible for the supervision of operations carried out by a group of employees while going about his regular occupation.

42-A. The crew leader is entitled to a 10¢-an-hour bonus over and above the general hand's (male or female) wage rate."

26. Section 48 will be superseded by the following:

*Territorial Jurisdiction*

« 48. This decree encompasses the cities of Québec and Lévis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits.

For enforcement purposes, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

*Zone I:* The municipalities wholly or partly located within a 25-mile radius from the limits of the cities of Québec and Lévis, including the entire Isle of Orleans.

*Zone II:* All other municipalities wholly or partly located within a 25-mile to 50-mile radius from the limits of the cities of Québec and Lévis, as well as the municipalities of Gentilly, Saint Georges West and Saint Georges East."

27. Section 49 will be replaced by the following:

*Hours of Work*

« 49. (a) Standard hours of work for office employees in zone I shall not exceed forty (40) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(b) Standard hours of work for office employees in Zone II shall not exceed forty-four (44) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half (1/2) hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(c) Standard hours of work for watchmen-janitors and stationary enginemen in zones I and II shall not exceed fifty-four (54) a week.

d) La semaine régulière de travail des autres employés est de quarante-cinq heures et demie (45½) dans la zone I et de quarante-huit (48) heures dans la zone II, réparties du lundi au samedi inclusivement.

e) Une prime de dix cents (\$0.10) l'heure s'appliquera à tous les salariés (à l'exception de ceux mentionnés au paragraphe c) pour la totalité des heures régulières travaillées entre 7h. p.m. à 6h. a.m.

f) Les employeurs qui réduisent la semaine régulière de travail de l'équipe de soir ou de nuit en conservant au minimum le salaire hebdomadaire prévu par le décret ou prévu pour l'équipe de jour seront automatiquement exclus de la juridiction de celui-ci en ce qui concerne le \$0.10 ou le 10%, pourvu que la réduction des heures équivalle ou soit supérieure à ces montants. »

28° L'article 50 sera radié.

29° L'article 51 sera remplacé par le suivant:

#### *Temps supplémentaire*

« 51. Taux et demi le salaire régulier sera payé après dix (10) heures dans une même période de travail ou en excédent de la semaine régulière de travail ».

30. Les articles 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 59 seront radiés.

31° L'article 60 sera remplacé par le suivant:

#### *Jours de fêtes chômés*

« 60. a) Tout salarié régulier qui a travaillé au minimum la moitié des heures ouvrables dans une semaine où il y a une fête chômée et non ouvrable, doit être rémunéré sur la base de son salaire régulier pour une journée ou une demi-journée complète de travail selon le cas pour un total de huit congés et demi (8½). Le choix des congés fait entre l'employeur et la majorité de ses employés. La liste des congés sera établie au cours du mois de décembre pour l'année suivante et elle sera remise au Comité paritaire au plus tard le 31 décembre. Par entente mutuelle, l'un ou l'autre de ces congés pourra être déplacé mais le Comité paritaire devra en être avisé par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

b) Tout salarié régulier dont les services sont requis les jours de fêtes chômés mentionnés à l'article 60, doit être rémunéré au taux de salaire régulier en plus du paiement de la fête. »

32° Les articles 61 et 62 seront radiés.

33° L'article 63 sera remplacé par le suivant:

#### *Vacances payées*

« 63. a) Tout salarié qui compte moins d'un (1) an de service au premier mai de chaque année recevra une demi-journée (½) de vacances par mois travaillé chez le même employeur ou dans le même établissement jusqu'à concurrence de la semaine régulière de travail rémunérée à raison de 2% du salaire gagné au cours de la période de service qui précède ce premier mai.

b) Tout employé qui compte un (1) an mais moins de quatre (4) ans de service continu pour le même employeur ou dans le même établissement recevra une (1) semaine de vacances payées à son taux régulier ou, en cas de départ, 2% du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

c) Tout employé qui compte quatre (4) ans et plus de service continu pour le même employeur a droit à deux (2) semaines de vacances payées

(d) Standard hours of work for other employees shall not exceed forty-five and one-half (45½) a week in Zone I and forty-eight (48) a week in zone II, scheduled Monday through Saturday.

(e) Except employees mentioned in subsection "c" above, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to all employees for all standard hours worked between 7:00 p.m. and 6:00 a.m.

(f) Employers who reduce the standard work week for evening or night shift workers while maintaining the minimum weekly wages stipulated herein or set forth for the day shift shall be automatically excluded from its jurisdiction with regards to the 10¢ or 10%, provided that a reduction in hours be equal or superior to such amounts."

28. Section 50 will be abrogated.

29. Section 51 will be superseded by the following:

#### *Overtime*

"51. Time and one half shall be paid for all work performed in excess of ten (10) hours or over and above the standard work week."

30. Sections 52, 53, 54, 55, 56, 57 and 59 will be abrogated.

31. Section 60 will be replaced by the following:

#### *General Holidays*

"60. (a) Every regular employee who has worked at least half the working hours in a week where there is a general holiday shall be paid for one or one-half day's work, up to a total of eight and one-half (8½) days per year. General holidays shall be chosen by the employer and the majority of his employees. The general holiday list shall be made up in December for the ensuing year and shall be forwarded to the Parity Committee by at least December 31st. Any general holiday may be transferred after agreement between the parties but the Parity Committee shall be given written notice thereof at least five (5) working days beforehand.

(b) Every regular employee who is required to work on any of the general holidays mentioned in section 60 shall be paid straight time, plus holiday pay."

32. Sections 61 and 62 will be abrogated.

33. Section 63 will be replaced by the following:

#### *Vacation with Pay*

"63. (a) Every employee who has less than one (1) year's service on May 1st of each year shall be granted one half-day's vacation for each month worked with the same employer or in the same firm up to a maximum of one standard week's work paid at 2% of wages earned during the service period prior to such May 1st.

(b) Every employee who has one (1) but less than four (4) years' continuous service with the same employer or in the same firm shall be granted one (1) week's vacation paid at his regular rate. In case of separation, he shall be paid 2% of wages earned during the year prior to such May 1st.

(c) Every employee who has four (4) or more years' continuous service with the same employer is entitled to two (2) weeks' vacation paid at his

à son taux régulier ou, en cas de départ, 4% du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

d) Le choix de la période de vacances sera fait en tenant compte des besoins de la production ou des services.»

34° Les articles 64, 65, 66, 67, 68, 69 et 70 seront radiés.

35° L'article 71 sera remplacé par le suivant:

« Taux de salaire de base minima

71. Les taux de salaires de base minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées pour la semaine normale de travail:

regular rate. In case of separation, he shall be paid 4% of wages earned during the year prior to such May 1st.

(d) Vacation dates shall be chosen while taking into account the production needs and the requirements of the various services.»

34. Sections 64, 65, 66, 67, 68, 69 and 70 will be abrogated.

35. Section 71 will be superseded by the following:

“Basic minimum wage rates

71. The following basic minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed hereunder for a standard week's work:

	Zones	
	I	II
Abatteur — Slaughterer	\$75.00	\$67.50
Aide-camionneur — Truck driver's helper	73.50	66.00
Apprenti—Apprentice:		
1ère année — 1st year	55.00	50.00
2ième année — 2nd year	59.00	54.00
3ième année — 3rd year	63.00	58.00
4ième année — 4th year	67.00	62.00
Assistant-comptable — Assistant accountant	80.00	72.00
Boucher-désosseur — Butcher and meat boner	80.00	72.00
Camionneur — Truck driver	75.50	67.50
Charentier — Delicatessen worker	80.00	72.00
Classificateur d'œufs — Egg grader:		
1ère année — 1st year	68.00	60.00
2ème année — 2nd year	73.00	65.00
Commis de bureau — Office clerk:		
1ère année — 1st year	50.00	45.00
2ième année — 2nd year	53.00	47.00
3ième année — 3rd year	57.00	50.00
4ième année — 4th year	62.00	54.00
5ième année — 5th year	68.00	60.00
Commis-vendeur — Sales clerk:		
1ère année — 1st year	60.00	54.00
2ième année — 2nd year	65.00	59.00
3ième année — 3rd year	70.00	64.00
4ième année — 4th year	75.00	69.00
Conditionneur de beurre et de fromage — Buttermaker and cheese-maker	75.00	67.50
Coupeur de beurre ou autres produits succédanés — Cutter, butter or substitutes	67.00	60.00
Employé surnuméraire — Supernumerary employee (Par heure-Per hour)	1.65	1.50
Enveloppeur et empaqueteur de beurre ou autres produits succédanés — Wrapper and packer, butter or substitutes	62.00	55.00
Étudiant — Student (Par heure-Per hour)	1.00	1.00
Garçon ou fille — Junior employee	68.50	61.00
Gardiens-concierges — Watchmen-janitor (Par heure-Per hour)	1.25	1.15
Homme général — General hand	73.50	66.00
Homme de plancher — Shipping and receiving clerk	75.50	67.50
Opératrice au centre de la mécanographie — Operator, data-processing centre:		
1ère année — 1st year	45.00	44.00
2ième année — 2nd year	47.00	46.00
3ième année — 3rd year	50.00	48.00
Personnel féminin d'entrepôt — Warehouse employee (female)	52.00	48.00
Personnel féminin de bureau — Office employee (female):		
1ère année — 1st year	48.00	44.00
2ème année — 2nd year	52.00	48.00
3ème année — 3rd year	56.00	52.00
Préposé à la salaison — Curer	80.00	72.00
Préposé aux commandes — Order clerk	75.50	67.50
Réceptionniste — Receptionist	48.00	44.00
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1ère année — 1st year	51.00	47.00
2ième année — 2nd year	55.00	51.00
3ième année — 3rd year	59.00	55.00

36° L'article 72 sera radié.

37° L'article 73 sera remplacé par le suivant:

« 73. Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

36. Section 72 will be abrogated.

37. Section 73 will be replaced by the following:

“73. With each payment of wages, each employee shall be given an earnings statement listing:

- 1<sup>o</sup> ses nom et prénom;  
 2<sup>o</sup> le salaire régulier;  
 3<sup>o</sup> le salaire supplémentaire;  
 4<sup>o</sup> la période de paie;  
 5<sup>o</sup> le salaire gagné;  
 6<sup>o</sup> le montant des déductions;  
 7<sup>o</sup> le montant net. »  
 38<sup>o</sup> L'article 74 sera radié.  
 39<sup>o</sup> L'article 75 sera remplacé par le suivant:

« 75. Les taux de salaires supérieurs à ceux actuellement payés aux employés régis par le décret ne peuvent être réduits pendant sa durée, à condition que l'employé occupe encore la ou les même (s) fonction (s) pour laquelle ou lesquelles ce taux de salaire lui avait été versé. »

40<sup>o</sup> L'article 76 sera radié.

41<sup>o</sup> L'article 77 sera remplacé par le suivant:

« 77. Pour toutes les catégories de salariés, le Comité paritaire a le pouvoir de classer les employés dans les catégories d'emplois déterminés dans ce décret suivant le travail qu'ils exécutent. En cas de litige entre l'employeur et le salarié au sujet de la classification de celui-ci, la décision du Comité paritaire est finale. »

42<sup>o</sup> L'article 78 sera radié.

43<sup>o</sup> L'article 81 sera remplacé par le suivant:

« 81. La répartition des hommes préposés à la charcuterie est établie comme suit:

Nombre de salariés No. of employees	Compétent Skilled
1	1
2	1
3	1
4	1
5	1
6	2
7	2
8	2
9	3
10	3
11	3
12	4
13	4
14	4
15	5
16	5
17	5
18	6
19	6
20	6
21	7
22	7
23	7
24	8

(au-delà de 24, recommencer à 1 comme s'il s'agissait d'une nouvelle équipe de 24).  
 (over 24, start over at 1 just as if it was a new crew of 24).

Les apprentis qui n'ont pas trois (3) mois de service ne doivent pas figurer dans le calcul de la répartition de ces salariés mentionnés dans le tableau ci-dessus. »

44<sup>o</sup> Les articles, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 90 et 93 seront radiés.

45<sup>o</sup> L'article 94 suivant sera ajouté:

« 94. *Durée*: La présente section est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une durée d'un (1) an. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins

1. his given name and family name;

2. regular wage rate;

3. overtime wage rate;

4. pay period;

5. wages earned;

6. amount of deductions;

7. take-home pay. »

38. Section 74 will be abrogated.

39. Section 75 will be replaced by the following:

« 75. Wage rates higher than those now paid to employees governed by the decree cannot be reduced throughout its term, provided that the employee holds the same position(s) for which such wage rate was paid to him. »

40. Section 76 will be abrogated.

41. Section 77 will be superseded by the following:

« 77. For all categories of employees, the Parity Committee has the authority to classify employees in the occupational categories set forth in this decree according to the work they perform. In doubtful cases, the Parity Committee's decision shall be final. »

42. Section 78 will be abrogated.

43. Section 81 will be replaced by the following:

« 81. The distribution of delicatessen employees is as follows:

<i>Apprenti au salaire homme général Apprentices (paid as general hand)</i>	<i>Apprenti au salaire d'apprenti Apprentices (paid the apprentice rate)</i>
—	—
1	1
1	2
2	2
2	3
3	3
3	4
4	4
4	5
5	5
5	6
6	6
6	7
7	7
7	8
8	8
8	8

Apprentices who do not have three (3) months' service do not enter into the calculation of employees in the above table. »

44. Sections 82, 83, 84, 85, 86, 87, 90 and 93 will be abrogated.

45. The following section 94 will be added:

« 94. *Term*: The present division becomes effective from its publication date in the *Québec Official Gazette* and remains in force for a one (1) year period. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contract-

que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date de son renouvellement. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.»

46° La Section III sera remplacée par la suivante:

« SECTION III

*Fabricants et commerçants  
de produits d'alimentation animale  
Définitions*

1. Le terme « fabricants et commerçants de produits d'alimentation animale » signifie les établissements dont le commerce en gros ou en demi-gros du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail, ainsi que des suppléments et des moulées de viande pour les renards et autres produits d'alimentation animale ainsi que les établissements fabriquant ou transformant ou conditionnant principalement ou comme activités accessoires à un commerce d'animaux, les produits de l'alimentation animale et en particulier les aliments du bétail.

2. Le terme « aliment du bétail » ou « aliment » signifie tout produit destiné à la consommation par les animaux de ferme et ayant pour effet de procurer des protéines, hydratés de carbone, matières grasses, substances minérales, condiments ou vitamines, et comprend tout produit préparé pour prévenir ou guérir les désordres de nutrition.

3. Le terme « cuiseur ou presseur » désigne tout salarié qui fait la cuisson ou le pressage de la viande du bétail.

4. Le terme « meunier ou homme en charge des malaxeurs » désigne le salarié qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grain, viande et « supplément » ou tout salarié qui est en charge des malaxeurs.

5. Le terme « garçon » ou « fille » désigne un salarié de moins de 18 ans et employé à des travaux non classifiés; en aucun temps, le nombre de salariés compris dans cette catégorie (garçon ou fille) ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement.

6. Le terme « homme général » désigne un salarié qui exécute principalement un travail non clérical non autrement classifié.

7. Le terme « homme de plancher » désigne tout salarié qui assume la responsabilité de la réception et du placement de la marchandise manuellement ou à l'aide d'un empileur automatique et qui a la responsabilité et la surveillance de l'expédition des commandes.

8. Le terme « gardien-concierge » désigne tout salarié qui exécute, généralement le soir et la nuit, un travail de surveillance, d'entretien et de nettoyage général.

9. Le terme « camionneur » désigne tout salarié affecté principalement au chargement, déchargement et conduite de véhicules-moteurs au sens de la Loi.

10. Le terme « chef de groupe » désigne tout salarié de sexe masculin ou féminin ayant la responsabilité de surveiller, à la demande de l'employeur, les opérations effectuées par un groupe de personnel tout en vaquant lui-même à son occupation régulière; le chef de groupe a droit au minimum à un taux de salaire supérieur de dix cents (\$0.10) l'heure au salaire de base de l'homme ou de la femme d'ouvrage général, suivant le cas.

ing parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its renewal date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

46. Division III will be replaced by the following:

"DIVISION III

*Feed manufacturers and  
merchants  
Definition*

1. "Feed manufacturers and merchants" means firms that handle (on a wholesale or semi-wholesale basis) fodder, flour, grain or feed as well as nutritional supplements, bone meal for foxes and other feed products. It also means other establishments that manufacture, process or condition feed products especially for livestock on a full-time or part-time basis.

2. "Livestock feed" or "feed" means any product to be consumed by farm animals for the purpose of supplying proteins, carbohydrates, fats, minerals, condiments or vitamins and includes any product prepared in view of preventing or curing nutritional deficiencies.

3. "Cook and presser" means any employee who cooks and presses livestock meat.

4. "Miller or mixer operator" means any employee who is responsible for mixing grain and meat feeds as well as "supplements". It also means any employee who is in charge of mixers.

5. "Junior employee (male or female)" means any employee under age 18 who performs unclassified work. The number of employees in this category (male or female) and working in establishments subject to the decree may never exceed 10% of the total number of employees of the different categories in the same establishment.

6. "General hand" means any employee mainly employed in non-clerical work not otherwise classified.

7. "Shipping and receiving clerk" means any employee who is responsible for receiving and storing merchandise either manually or by means of a fork-lift truck and is also responsible for supervising the shipment of orders.

8. "Watchman-janitor" means any employee who acts as watchman and does general maintenance and cleaning work, especially at night.

9. "Truck driver" means any employee whose work consists mainly in loading, unloading and driving motor vehicles, as defined in the pertinent Act.

10. "Crew leader" means any employee who, at the employer's request, is responsible for the supervision of operations carried out by a group of employees while going about his regular occupation. The crew leader is entitled to a 10¢-an-hour bonus over and above the general hand's (male or female) wage rate.

11. Le terme « commis-vendeur » désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit à l'entrepôt, soit au téléphone.

12. Le terme « assistant-comptable » désigne tout salarié qui assiste le comptable dans ses fonctions et le remplace au besoin.

13. Le terme « employé surnuméraire » désigne toute personne du sexe masculin ou féminin embauchée occasionnellement ou de façon saisonnière sur une base hebdomadaire ou horaire; toutefois, il ne peut y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires en tout temps de l'année.

14. Le terme « commis de bureau » désigne tout salarié de bureau de sexe masculin non autrement classifié.

15. Le terme « personnel de maîtrise » désigne toute personne qui ne répond pas à la définition du terme « salarié » au sens du Code du Travail, Article 1, section (m) ou amendements. Ce personnel est exclu de la juridiction du décret, y compris les voyageurs de commerce.

16. Le terme « sténo-dactylo » désigne tout salarié dont l'occupation principale est la sténographie et la dactylographie.

17. Le terme « personnel féminin de bureau » désigne toute salariée de bureau non autrement classifiée.

18. Le terme « aide-camionneur » désigne tout salarié qui accomplit les mêmes fonctions que le camionneur sans avoir la responsabilité de la conduite du véhicule.

19. Le terme « étudiant » désigne toute personne qui loue ses services durant les vacances scolaires.

#### *Jurisdiction territoriale*

20. Le présent décret s'applique aux cités de Québec et de Lévis et aux municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

Aux fins d'application du décret, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

*Zone I:* Les municipalités totalement ou partiellement incluses dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites des cités de Québec et de Lévis, incluant toute l'île d'Orléans.

*Zone II:* Toutes les autres municipalités situées en tout ou en partie dans un rayon de cinquante (50) milles des cités de Québec et de Lévis ainsi que les municipalités de Gentilly, Saint-Georges Ouest et Saint-Georges Est.

#### *Durée de travail*

21. a) La semaine régulière de travail des employés de bureau de la Zone I est de quarante (40) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises opérant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure ( $\frac{1}{2}$ ) pour les entreprises opérant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

b) La semaine régulière de travail des employés de bureau de la Zone II est de quarante-quatre (44) heures, réparties du lundi au samedi inclusivement, avec un minimum d'une (1) heure pour le repas pour les entreprises opérant avec une seule équipe et un minimum d'une demi-heure ( $\frac{1}{2}$ ) pour les entreprises opérant avec deux (2) ou plusieurs équipes.

c) La semaine régulière de travail des gardiens-concierges et mécaniciens de machines fixes est de cinquante-quatre (54) heures dans les Zones I et II.

11. "Sales clerk" means any employee whose work consists mainly in selling merchandise at the counter, in the warehouse or by telephone.

12. "Assistant-accountant" means any employee who assists the accountant in his work and replaces him when required.

13. "Supernumerary employee" means any occasional or seasonal employee hired on a weekly or hourly basis. However, there may never be more than 50% of supernumerary employees throughout the year.

14. "Office clerk" means any male office employee not otherwise classified.

15. "Executive personnel" means anyone to whom the definition of "employee" in the Labour Code (section 1, subsection (m) or amendments) does not apply. Such personnel, as well as travelling salesmen, do not come under the decree's jurisdiction.

16. "Stenographer-typist" means any employee whose work consists mainly in taking shorthand and in typing.

17. "Office employee (female)" means any female employee not otherwise classified.

18. "Truck driver's helper" means any employee who does the same work as a truck driver, without having to drive the vehicle.

19. "Student" means anyone who hires out his services during vacation time.

#### *Territorial Jurisdiction*

20. This decree encompasses the cities of Québec and Lévis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits.

For enforcement purposes, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

*Zone I:* The municipalities wholly or partly located within a 25-mile radius from the limits of the cities of Québec and Lévis, including the entire Isle of Orleans.

*Zone II:* All other municipalities wholly or partly located within a 25-mile to 50-mile radius from the limits of the cities of Québec and Lévis, as well as the municipalities of Gentilly, Saint-Georges West and Saint-Georges East."

#### *Hours of Work*

21. (a) Standard hours of work for office employees in zone I shall not exceed forty (40) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(b) Standard hours of work for office employees in Zone II shall not exceed forty-four (44) a week, scheduled Monday through Saturday with at least one (1) hour off for meals in firms operating on a single shift and at least one-half ( $\frac{1}{2}$ ) hour in firms operating on two (2) or more shifts.

(c) Standard hours of work for watchmen-janitors and stationary enginemen in zones I and II shall not exceed fifty-four (54) a week.

d) La semaine régulière de travail des autres employés est de quarante-cinq (45) heures dans la Zone I et de quarante-huit (48) heures dans la Zone II, réparties du lundi au samedi inclusivement.

e) Une prime de dix cents (\$0.10) l'heure s'appliquera à tous les salariés (à l'exception de ceux mentionnés au paragraphe c) pour la totalité des heures régulières travaillées entre 7h p.m. à 6h a.m.

*Temps supplémentaire*

22. Taux et demi le salaire régulier sera payé après (10) heures dans une même période de travail ou en excédent de la semaine régulière de travail.

*Jours de fêtes chômés*

23. a) Tout salarié régulier qui a travaillé au minimum la moitié des heures ouvrables dans une semaine où il y a une fête chômée et non ouvrable, doit être rémunéré sur la base de son salaire régulier pour une journée ou une demi-journée complète de travail selon le cas pour un total de huit congés et demi (8½). Le choix des congés sera fait entre l'employeur et la majorité de ses employés. La liste des congés sera établie au cours du mois de décembre pour l'année suivante et elle sera remise au Comité paritaire, au plus tard le 31 décembre. Par entente mutuelle, l'un ou l'autre de ces congés pourra être déplacé, mais le Comité paritaire devra en être avisé par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

b) Tout salarié régulier dont les services sont requis les jours de fêtes chômés mentionnés à l'article 12A, doit être rémunéré au taux de salaire régulier en plus du paiement de la fête.

*Vacances payées*

24. a) Tout salarié qui compte moins d'un (1) an de service au premier mai de chaque année recevra une demi-journée (½) de vacances par mois travaillé chez le même employeur ou dans le même établissement jusqu'à concurrence de la semaine régulière de travail rémunérée à raison de 2% du salaire gagné au cours de la période de service qui précède ce premier mai.

b) Tout employé qui compte un (1) an mais moins de quatre (4) ans de service continu pour le même employeur ou dans le même établissement recevra une (1) semaine de vacances payées à son taux régulier ou, en cas de départ, 2% du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

c) Tout employé qui compte quatre (4) ans et plus de service continu pour le même employeur a droit à deux (2) semaines de vacances payées à son taux régulier ou, en cas de départ, 4% du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

d) Le choix de la période de vacances sera fait en tenant compte des besoins de la production ou des services.

25. Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

- 1° ses nom et prénom;
- 2° le salaire régulier;
- 3° le salaire supplémentaire;
- 4° la période de paie;
- 5° le salaire gagné;
- 6° le montant des déductions;
- 7° le montant net.

(d) Standard hours of work for other employees shall not exceed forty-five (45) a week in zone I and forty-eight (48) a week in zone II, scheduled Monday through Saturday.

(e) Except employees mentioned in subsection "c" above, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to all employees for all standard hours worked between 7:00 p.m. and 6:00 a.m.

*Overtime*

22. Time and one half shall be paid for all work performed in excess of ten (10) hours or over and above the standard work week.

*General Holidays*

23. (a) Every regular employee who has worked at least half the working hours in a week where there is a general holiday shall be paid for one or one-half day's work, up to a total of eight and one-half (8½) days per year. General holidays shall be chosen by the employer and the majority of his employees. The general holiday list shall be made up in December for the ensuing year and shall be forwarded to the Parity Committee by at least December 31st. Any general holiday may be transferred after agreement between the parties but the Parity Committee shall be given notice thereof, at least five (5) working days beforehand.

(b) Every regular employee who is required to work on any of the general holidays mentioned in subsection "a" above shall be paid stright time, plus holiday pay.

*Vacation with Pay*

24. (a) Every employee who has less than one (1) year's service on May 1st of each year shall be granted one half-day's vacation for each month worked with the same employer of in the same firm up to a maximum of one standard week's work paid at 2% of wages earned during the service period prior to such May 1st.

(b) Every employee who has one (1) but less than four (4) years' continuous service with the same employer or in the same firm shall be granted one (1) week's vacation paid at his regular rate. In case of separation, he shall be paid 2% of wages earned during the year prior to such May 1st.

(c) Every employee who has four (4) or more years' continuous service with the same employer is entitled to two (2) weeks' vacation paid at his regular rate. In case of separation, he shall be paid 4% of wages earned during the year prior to such May 1st.

(d) Vacation dates shall be chosen tanking into account the production needs and the requirements of the various services.

25. With each payment of wages, each employee shall be given an earnings statement listing:

1. his given name and family name;
2. regular wage rate;
3. overtime wage rate;
4. pay period;
5. wages earned;
6. amount of deductions;
7. take-home pay.

26. *Taux de salaires: Salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées:

26. *Wages Rates:* The following minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed hereunder:

	Zones	
	I	II
Aide-camionneur — Truck driver's helper ( <i>Par heure-Per hour</i> )	\$ 1.45	\$ 1.30
	<i>Par semaine</i>	
	<i>Per week</i>	
Assistant-comptable — Assistant-accountant	80.00	72.00
Camionneur — Truck driver ( <i>Par heure-Per hour</i> )	1.60	1.45
Commis de bureau — Office clerk:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year	50.00	45.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year	53.00	47.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year	57.00	50.00
4 <sup>ème</sup> année — 4th year	62.00	54.00
5 <sup>ème</sup> année — 5th year	68.00	60.00
Commis-vendeur — Sales clerk:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year	60.00	54.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year	65.00	59.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year	70.00	64.00
4 <sup>ème</sup> année — 4th year	75.00	69.00
	<i>Par heure</i>	
	<i>Per hour</i>	
Cuiseur ou presseur — Cook or presser	1.65	1.50
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	1.35	1.25
Étudiant — Student	1.00	1.00
Garçon ou fille — Junior employee	1.25	1.20
Gardien-concierge — Watchman-janitor	1.20	1.15
Homme général — General hand	1.45	1.30
Homme de plancher — Shipping and receiving clerk	1.55	1.40
Meunier ou homme en charge des malaxeurs — Miller or mixer operator	1.55	1.40
	<i>Par semaine</i>	
	<i>Per week</i>	
Personnel féminin de bureau — Office employee (female):		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year	48.00	44.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year	52.00	48.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year	56.00	52.00
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year	51.00	47.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year	55.00	51.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year	59.00	55.00

### Uniformes

27. Les frais d'achat et l'entretien de tout costume, uniforme ou partie d'uniforme exigé par l'employeur pour l'exécution d'un travail, sont à la charge de celui-ci.

28. Les taux de salaires supérieurs à ceux actuellement payés aux employés régis par le décret ne peuvent être réduits pendant la durée de ce décret, à condition que l'employé occupe encore la ou les même (s) fonction (s) pour laquelle ou lesquelles ce taux de salaire lui avait été versé.

29. Pour toutes les catégories de salariés, le Comité paritaire a le pouvoir de classer les employés dans les catégories d'emplois déterminés dans ce décret suivant le travail qu'ils exécutent. En cas de litige entre l'employeur et le salarié au sujet de la classification de celui-ci, la décision du Comité paritaire est finale.

### Contestations

30. Lorsqu'il y aura contestation à savoir si tel établissement assujéti au présent décret doit tomber sous les stipulations de l'une ou l'autre de ces sections, le Comité paritaire est autorisé à trancher ladite contestation et à rendre une décision dans le cadre de sa juridiction.

31. *Durée:* La présente section est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une durée d'un (1) an. Elle se renouvelle automati-

### Uniforms

27. The cost and maintenance of uniforms or part thereof requested by the employer for work shall be paid by him.

28. Wage rates higher than those now paid to employees governed by the decree cannot be reduced throughout its term, provided that the employee holds the same position (s) for which such wage rate was paid to him.

29. For all categories of employees, the Parity Committee has the authority to classify employees in the occupational categories set forth in this decree according to the work they perform. In doubtful cases, the Parity Committee's decision shall be final.

### Disputes

30. Whenever a dispute arises as to whether or not a given establishment subject to this decree is governed by the stipulations of a particular division, the Parity Committee has the authority to solve the dispute and hand down a decision, within the limits of its authority.

31. *Term:* This division becomes effective from its publication date in the *Québec Official Gazette* and remains in force for a one (1) year period. It automatically renews itself from year to year

quement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date de son renouvellement. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.»

47° La section IV sera radiée.

48° La section V sera remplacée par la suivante:

« SECTION V

*Relative aux manufacturiers  
de produits alimentaires  
Définitions*

Aux fins d'application de la présente section, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1. Le terme « manufacturier de produits alimentaires » désigne l'entreprise dont l'opération principale consiste à fabriquer, transformer ou conditionner les produits d'alimentation humaine suivants: amandes, bases de soupe, beurre de sucre, café, confitures, épices, essences, croustilles, gelée en poudre, marinades, miel, noix, poudre à pain, produits d'arachides, sirop, thé et pomme de terre.

2. Le terme « mécanicien de machines fixes » désigne toute personne qui détient un certificat en règle et dont l'occupation principale est de diriger le fonctionnement d'une machine fixe et de voir à son entretien ou à sa vérification.

3. Le terme « confiseur » désigne tout salarié qui a la responsabilité de la préparation des ingrédients qui entrent dans la fabrication des confitures, beurre de sucre et sirop.

4. Le terme « préposé à l'expédition et à la réception » désigne le salarié compétent qui a la charge et la responsabilité de l'expédition et/ou de la réception de la marchandise.

5. Le terme « rôtisseur » désigne tout salarié qui a la responsabilité de la surveillance des machines rôtissant le café, les arachides, le coco, les amandes ou les croustilles.

6. Le terme « personnel féminin » désigne toute salariée exécutant du travail d'emballage ou tout autre travail de production non autrement classifié.

7. Le terme « gardien-concierge » désigne tout salarié qui exécute, généralement le soir et la nuit, un travail de surveillance, d'entretien et de nettoyage général.

8. Le terme « garçon » désigne des salariés de moins de 18 ans employés à des travaux non autrement classifiés.

9. Le terme « homme général » désigne tout salarié exécutant principalement tout travail non cléricale non autrement classifié.

10. Le terme « camionneur » désigne un salarié conduisant l'un quelconque des véhicules considérés comme véhicules automobiles au sens de la Loi.

11. Le terme « préposé aux machines » désigne la personne dont l'occupation principale est la réparation ou l'entretien mécanique des machines servant à la production ou à la transformation de la marchandise.

12. Le terme « employé surnuméraire » désigne tout employé occasionnel ou saisonnier de sexe masculin ou féminin embauché sur une base hebdomadaire ou horaire; toutefois, il ne peut y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires en tout temps de l'année.

13. Le terme « commis de bureau » désigne tout salarié de bureau non autrement classifié.

thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its renewal date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

47. Division IV will be abrogated.

48. Division V will be superseded by the following:

"DIVISION V

*Food Products  
Manufacturers  
Definitions*

In this division,

1. "Food products manufacturer" means a firm mainly concerned with the fabrication, processing and conditioning of the following products for human consumption: nuts, soup bases, sugar butter, coffee, jams, spices, flavouring, extracts, potato chips, jelly powders, pickles, honey, nuts, baking powder, peanut products, syrups, tea and potatoes.

2. "Stationary engineman" means anyone who holds a valid certificate and whose work consists mainly in directing the operation of a stationary engine and in seeing to its maintenance and verification.

3. "Confectioner" means any employee who is responsible for preparing the ingredients that enter into the manufacture of jams, sugar butter and syrup.

4. "Shipping and receiving clerk" means the competent employee who is in charge of and is responsible for shipping and (or) receiving merchandise.

5. "Cook-roaster" means any employee who is responsible for the supervision of machines used for roasting coffee, peanuts, coconut, nuts or potato chips.

6. "Female employee" means any female employee who does packing or any other production work not otherwise classified.

7. "Watchman-janitor" means any employee who acts as watchman and does general maintenance and cleaning work, especially at night.

8. "Junior employee" means employees under age 18 performing unclassified work.

9. "General hand" means any employee mainly employed in non-clerical work not otherwise classified.

10. "Truck driver" means any employee whose work consists mainly in loading, unloading and driving motor vehicles, as defined in the pertinent Act.

11. "Machine operator" means anyone whose work consists mainly in repairing and in doing mechanical maintenance on machines used to produce or process merchandise.

12. "Supernumerary employee" means any occasional or seasonal employee hired on a weekly or hourly basis. However, there may never be more than 50% of supernumerary employees throughout the year.

13. "Office clerk" means any office employee not otherwise classified.

14. Le terme « sténo-dactylo » désigne tout salarié dont l'occasion principale est la sténo-graphie et la dactylographie.

15. Le terme « chef de groupe » désigne tout salarié de sexe masculin ou féminin ayant la responsabilité de surveiller, à la demande de l'employeur, les opérations effectuées par un groupe de personnel, tout en vaquant lui-même à son occupation régulière.

Le chef de groupe a droit au minimum à un salaire de \$0.10 supérieur au salaire de base de l'homme ou de la femme d'ouvrage général, suivant le cas.

16. Le personnel dit « personnel de maîtrise » désigne toute personne qui ne répond pas à la définition du terme « salarié » au sens du Code du travail, article 1, section *m*). Ce personnel est exclu de la juridiction du décret, y compris les voyageurs de commerce.

17. Le terme « vendeur-livreur » désigne un salarié qui en plus de la définition mentionnée à l'article 13 vend et livre la marchandise.

#### *Jurisdiction industrielle*

18. La présente section régit (à l'exclusion de tout autre service, à moins qu'il ne soit attaché à la présente section V) les employeurs et les salariés au sens du Code du travail, des établissements de produits alimentaires décrits à l'article 1 de la présente section.

#### *Champ d'application territorial*

19. Le champ d'application territorial du présent décret comprend les cités de Québec et de Lévis et les municipalités totalement ou partiellement incluses dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

#### *Durée du travail*

20. La semaine régulière de travail des employés de l'équipe de jour est la suivante:

a) Employés de bureau des deux sexes:

Quarante heures (40) réparties entre 8h a.m. et 6h p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, avec une interruption minimum d'une (1) heure pour le repas du midi, et entre 8h a.m. et midi le samedi.

b) Tous les autres salariés assujettis à l'exception, toutefois des catégories mentionnées aux paragraphes « c » et « d » du présent article:

Quarante-huit (48) heures réparties de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 7h a.m. et 6h p.m., avec une interruption d'un minimum d'une (1) heure pour le repas du midi, et le samedi entre 7h a.m. et midi.

c) Surnuméraires et mécaniciens de machines fixes: quarante-huit (48) heures.

d) Gardiens-concierges: cinquante-quatre (54) heures.

e) Chauffeurs de camion longue distance faisant le transport de marchandises au-delà d'un rayon de cinquante (50) milles de sa place d'affaires: quarante-huit (48) heures.

Autre équipes de travail: toute autre équipe dont les heures de travail tombent en dehors de la cédule des heures prévues à l'article 25.

#### *Travail supplémentaire*

21. Tout travail exécuté par un salarié en dehors de l'horaire quotidien ci-dessus déterminé ou en surplus de quarante (40), quarante-huit (48) ou cinquante-quatre (54) heures, selon

14. "Stenographer-typist" means any employee whose work consists mainly in taking shorthand and in typing.

15. "Crew leader" means any employee who, at the employer's request, is responsible for the supervision of operations carried out by a group of employees while going about his regular occupation. The crew leader is entitled to a 10¢-an-hour bonus over and above the general hand's (male or female) wage rate.

16. "Executive personnel" means anyone to whom the definition of "employee" in the Labour Code (section 1, subsection *m*) or amendments) does not apply. Such personnel, as well as travelling salesmen, do not come under the decree's jurisdiction.

17. "Route salesman" means any employee who, besides the definition given in section 13 above, sells and delivers merchandise.

#### *Industrial Jurisdiction*

18. Except for all other services that are not concerned in the present Division V, this division covers all employers and employees (as defined in the Labour Code) in food product establishments described in section 1 of this division.

#### *Territorial Jurisdiction*

19. The territorial jurisdiction of this decree encompasses the cities of Québec and Lévis and the municipalities wholly or partly located within a 50-mile radius of their limits.

#### *Hours of Work*

20. Standard hours of work in a week for day-shift employees are as follows:

(a) Office employees (male and female):

Forty (40), scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with at least one (1) hour off for the noon meal and between 8:00 a.m. and noon on Saturdays.

(b) All other employees hereby covered, except the categories mentioned in subsections "c" and "d" of this section:

Forty-eight (48), scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with at least one (1) hour off for the noon meal and between 7:00 a.m. and noon on Saturdays.

(c) Supernumerary employees and stationary enginemen: forty-eight (48).

(d) Watchmen-janitors: fifty-four (54).

(e) Long distance truck drivers who transport merchandise beyond a 50-mile radius from the place of business: forty-eight (48).

Other work crews: all other crews whose hours of work fall outside the working hours stipulated in section 25.

#### *Overtime Work*

21. All work performed by an employee outside the daily schedule set forth above or over and above forty (40), forty-eight (48) or fifty-four (54) hours in a week shall be considered

le cas, par semaine, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré sur la base de taux et demi de son salaire régulier. Les heures de travail supplémentaires sont rémunérées suivant le cas, ou sur l'excédent d'heures de la journée de travail de tel salarié, ou sur l'excédent d'heures de la semaine de travail de tel salarié et à toute fin pratique, suivant le mode de calcul le plus avantageux pour le salarié.

22. Les manufacturiers ont le droit d'organiser en équipes de travail leurs salariés visés par les paragraphes « b », « c », « d » et « e » de l'article 25 pourvu que la durée régulière de travail des salariés de chacune de ces équipes n'excède pas celle déterminée à l'article 25 pour la journée ou la semaine normale.

23. Une prime de \$0.10 l'heure est payable aux salariés d'une faction dont la majorité des heures est comprise entre 6h p.m. et 7h a.m. à l'exception des gardiens-concierges et des chauffeurs de bouilloires.

#### *Jours de fêtes chômés*

24. Tout salarié régulier qui a travaillé au minimum la moitié des heures ouvrables dans une semaine où il y a une fête chômée et non ouvrable, doit être rémunéré sur la base de son salaire régulier pour une journée ou une demi-journée complète de travail selon le cas pour un total de huit congés et demi (8½). Le choix des congés sera fait entre l'employeur et la majorité de ses employés.

La liste des congés sera établie au cours du mois de décembre pour l'année suivante et elle sera remise au Comité paritaire, au plus tard le 31 décembre. Par entente mutuelle, l'un ou l'autre de ces congés pourra être déplacé, mais le Comité paritaire devra en être avisé par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

25. Tout salarié régulier dont les services sont requis les jours de fêtes chômés mentionnés à l'article 32, doit être rémunéré au taux de salaire régulier en plus du paiement de la fête.

#### *Vacances payées*

26. Tout salarié qui compte moins d'un (1) an de service au premier mai de chaque année recevra une demi-journée (½) de vacances par mois travaillé chez le même employeur ou dans le même établissement jusqu'à concurrence de la semaine régulière de travail rémunérée à raison de 2% du salaire gagné au cours de la période de service qui précède ce premier mai.

27. Tout employé qui compte un (1) an mais moins de quatre (4) ans de service continu pour le même employeur ou dans le même établissement recevra une (1) semaine de vacances payées à son taux régulier ou, en cas de départ, 2% du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

28. Tout employé qui compte quatre (4) ans et plus de services continus pour le même employeur a droit à deux (2) semaines de vacances payées à son taux régulier ou, en cas de départ 4% du salaire gagné au cours de l'année qui précède ce premier mai.

29. Le choix de la période de vacances sera fait en tenant compte des besoins de la production ou des services; la 1ère semaine de vacances sera prise entre le 15 mai et le 15 octobre, à moins d'entente à ce contraire entre l'employeur et le salarié. La 2ième semaine de vacances sera

as overtime work and shall be paid for at time and one half. Overtime work shall be paid on a daily or weekly basis of an employee's standard hours of work and according to the calculation method that favours the employee most.

22. Manufacturers may set up shifts for employees mentioned in subsections "b", "c", "d" and "e" of section 25 provided that daily or weekly working hours of such shifts do not exceed the standard hours of work specified in section 25.

23. Except for watchmen-janitors and boiler firemen, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to employees of a group whose greater number of working hours take place between 6:00 p.m. and 7:00 a.m.

#### *General Holidays*

24. Every regular employee who has worked at least half the working hours in a week where there is a general holiday shall be paid for one or one-half day's work, up to a total of eight and one-half (8½) days per year. General holidays shall be chosen by the employer and the majority of his employees.

The general holiday list shall be made up in December for the ensuing year and shall be forwarded to the Parity Committee by at least December 31st. Any general holiday may be transferred after agreement between the parties but the Parity Committee shall be given written notice thereof at least five (5) working days beforehand.

25. Every regular employee who is required to work on any of the general holidays mentioned in section 32 shall be paid straight time, plus holiday pay.

#### *Vacation with Pay*

26. Every employee who has less than one (1) year's service on May 1st of each year shall be granted one half-day's vacation for each month worked with the same employer or in the same firm up to a maximum of one standard week's work paid at 2% of wages earned during the service period prior to such May 1st.

27. Every employee who has one (1) but less than four (4) years' continuous service with the same employer or in the same firm shall be granted one (1) week's vacation paid at his regular rate. In case of separation, he shall be paid 2% of wages earned during the year prior to such May 1st.

28. Every employee who has four (4) or more years' continuous service with the same employer is entitled to two (2) weeks' vacation paid at his regular rate. In case of separation, he shall be paid 4% of wages earned during the year prior to such May 1st.

29. Vacation dates shall be chosen while taking into account the production needs and the requirements of the various services. The first week's vacation shall be taken between May 15th and October 15th, unless otherwise agreed between employer and employee. The second week's

prise en dehors de cette période, à moins d'entente à ce contraire entre l'employeur et le salarié. Aucune vacance n'est cumulative d'année en année.

30. *Taux de salaires: Salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées:

	<i>1 an après entrée en vigueur 1 year after effective date</i>	
	<i>Par heure Per hour</i>	
Camionneur — Truck driver .....	\$ 1.45	\$ 1.55
Confiseur — Confectioner .....	1.45	1.55
	<i>Par semaine Per week</i>	
Commis-bureau — Office clerk:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year .....	40.00	44.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year .....	45.00	49.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year .....	50.00	54.00
	<i>Par heure Per hour</i>	
Employé surnuméraire — Supernumerary employee .....	1.00	1.10
Garçon — Junior employee .....	1.15	1.25
Homme général — General hand .....	1.27	1.37
Livreur-vendeur — Route salesman:		
Revenu hebdomadaire calculé sur une base annuelle non inférieure à \$70.00. Weekly wages calculated on an annual basis not under \$70.00.		
Mécanicien-Machines fixes — Stationary engineman .....	1.40	1.50
Personnel féminin — Female employee .....	1.00	1.10
Préposé aux machines — Machine operator .....	1.45	1.55
Préposé à l'expédition — Shipping and receiving clerk .....	1.45	1.55
Rôtisseur-cuisinier — Cook-roaster .....	1.45	1.55
	<i>Par semaine Per week</i>	
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year .....	45.00	49.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year .....	50.00	54.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year .....	55.00	59.00

31. Les taux de salaires supérieurs au décret actuel déjà accordés aux salariés ne peuvent pas être réduits pendant sa durée pourvu que le salarié occupe encore la ou les fonctions pour laquelle ou lesquelles ce salaire lui avait été versé.

32. Pour toutes les catégories de salariés, le Comité paritaire a le pouvoir de classer les employés dans les catégories d'emplois déterminées dans ce décret suivant le travail qu'ils exécutent. Au cas de litige entre l'employeur et le salarié au sujet de la classification de celui-ci, la décision du Comité paritaire est finale.

33. *Durée:* La présente section est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une durée de deux (2) ans. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date de son renouvellement. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

vacation shall be taken outside this period, unless otherwise agreed between employer and employee. No vacation time may be cumulative from year to year.

30. *Wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed hereunder:

	<i>1 an après entrée en vigueur 1 year after effective date</i>	
	<i>Par heure Per hour</i>	
Camionneur — Truck driver .....	\$ 1.45	\$ 1.55
Confiseur — Confectioner .....	1.45	1.55
	<i>Par semaine Per week</i>	
Commis-bureau — Office clerk:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year .....	40.00	44.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year .....	45.00	49.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year .....	50.00	54.00
	<i>Par heure Per hour</i>	
Employé surnuméraire — Supernumerary employee .....	1.00	1.10
Garçon — Junior employee .....	1.15	1.25
Homme général — General hand .....	1.27	1.37
Livreur-vendeur — Route salesman:		
Revenu hebdomadaire calculé sur une base annuelle non inférieure à \$70.00. Weekly wages calculated on an annual basis not under \$70.00.		
Mécanicien-Machines fixes — Stationary engineman .....	1.40	1.50
Personnel féminin — Female employee .....	1.00	1.10
Préposé aux machines — Machine operator .....	1.45	1.55
Préposé à l'expédition — Shipping and receiving clerk .....	1.45	1.55
Rôtisseur-cuisinier — Cook-roaster .....	1.45	1.55
	<i>Par semaine Per week</i>	
Sténo-dactylo — Stenographer-typist:		
1 <sup>ère</sup> année — 1st year .....	45.00	49.00
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year .....	50.00	54.00
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year .....	55.00	59.00

31. Higher wage rates provided for in the actual decree already paid to employees cannot be reduced throughout its term, provided that the employee holds the same position(s) for which such wage rate was paid to him.

32. For all categories of employees, the Parity Committee has the authority to classify employees in the occupational categories set forth in this decree according to the work they perform. In doubtful cases, the Parity Committee's decision shall be final.

33. *Term:* The present division becomes effective from its publication date in the *Québec Official Gazette* and remains in force for a two (2) year period. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before its renewal date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 2 septembre 1967. 21049-0

**Avis de modification**

*Industrie de la construction — Drummond*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret:

L'article I sera remplacé par le suivant:

« I. *Définitions*: Aux fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

*Aplanisseur de parquets*: Le terme « aplanisseur de parquets » désigne le salarié qui râcle, polit ou ponce les planchers de bois, à la main ou à la machine, et qui cire les planchers. Il pose également la laque, les carrelages et le vernis sur ces planchers.

*Apprenti*: Le terme « apprenti » désigne le salarié au service d'un employeur qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le décret et qui détient un certificat d'enregistrement émis par le Bureau d'examineurs en vertu de l'article 27 de la Loi des décrets de convention collective ou sous l'empire d'une loi provinciale.

*Artisan*: Le terme « artisan » désigne toute personne physique qui exécute de ses propres mains un travail faisant l'objet du présent décret. Il est strictement défendu à un artisan de faire un travail à forfait, par contrat écrit ou verbal ou autrement.

*Travail supplémentaire*: Tout travail devant être exécuté en dehors des heures régulières devra être accompli par des salariés au service d'employeurs professionnels et devra être rémunéré au taux de salaire et demi ou salaire double selon le cas et seulement pour le compte de leurs propres employeurs.

*Briqueur-maçon*: Le terme « briqueur-maçon » désigne toute personne:

a) qui pose, taille, fixe, ajuste des briques, des blocs de terre cuite, de gypse, de verre, de béton, des pierres artificielles ou autres matériaux similaires, pour édifier des murs, des cloisons, des voûtes, des fours, des foyers, des cheminées, des ponceaux ou autres ouvrages analogues et/ou

b) qui pose, taille, fixe, ajuste des pierres artificielles, naturelles de granit, de marbre ou tout autres matériaux similaires, pour édifier des murs, des cloisons, des voûtes, des fours, des foyers, des cheminées, des ponceaux ou autres ouvrages analogues et/ou

c) qui construit, assemble ou monte, pose ou installe tout échafaudage, qui fait le jointage, le nettoyage et le lavage nécessaire à l'exécution des travaux mentionnés aux paragraphes « a » et « b ».

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, September 2, 1967. 21049-0

**Notice of Amendment**

*Construction Industry — Drummond*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made obligatory by Decree number 988 of October 2, 1958, and amendments, respecting the Construction Industry in the Counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet, have petitioned him to submit for the consideration and decision of the Lieutenant Governor in Council, the following amendment to the said decree:

Section I will be replaced by the following:

« I. *Definitions*: For the purposes of this decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them:

*Floor Sander*: The term "floor sander" means any employee who scrapes, polishes or sands wooden floors, either by hand or with a machine, and who waxes floors. He also applies lacquer and varnish on the said floors and lays floor-tile.

*Apprentice*: The word "apprentice" means any employee in the employer's service who is learning any of the trades governed by the present decree and who is the holder of a registration certificate issued by the Board of Examiners in pursuance of section 27 of the Collective Agreement Decrees Act or under a provincial Act.

*Artisan*: The word "artisan" means anyone who, with his own hands, performs work covered by this decree. No artisan may perform work on a contract basis either by written or verbal agreement or otherwise.

*Overtime*: Any work performed outside regular hours must be performed by employees in the employ of professional employers and shall be remunerated at time-and-a-half or double-time rates, as the case may be, and performed for their own employers only.

*Bricklayer-Mason*: The term "bricklayer-mason" means any employee,

(a) who lays, cuts, sets, fits bricks, terracotta, gypsum, glass and concrete blocks, artificial stone and other similar materials to erect walls, partitions, vaults, ovens, fire-places, chimneys, culverts or other similar works, and/or

(b) who lays, cuts, sets, fits artificial stone, natural stone, granite, marble or any other similar materials to erect walls, partitions, vaults, ovens, fire-places, chimneys, culverts or other similar works, and/or

(c) who builds, assembles or erects, sets up or installs any scaffolding, and does the jointing, cleaning and washing required to perform the work mentioned in subsections "a" and "b".

**Calorifugeur:** Le terme « calorifugeur » désigne toute personne qui pose, applique, insuffle, fixe, soit à la main ou à la machine, des matériaux isolants tels que le liège, amiante, soie de verre, ciment d'amiante, feutre, ou autres produits similaires, sur les parois d'appareils, tels que chaudières, tuyaux, réservoirs.

**Carreleur:** Le terme « carreleur » désigne toute personne qui confectionne, taille, dispose, étend en rouleau ou par carreaux, tout matériau à base de caoutchouc, vinyl, asphalte, de tapis ou autres produits synthétiques ou similaires, servant à décorer ou à finir les parquets, les murs ou autres ouvrages analogues.

**Charpentier-menuisier:** Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, de planches murales en composition et de toutes lattes en composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, la tôle non soudée ou non agrafée qui s'y rapporte; il pose le clin de bois ou de métal (clapboard) ainsi que les moulures et coins métalliques, les bardeaux et planchers d'aluminium, et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction; il pose les carreaux acoustiques sur plafonds et murs et le carrelage de bois collé. Il comprend aussi le salarié qui exécute tout travail d'isolation sur murs, planchers et plafonds par procédé autre que le procédé mécanique, qui fabrique des formes à béton ainsi que les formes fabriquées sur un chantier ou ailleurs, y compris le brochage et le pattage de bois des formes, qui fait le posage des planchers de bois franc, de divisions en acier, d'ameublement tel que tablettes, comptoirs, etc... des châssis, portes, encadrements, paravents, de même que le posage de bandes métalliques ou de caoutchouc pour le calfeutrage.

Il comprend enfin le salarié qui aiguise les scies, qui utilise une scie mécanique ou toute autre machine nécessaire à la préparation de bois sur un chantier de construction ou de réparation et qui, plus généralement, fait tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction.

Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier, avec ou sans lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés par les charpentiers-menuisiers.

Le charpentier-menuisier peut aussi poser les cadres de portes en acier, les supports de métal pour formes, les vitres précoupées avec moulures de bois ou métal.

**Chaudronnier en construction:** Le terme « chaudronnier en construction » désigne toute personne qui:

a) fabrique, répare, installe ou monte, à la main ou à la machine, divers objets en tôle, en cuivre ou autres matériaux similaires, le tout servant à produire la chaleur, sous quelque forme que ce soit ou exécute tous autres travaux analogues compris dans le champ d'application industriel et professionnel établi dans le présent décret;

b) installe ou met en place toutes machines fixes ou portatives, assemble toutes pièces sous pression ou non, monte des cheminées ou conduits d'échappement de fumée, de trémies, des chargeurs automatiques, de réservoirs ou qui exécute tous autres travaux analogues.

**Chauffeur de bouilloire:** Le terme « chauffeur de bouilloire » désigne toute personne qui possède un certificat de classe « A » émis en vertu des rè-

**Insulator:** The word "insulator" means anyone who lays, sets, blows or installs, by hand or machine, insulation materials such as cork, asbestos, fiberglass, asbestos cement, felt or other similar products to or on the walls of apparatus such as boilers, pipes and tanks.

**Tile setter:** The term "tile setter" means anyone who cuts, lays out and sets any material made of rubber, vinyl, asphalt, carpet or other synthetic or similar products either in rolls or in tile-form, used to decorate or finish floors, walls and performs other analogous work;

**Carpenter-Joiner:** The term "carpenter-joiner" means any employee who joins pieces of wood, composition wallboard and any composition lathing; does frame work, repairs wooden articles, installs shingle sheathing paper, asbestos shingles, tarred paper, the unsoldered or unhooked sheet-metal pertaining thereto; installs wooden or metal clapboard and mouldings and metal cornerbeads, shingles and aluminum floors and performs all woodwork on a construction site; lays acoustical tile on ceilings and walls and lays glued wooden tile. This term also means the employee who carries out any insulation work on walls, floors, ceilings otherwise than mechanically, who makes forms for the pouring of concrete and forms made on the construction site or elsewhere, does the wiring of the said forms and installs the wooden supports thereof, lays hardwood floors, installs steel partitions and furnishings such as shelves, counters, etc... window frames, windows, doors, casings, draught-screens and metal or rubber weatherstripping.

Finally, this term also means the employee who sharpens saws, uses a mechanical saw or any other machine required to prepare the wood on a construction site or repair site and who, generally speaking, does all preliminary wood work in connection with the construction industry.

When wooden joists are replaced by steel joists, with or without metal lathing, the latter may be installed by carpenter-joiners.

Carpenter-joiners may also install steel door-casings, metal supports for concrete forms, pre-cut glass panes with wooden or metal mouldings.

**Construction Boilermaker:** The term "construction boilermaker" means any employee who:

(a) makes, repairs, installs or erects, by hand or machine, various objects made of sheet steel, copper or other similar materials, the said objects being intended to produce heat, in any form whatever, or who performs any other similar work comprised in the industrial and professional jurisdiction of the present decree;

(b) installs or sets into place any stationary or portable engines, assembles any parts thereof whether under pressure or not, erects chimneys or smoke outlet pipes, hoppers, automatic stokers, tanks or who does other similar work.

**Steam Boiler Fireman:** The term "steam boiler fireman" means any employee who is the holder of a Class "A" certificate issued under the

glements pris en exécution de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157). Il dirige le fonctionnement de toute installation de chauffage, voit au feu des bouilloires d'une machine fixe ou portable, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible tout en maintenant la vapeur à la pression désirée, entretient les pompes et les autres appareils, nettoie les chaudières au moyen d'air comprimé ou de vapeur et, au besoin, exécute tout autre travail connexe.

**Compagnon:** Le terme « compagnon » désigne, dans chacun des métiers décrits, tout salarié qui a terminé son apprentissage, qui peut exécuter les travaux courants de son métier et qui détient un certificat de qualification émis par le Bureau d'examineurs créé en vertu de l'article 27 de la Loi des décrets de convention collective ou une licence émise sous l'empire d'une loi provinciale.

**Conducteur:** Le terme « conducteur » désigne le salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine et qui la règle lui-même.

**Entrepreneur:** Le terme « entrepreneur » désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation, qui travaille seule ou emploie un ou des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux régis par le présent décret.

Doit être considérée comme entrepreneur toute personne physique ou morale, société ou corporation qui construit pour son propre compte une ou des maisons ou autres édifices dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumée construire dans un tel but toute telle personne qui entreprend, dans une période de vingt-quatre (24) mois, la construction de plus d'une maison, édifice ou tout autre immeuble.

**Ferblantier-couvreur:** Le terme « ferblantier-couvreur » désigne:

a) Tout salarié qui pose les membranes hydrofuges sur mur, plancher ou couverture, fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en cuivre, en tôle soudée ou agrafée, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné ou tous autres produits similaires et qui place les plis de papier à ces fins;

b) Tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, en tôle (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier, soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage à air forcé (hot blast) et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupe-feu, les solins, les systèmes préfabriqués, qui fait le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuilles et qui exécute tout autre travail similaire.

**Finisseur de ciment:** Le terme « finisseur de ciment » désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis (trottoirs et autres pavages) ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur les murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur sauf pour les étages plus bas que le rez-de-chaussée et à la hauteur du solage à l'extérieur.

**Foreur:** Le terme « foreur » désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique

regulations enacted in pursuance of the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 157). He directs the operation of any heating installation, sees to the fire of the boilers of a stationary or portable engine, maintains a regular layer of fire so as to avoid waste of fuel while maintaining the required steam pressure, keeps pumps and other apparatus in good working condition, cleans the boilers with compressed air or steam, and, when required, performs any related task.

**Journeyman:** The word "journeyman" means, in each of the trades described, any employee who has completed his apprenticeship, who can perform the current work of his trade and who is the holder of a competency certificate issued by the Board of Examiners established in pursuance of section 27 of the Collective Agreement Decrees Act or a licence issued under a provincial act.

**Operator:** The word "operator" means any employee who drives or operates a machine and sets it himself.

**Contractor:** The word "contractor" means any person, company, association or corporation working alone or employing one or more workmen; supervising or contracting for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, any of the work covered by the present decree.

Shall also be considered as a contractor any person, company, association or corporation who (that) builds one or several houses or other buildings on his (its) own behalf for resale or speculation purposes.

Is considered as building for such a purpose any person who, within twenty-four months, undertakes the building of more than one house, building or other immovable.

**Tinsmith-roofer:** The term "tinsmith-roofer" means

(a) Any employee who lays moisture barriers on walls, floors or roofs, does roofing in tile, slate, copper, soldered or hooked sheet-metal, gravel, asphalt or tarred paper or any other similar products and who places the layers of paper for such purposes;

(b) Any employee who does sheet-metal work (iron, copper, aluminum or stainless steel), makes and installs all types of sheet-metal items either on the job site or at the workshop, installs or repairs ventilating, air conditioning or hot blast heating systems and who metal-clads sky lights, cornices, fire doors, flashings and prefabricated systems, marks out, cuts and lays any sheet-metal and performs any other similar work.

**Cement Finisher:** The term "cement finisher" means any employee who lays and finishes cement for floors or plain coatings (sidewalks and other pavings), does ornamental work, places and replaces concrete sidings and coatings, repairs foundations and performs any other related work. Work on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth, except for floors under ground level, and, for outside work, to the height of the foundation.

**Driller:** The word "driller" means any employee who operates an air or steam drill used

ou à vapeur utilisée pour percer, dans le roc, des trous de tirage à la poudre ou pour faire des travaux de démolition, qui remplit les trous d'explosifs et les fait sauter et exécute au besoin tout autre travail connexe.

*Gardien:* Le terme « gardien » désigne tout salarié affecté exclusivement à la surveillance du chantier de construction.

*Gréeur:* Le terme « gréeur » désigne tout salarié dont le travail, distinct du montage en fer de construction (structure), consiste à procéder au montage des grues, des derricks, des palans, des poteaux, et autres appareils semblables, à accrocher la charge, à poser des câbles, des poulies, à faire tous autres raccords appropriés, à signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil, il désigne aussi celui qui aide au transport des pierres, de la brique, du bois et autres matériaux (notamment les pièces de fer qui servent à la mise en place des charpentes métalliques) et qui peut au besoin exécuter tout autre travail connexe.

*Journalier:* Le terme « journalier » désigne tout salarié qui fait le creusage, le remplissage, le nivellement, sert les menuisiers, travaille à la démolition, monte démonte les échafaudages de métal ou de bois, fait les décoffrages et exécute tout autre travail qui n'entre pas dans les métiers décrits plus haut.

*Manoeuvre:* Le terme « manoeuvre » désigne tout porteur d'oiseau et toute personne qui fournit les matériaux, fait et défait les échafaudages de métal et de bois pour les briqueteurs-maçons, les plâtriers, les carreleurs, les marbriers, les poseurs d'acier d'armature; qui prépare le mortier à la main ou à la machine pour les briqueteurs-maçons, les plâtriers, les poseurs de tuiles, marbre et terrazzo.

*Marbrier:* Le terme « marbrier » désigne toute personne qui taille, dresse ou pose des blocs ou dalles de marbre ou autres produits analogues, pour faire des revêtements décoratifs ou autres sur les murs, parquets ou sur toutes autres surfaces ou à tout autre endroit.

*Mécanicien-charpentier (Millwright):* Le terme « mécanicien-charpentier » (millwright) désigne le salarié qui fait l'ajustage, le montage et le démontage de la machinerie et de l'équipement et la fabrication de gabarits, excepté lorsque ce travail est par coutume ou définition, effectué par d'autres métiers.

*Mécanicien de machine fixe ou portative:* Le terme « mécanicien de machine fixe ou portative » a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157). Il désigne toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification. Les mots « machines fixes » comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq (25) chevaux-vapeur mécaniques.

*Peintre:* Le terme « peintre » désigne tout salarié qui fait au pinceau ou au rouleau, à la machine pneumatique ou au tampon, des travaux de peinture, de teinture, de vernis, de chaux ou de produits connexes servant à protéger ou à décorer les surfaces intérieures ou extérieures, qu'elles soient du bois, plâtre, ciment et métal, qui mélange les couleurs et maintient les pinceaux en bon état, pose les vitres, applique le mastic, qui exécute également des travaux de décoration, de tapisserie, y compris l'enlèvement du vieux papier tenture, d'imitation, de dorage,

to bore holes for powder or other blasting or for demolition tasks, who fills the holes with explosives, fires the explosives and, when required, performs any related work.

*Watchman:* The word "watchman" means any employee whose work consists exclusively in watching (guarding) a construction site.

*Rigger:* The word "rigger" means any employee whose work, as distinguished from the structural steel erector's work, consists in erecting derricks, cranes, tackles, posts and other similar equipment, in hooking on the load, in placing cables and pulleys, in making any other connections required, in signalling the hoisting equipment operator. It also means the employee who helps with the transportation of stone, brick, wood and other materials (iron beams used in structural steel work) and who, when required, performs any related work.

*Day Labourer:* The term "day labourer" means any employee who digs, fills holes and levels the ground, serves joiners, does demolition work, erects and dismantles scaffoldings (metal or wood) dismantles concrete forms and performs any other work not described in the above-mentioned trades.

*Labourer:* The word "labourer" means any hod carrier and any person who hands building materials, erects and dismantles scaffoldings (metal or wood) for bricklayer-masons, plasterers tile setters, marble setters, structural steel erectors; who prepares mortar (by hand or machine) for bricklayer-masons, plasterers and tile, marble and terrazzo setters.

*Marble Setter:* The term "marble setter" means any employee who cuts, trims or sets marble blocks or slabs or other similar products to make decorative or other coverings on walls, floors or any other surfaces.

*Millwright:* The word "millwright" means any employee who adjusts, sets, erects and dismantles machinery and equipment and makes templets, except when such work is usually or by definition carried out by other tradesmen.

*Stationary or Portable Engineman:* The term "stationary or portable engineman" has the meaning given to it in the Stationary Enginemen Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 157). It means any person who directs or supervises the operation of a stationary engine or attends to the maintenance or inspection thereof. The words "stationary engines" include steam boilers, steam engines, stationary internal combustion engines of more than twenty-five (25) mechanical horse-power.

*Painter:* The word "painter" means any employee who applies, by means of a paint-brush, roller, spray-gun or pad, any paint, dye, varnish, whitewash or any related product used to protect or decorate interior or exterior surfaces, whether such surfaces be of wood, plaster, concrete or metal, mixes colours and keeps the brushes in good condition, installs glass panes, applies putty, does decoration work, paperhanging including the removal of old wall-paper, imitation work, gilding, lettering and the torch burning-off of old paint, sanding and the cleaning

de lettrage, de brûlage des peintures au chalumeau, de sablage et de lavage des surfaces à repeindre et tout autre travail connexe requis. Il pose aussi la peinture epoxy et urathan.

**Poseur de lattis métalliques:** Le terme « poseur de lattis métalliques » désigne tout salarié qui pose des lattes de métal, lattes de bois, lattes artificielles ou de composition, des carreaux acoustiques collés ou vissés, sur les solives, avec une base adhérente, les divisions, les cloisons, les colombages, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtisses.

**Poseur d'armature:** Le terme « poseur d'armature » (métallique ou de béton) désigne tout salarié qui peut attacher avec des liens de broche ou autrement, plier et poser l'armature dans le béton et celle servant à la confection des planchers, des colonnes, des poutres en ciment, etc. . . et faire au besoin tout autre travail connexe.

**Polisseur de terrazzo à sec:** Le terme « polisseur de terrazzo à sec » désigne tout salarié qui fait le polissage du terrazzo avec machine à sec.

**Polisseur de terrazzo à l'eau:** Le terme « polisseur de terrazzo à l'eau » désigne tout salarié qui fait le polissage du terrazzo avec machine à l'eau.

**Plâtrier:** Le terme « plâtrier » désigne tout salarié:

(a) qui pose, applique, moule, coule, à la main ou à la machine sur les parois intérieures ou extérieures ou les plafonds, une ou plusieurs couches d'enduits de plâtre en général, de mortier, de ciment, de stuc, de plâtre acoustique ou d'autres produits analogues, ou en fait la finition sous toutes ses formes ou

(b) qui fabrique, moule ou pose ou applique, à la main ou à la machine, des panneaux décoratifs ou d'ornementation, composés des matériaux mentionnés au paragraphe « a » ou

(c) qui fixe contre les murs, plafonds, et cloisons, les chanfreins métalliques ou guides, destinés à servir de support ou de guides pour le revêtement d'enduits de mortier, de ciment, de stuc, de plâtre acoustique ou de plâtre en général ou d'autres produits analogues ou

(d) qui pose la latte pour le gypse et les lattes et coins de métal.

**Tireur de joints de gypse:** Le terme « tireur de joints de gypse » désigne tout salarié qui pose, remplit, calfat et polit les murs de gypse avec du ciment à joints ou tout autre produit similaire et qui pose les coins de métal.

**Vitrier:** Le terme « vitrier » désigne tout salarié qui pose des portes, des fenêtres de toute sorte, des paravents et entrées en aluminium ou en verre, des vitres, des vitrines, de la glace polie et tout autre travail connexe, excepté les cadres et fenêtres de bois et qui pose les moulures de métal ou de bois pour assujettir les vitres.

**Soudeur en construction:** Le terme « soudeur en construction » désigne tout salarié qui est détenteur d'une licence classe « O » de la Canadian Standards Association, W 47. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il ne comprend pas le soudeur en fer d'ornementation, le soudeur en fer structural et le soudeur en tuyauterie.

**Travailleur en fer et bronze d'ornementation:** Le terme « travailleur en fer et bronze d'ornementation » désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage, au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze et acier pour la fabrication

of surfaces to be repainted and any other related work required. Painters also apply epoxy resins and polyurethane.

**Metal Lather:** The term "metal lather" means any employee who fastens metal, wooden, artificial or composition laths, sets glued, screwed or adhesive based acoustical tile on joists, divisions, partitions or stud-work, either inside or outside any building.

**Reinforcing Steel Erector:** The term "reinforcing steel erector" (metal or concrete) means any employee who bends, sets and secures by means of wire or otherwise, the metal armature in concrete, the armature used in making floors, columns, concrete beams etc. . . and who performs any related work required.

**Terrazzo Polisher (Dry Process):** The term "terrazzo polisher (dry process)" means any employee who polishes terrazzo with the "dry process machine".

**Terrazzo Polisher (Wet Process):** The term "terrazzo polisher (wet process)" means any employee who polishes terrazzo with the "wet process machine".

**Plasterer:** The word "plasterer" means any employee who,

(a) lays, applies, moulds, pours, by hand or machine, on interior or exterior surfaces or ceilings one or several layers of plaster, mortar, cement, stucco, sound-proof plaster or other similar products and does the finishing thereof, or

(b) makes, moulds, lays or applies, by hand or machine, decorative or ornamental panels made of the materials mentioned in subsection « a », or

(c) sets on walls, ceilings and partitions, the metal bevelled edges or guides used in laying coats of mortar, concrete, stucco, sound-proof plaster or plain plaster or other similar products, or

(d) fastens laths to receive gypsum, and metal laths and cornerbeads.

**Gypsum Joint Pointer:** The term "gypsum joint pointer" means any employee who fills, caulks and polishes gypsum walls with joint filling cement or any other similar product and who sets metal cornerbeads.

**Glazier:** The word "glazier" means any employee who installs doors, all kinds of windows, draught-screens and openings made of aluminum or glass, glass panes, show windows, plate glass, and performs any related work except installing wooden sashes and windows, and who fastens the metal or wooden mouldings which hold the glass in place.

**Construction Welder:** The term "construction welder" means any employee who is the holder of a Class "O" licence according to the Canadian Standards Association's Code W-47-1947. He must be able to set his machine and be conversant with the use of all the tools and equipment of his trade. This term does not include ornamental iron welders, structural steel welders nor pipe welders.

**Ornamental Iron and Bronze Worker:** The term "ornamental iron and bronze worker" means any employee who marks out, cuts, prepares and assembles, by means of machines, tools or welding equipment, any iron, bronze and steel parts for the making of interior or

d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage ou de tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage, sur le chantier de construction.

*Poseur de tuiles:* Le terme « poseur de tuiles » désigne tout salarié qui pose la tuile de porcelaine, de céramique, de grès-cérame et toutes les imitations de tuile céramique dites tuile de métal peint ou émaillé, tuile de verre, tuile de ciment, etc. . . , le tout posé au mortier de ciment et à la colle ou avec quelque autre produit, et qui fait aussi la pose de tous les accessoires s'y rapportant notamment la latte métallique pour recevoir ces tuiles.

*Poseur de terrazzo:* Le terme « poseur de terrazzo » désigne tout salarié qui mesure, divise la surface propre à recevoir le terrazzo et y trace des lignes, fait la pose des bandes métalliques pour terrazzo, la pose du terrazzo coulé en place, la pose du terrazzo préfabriqué et tout autre travail connexe.

Il désigne aussi tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

*Poseur de linoléum:* Le terme « poseur de linoléum » désigne tout salarié qui pose le linoléum et toutes sortes de couvre-planchers, les tuiles d'asphalte, de caoutchouc, de bois, de plastique, de murelém, les tuiles en feuilles en composition ou tout autre produits similaire à base d'époxy collé mais non cloué comme revêtement sur le plancher ou murs autres que les tuiles céramiques et acoustiques et qui exécute tout autre travail connexe. Il fait aussi la pose de planchers mono-pièces à base d'urathan.

*Mécanicien en tuyauterie et électricien:* Pour ces métiers, on doit s'en tenir aux définitions contenues respectivement dans la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154) et dans la Loi des Électriciens et Installations Électriques (S.R.Q. 1964, chapitre 152).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 2 septembre 1967. 21049-0

#### Avis de modification

##### *Industrie de l'ascenseur — Province*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 48 (H) du 18 janvier

exterior staircases, handrails, fences, gates, sashes, marquises, cellar or inspection trap doors, all kinds of gratings, coal chutes, vault doors, fire doors, divisions, fire-escapes or who does any work of the same nature or connected therewith and installs and erects the same on a construction site.

*Tile Setter:* The term "tile setter" means any employee who sets porcelain tile, ceramic tile, stoneware tile and all imitations of ceramic tile known as painted or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, etc. . . , the above mentioned tile being set with cement mortar and glue or with any other product, and who also installs all accessories pertaining thereto, namely: the metal laths which support the tile.

*Terrazzo Layer:* The term "terrazzo layer" means any employee who measures and divides the surfaces to be covered with terrazzo and draws lines thereon, places and fastens the metal strips that divide terrazzo, pours the terrazzo into place, sets prefabricated terrazzo and performs any other related work.

This term also means any employee who measures the surfaces to be covered with marble and who cuts or trims marble and sets it into place.

*Linoleum Layer:* The term "linoleum layer" means any employee who lays linoleum and all kinds of floor coverings, sets tiles made of asphalt, rubber, wood, plastic, murelém and sheet composition or any other similar epoxy based product, glued into place but not nailed on as a covering on floors or walls and other than ceramic or acoustical tile and who performs any other related work. Linoleum layers also lay one-piece urethane based floorings.

*Pipe-Mechanic and Electrician:* These terms have the meaning respectively given to them in the Pipe-Mechanics Act (RSQ 1964, chapter 154) and in the Electricians and Electrical Installations Act (RSQ 1964, chapter 152).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, September 2, 1967. 21049-0

#### Notice of Amendment

##### *Elevator Industry — Province*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to Order in Council number 48 (H) of January 18, 1956 and concerning all the decrees governing the Construction industry and trades in the Pro-

1956 et amendements, relatif à l'industrie des ascenseurs et concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

Les taux de salaires pour les régions de Hull, Québec et Montréal seront remplacés par les suivants:

	<i>Taux horaires minima</i>	
	<i>Mécanicien</i>	<i>Aide</i>
<i>&lt; Région de Hull:</i> comprenant toute la partie ouest de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury.....	\$3.83	\$2.68
<i>Région de Québec:</i> comprenant toute la partie est de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.....	3.73	2.61
<i>Région de Montréal:</i> comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec.....	4.10	2.87

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre du Travail,*  
**DONAT QUIMPER.**

Ministère du Travail,  
Québec, le 2 septembre 1967. 21049-o

**Avis de modification**  
*Construction — Montréal*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa 7° (Mécanicien de chantier) de l'article 4 sera remplacé par le suivant:

« 7° *Mécanicien de chantier:* On doit recourir aux services d'un mécanicien de chantier pour le montage, le démontage, l'installation, la réinstallation, la manipulation de toute machinerie, transporteur et équipement installés de façon permanente, y compris la machinerie se rapportant aux allées de quilles, la fabrication de gabarits pour les équipements énumérés ci-haut, ainsi que pour l'installation des portes mécanisées et des accessoires s'y rattachant, sans préjudice aux droits des menuisiers en ce qui concerne les portes mécanisées installées dans des résidences; à cette fin, une porte mécanisée est toute porte dans un édifice industriel, entrepôt, maison appartement, édifice institutionnel ou garage commercial qui est actionnée par un système mécanique ».

vince), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Wage rates for the regions of Hull, Québec and Montréal, will be replaced by the following:

	<i>Minimum hourly rates</i>	
	<i>Mechanic's</i>	<i>Helper</i>
<i>"Hull region:</i> including all the Western section of the Province of Québec from a line running due north and south of the western limits of the town of Hawkesbury.....	\$3.83	\$2.68
<i>Québec region:</i> including all the Eastern section of the Province of Québec from a line running due north and south of a point twenty-five (25) miles due west of the city of Québec.....	3.73	2.61
<i>Montréal region:</i> including the entire territory lying between the Hull region and the Québec region.....	4.10	2.87

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

**DONAT QUIMPER,**  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, September 2, 1967. 21049-o

**Notice of Amendment**  
*Construction Industry — Montréal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the Montréal region (made binding by Decree number 613 of April 6, 1962, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1. Paragraph 7. (Millwright) of article 4 will be superseded by the following:

« 7. *Millwright:* A millwright shall be employed for the setting up, installation, dismantling, re-installation, handling (by hand) of and making templates for all machinery, conveyors and equipment permanently installed, including bowling alley machinery; for the installation of mechanized doors and accessories connected therewith, without prejudice to carpenters' rights with respect to mechanized doors installed in residences. Thus, a mechanized door is defined as "a door operated by a mechanical device, installed in an industrial building, warehouse, apartment block, institutional building or commercial garage".

2<sup>o</sup> Le paragraphe « c » de l'article 41 sera remplacé par le suivant :

« c » carreleur et poseur de revêtement souple et poseur de carrelages de matériau composite où il peut y avoir un apprenti pour chaque ouvrier qualifié, sur chaque chantier, devant toujours aider l'ouvrier qualifié ».

3<sup>o</sup> Dans l'énumération des métiers apparaissant à l'article 43 (Durée de l'apprentissage), les mots « linoléum, muroléum » seront remplacés par les mots « revêtement souple ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre du Travail,*

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 2 septembre 1967.

21049-0

#### Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 2117 du 15 août 1967, les règlements spéciaux suivants adoptés par le Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi, constitué pour assurer l'observance du décret numéro 1574 du 14 juin 1967, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2052 du 4 août 1967.

#### « RÈGLEMENTS SPÉCIAUX »

*Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1574 du 14 juin 1967 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

*Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1574 du 14 juin 1967 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms, et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou

2. Subsection « c » de section 41 will be replaced by the following:

“(c) resilient flooring laying and composition tile laying, where the ratio may be one apprentice to each qualified worker on each job, either of whom must always assist the qualified worker”.

3. In the trades listed in section 43 (Period of Apprenticeship), the words “linoleum, muroléum” will be replaced by “resilient flooring”.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,

*Deputy Minister of Labour,*

Department of Labour,

Québec, September 2, 1967.

21049-0

#### Notice of Approval of Special By-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order in Council number 2117, dated August 15, 1967, the following special by-laws adopted by the *Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi* (established to ensure the enforcement of Decree number 1574 of June 14, 1967) have been approved and added to the said parity committee's constitution and general by-laws which were already approved by Order in Council number 2052, dated August 4, 1967.

#### “SPECIAL BY-LAWS”

*Keeping of a register:* Pursuant to subsection “g”, section 20 of the Act, the Parity Committee makes it mandatory for every professional employer subject to Decree number 1574 of June 14, 1967, and amendments, to keep a register in which are shown the family name, given name and address of each employee in his service; his competency or classification; the exact time work was begun, interrupted, resumed and ended each day; the type of work and wages paid, with mention of how and when payment was made; all other information deemed useful in the application of the decree.

*Monthly report:* Pursuant to subsection “h”, section 20 of the Act, the Parity Committee makes it compulsory for every professional employer governed by Decree number 1574 of June 14, 1967, and amendments, to forward the said committee a monthly report in writing, signed by himself or a duly-authorized person in his employ and giving: the family name, given name and address of each employee in his service; his classification or competency; the number of standard and overtime hours worked each week; the type of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded on or before the 15th of each month and shall cover the previous

avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

*Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour les bouchers dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 1574 du 14 juin 1967 et ses modifications ultérieures et le certificat de classification obligatoire pour tous les autres salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de 4 membres pour déterminer la qualification de ses salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de 2 membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

*Le sous-ministre du Travail,*

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 2 septembre 1967.

21049-o

### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 1574 du 14 juin 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2120 du 15 août 1967, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 30 juin 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1574, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1574, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.25 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1574, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commissions ou bonis payés).

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

month. Special report forms may be obtained from the Parity Committee.

*Competency certificate:* Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee makes competency certificates compulsory for butchers the territorial jurisdiction of Decree number 1574 of June 14, 1967, and amendments and the classification certificate mandatory for all other employees subject to the said decree.

The Parity Committee hereby creates a board of examiners consisting of four (4) members to determine the competency of its employees and issue the said certificates. The board of examiner's quorum is 2 members.

The Committee may request an examination fee of not more than \$2.00 for a skilled workman and of \$1.00 for an apprentice."

DONAT QUIMPER,

*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,

Québec, September 2, 1967.

21049-o

### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi* (established in pursuance of Decree number 1574 of June 14, 1967) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 2120, dated August 15, 1967, authorizes such levy.

#### 1. Dues

The contribution period extends from this by-law's publication date in the *Québec Official Gazette* until June 30, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1574 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said Decree number 1574 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wage rate set forth in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., 25¢ a week.

(c) Employees governed by said Decree number 1574 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions or bonuses paid).

#### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter son rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'alimentation de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er juillet 1967 et le 30 juin 1968.

#### COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION DE CHICOUTIMI

État des recettes et des déboursés prévus pour la période du 1er juillet 1967 au 30 juin 1968.

##### Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 7,964.00
Cotisations ouvrières.....	7,964.00
Cotisations artisanales.....	772.00
Pénalités et amendes.....	100.00
Honoraires d'examen.....	220.00
Cours de formation.....	517.68
Impôt fédéral.....	648.96
Impôt provincial.....	378.60
Assurance-chômage.....	38.44
Rentes du Québec.....	40.00
	<hr/>
	\$18,643.68

##### Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 5,400.00
Salaires du personnel.....	2,860.00
Frais d'inspection.....	2,860.00
Honoraires: bureau d'examineurs.....	450.00
Frais: bureau d'examineurs.....	100.00
Loyer et taxes.....	2,700.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	300.00
Frais judiciaires.....	140.00
Frais de vérification.....	240.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	285.00
Poste, téléphone, télégramme.....	200.00
Abonnement et publicité.....	60.00
Jetons de présence (membres du comité).....	360.00
Frais de déplacements (membres du comité).....	840.00
Frais de délégation.....	265.00
Frais d'affiliation.....	100.00

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with those of his employees, must accompany the said report. The Parity Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements for the Comité paritaire de l'alimentation de Chicoutimi for the July 1, 1967 to June 30, 1968 period is given below.

#### COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION DE CHICOUTIMI

Estimate of receipts and disbursements for the July 1, 1967 to June 30, 1968 period.

##### Receipts:

Employers' dues.....	\$ 7,964.00
Employees' dues.....	7,964.00
Artisans' dues.....	772.00
Penalties and fines.....	100.00
Examination fees.....	220.00
Training courses.....	517.68
Federal tax.....	648.96
Provincial tax.....	378.60
Unemployment Insurance.....	38.44
Québec Pension Plan.....	40.00
	<hr/>
	\$18,643.68

##### Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 5,400.00
Staff's salary.....	2,860.00
Inspection expenses.....	2,860.00
Fees: Board of Examiners.....	450.00
Expenses: Board of Examiners.....	100.00
Rent and taxes.....	2,700.00
Lights, heat, maintenance.....	300.00
Legal costs.....	140.00
Auditor's fees.....	240.00
Printing, stationery, office equipment.....	285.00
Postage, telephone, telegrams.....	200.00
Subscription and advertising.....	60.00
Attendance fees (committee members).....	360.00
Travelling expenses (committee members).....	840.00
Dlegation expenses.....	265.00
Affiliation fees.....	100.00

Assurance-chômage.....	\$ 76.88	Unemployment Insurance.....	\$ 76.88
Assurance-groupe.....	217.68	Group Insurance.....	217.68
Assurance caution.....	10.00	Fidelity bond.....	10.00
Assurances générales.....	50.00	General insurance.....	50.00
Impôt fédéral.....	648.96	Federal tax.....	648.96
Impôt provincial.....	378.69	Provincial tax.....	378.69
Rentes du Québec.....	40.00	Québec Pension Plan.....	40.00
	<hr/>		<hr/>
	\$18,582.12		\$18,582.12
Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$ 61.56	Forecast surplus.....	\$ 61.56
<i>Le sous-ministre du Travail,</i> DONAT QUIMPER.		DONAT QUIMPER, <i>Deputy Minister of Labour.</i>	
Ministère du Travail, Québec, le 2 septembre 1967.	21049	Department of Labour, Québec, September 2, 1967.	21049-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1505 du 2 juin 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2119 du 15 août 1967, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 31 juillet 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1505, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1505, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1505, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 20 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Automobile Industry Parity Committee of Rimouski (established in pursuance of Decree number 1505 of June 2, 1967) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2119, dated August 15, 1967, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from this by-law's publication date in the *Québec Official Gazette* until July 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1505 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 1505 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages set forth in the decree for the lowest-paid journeyman.

(c) Employees governed by said Decree number 1505 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

**2. Collection of Dues**

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward this report to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said

salariés. Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

### 3. Rapport financier

Conformément à la Loi des décrets de convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1967 et le 31 juillet 1968.

#### COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1967 et le 31 juillet 1968.

##### Recettes:

Cotisations patronales	\$ 4,700.00
Cotisations ouvrières	4,700.00
Cotisations artisanales	150.00
Pénalités et amendes	75.00
Intérêts sur placements	310.00
Intérêts de banque	250.00
Impôt fédéral	12.00
Impôt provincial	8.00
Assurance-chômage	24.50
Assurance-vie-santé	64.00
Fonds de pension	56.00
Rentes du Québec	36.40
	<hr/>
	\$10,385.00

##### Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 1,300.00
Salaire des inspecteurs	2,340.00
Frais d'inspection	520.00
Frais: bureau d'examineurs	950.00
Frais judiciaires	120.00
Frais de vérification	280.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	290.00
Poste, téléphone, télégramme	70.00
Intérêt, échange, agios	4.00
Abonnement et publicité	14.50
Jetons de présence (membres du comité)	360.00
Frais de déplacements (membres du comité)	720.00
Frais de délégation	600.00
Frais d'affiliation	84.00
Assurance-chômage	49.00
Assurance-vie-santé	128.00
Assurance caution	20.00
Assurances générales	50.00
Fonds de pension	112.00
Commission d'apprentissage	1,000.00
Impôt fédéral	12.00

report. The Parity Committee has the authority to request the attestation of said report whenever it deems it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decree Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements for the Automobile Industry Parity Committee of Rimouski for the August 1, 1967, to July 31, 1968 period is given below.

#### AUTOMOBILE INDUSTRY PARITY COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the August 1, 1967 to July 31, 1968 period.

##### Receipts:

Employer's dues	\$ 4,700.00
Employees' dues	4,700.00
Artisans' dues	150.00
Penalties and fines	75.00
Interest on investments	310.00
Bank interest	250.00
Federal tax	12.00
Provincial tax	8.00
Unemployment Insurance	24.50
Life, health insurance	64.00
Pension fund	56.00
Québec Pension Plan	36.40
	<hr/>
	\$10,385.00

##### Disbursements:

Secretary's salary	\$ 1,300.00
Inspectors' salaries	2,340.00
Inspection expenses	520.00
Fees: Board of Examiners	950.00
Legal costs	120.00
Auditor's fees	280.00
Printing, stationery, office equipment	290.00
Postage, telephone, telegrams	70.00
Interest, exchange, agio	4.00
Subscription and advertising	14.50
Attendance fees (Committee members)	360.00
Travelling expenses (Committee members)	720.00
Delegation expenses	600.00
Affiliation fees	84.00
Unemployment Insurance	49.00
Life, health insurance	218.00
Fidelity bond	20.00
General insurance	50.00
Pension fund	112.00
Apprenticeship Commission	1,000.00
Federal tax	12.00

Impôt provincial . . . . .	\$ 8.00	Provincial tax . . . . .	\$ 8.00
Rentes du Québec . . . . .	72.80	Québec Pension Plan . . . . .	72.80
	<hr/>		<hr/>
	\$ 9,104.30		\$ 9,104.30

Excédent des recettes sur les déboursés prévu . . . . .	\$ 1,281.60	Forecast surplus . . . . .	\$ 1,281.60
---	-------------	----------------------------	-------------

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 2 septembre 1967. 21049-o

Department of Labour,  
Québec, September 2, 1967. 21049-o

**Association coopérative**

**Cooperative Association**

**Association coopérative des agriculteurs d'Albanel**

**Association coopérative des agriculteurs d'Albanel**

*(Loi des associations coopératives)*

*(Cooperative Associations Act)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif «Syndicat coopératif agricole de Albanel», de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative des agriculteurs d'Albanel ».

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Syndicat coopératif agricole de Albanel" to cease being governed by the Cooperative Syndicates Act of Quebec, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative des agriculteurs d'Albanel".

Québec, le 22 août 1967.

Quebec, August 22, 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21076-o

21076

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

**Wayne Charles Bozsik**

**Wayne Charles Bozsik**

Avis est donné que Wayne Charles Bozsik, technicien de laboratoire, de 220, avenue Van Horne, app. 5, ville de Montréal, province de Québec, a l'intention de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, pour demander que son nom soit changé en celui de Wayne Taillon, conformément à la Loi de changement de nom.

Notice is hereby given that Wayne Charles Bozsik, laboratory technician, of 220 Van Horne Avenue, apt. 5, city of Montreal, province of Quebec, intends to present a petition to the lieutenant-governor in council requesting that his name be changed to Wayne Taillon, pursuant to the change of name Act.

Montréal, 10 août 1967.

Montreal, August 10, 1967.

*Le Procureur du requérant,*  
SAM GOLDWATER, avocat.

SAM GOLDWATER,  
*Attorney for petitioner.*

20987-34-2

20987-34-2-o

**Gerald Graham Haley**

**Gerald Graham Haley**

Avis est par la présente donné que Gerald Graham Haley, technicien en aéronautique, domicilié au 2035 avenue Patricia, app. 2, dans les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Gerald Graham Damskov.

Notice is hereby given that Gerald Graham Haley, Aircraft Engines Technician, domiciled at 2035 Patricia Avenue, apt. 2, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the granting of an order changing his name to Gerald Graham Damskov.

Montréal, ce 18e jour d'août 1967.

Montreal, this 18th day of August, 1967.

*Les Procureurs du requérant,*  
DUQUET, MACKAY, WELDON,  
BRONSTETTER, WILLIS & JOHNSTON.

DUQUET, MACKAY, WELDON,  
BRONSTETTER, WILLIS & JOHNSTON,  
*Attorneys for applicant.*

20989-34-2-o

20989-34-2-o

**La Fabrique de la paroisse St-Jean Eudes de Hauterive**

**La Fabrique de la paroisse St-Jean Eudes de Hauterive**

Avis est donné que le changement de nom de « La Fabrique de la paroisse St-Eugène de Hauterive » en celui de « La Fabrique de la paroisse St-Jean Eudes de Hauterive » a été autorisé par le secrétaire de la province le 18 août 1967.

Notice is given that the change of name of "La Fabrique de la paroisse St-Eugène de Hauterive" to that of "La Fabrique de la paroisse St-Jean Eudes de Hauterive" has been authorized by the Provincial Secretary on August 18, 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21050

14-67

21050-o

14-67

**Compagnie autorisée  
à faire des affaires****Company Licensed  
to do Business****Gulf Titanium Ltd. (N.P.L.)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Gulf Titanium Ltd. (N.P.L.) » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. John G. Porteous, avocat et conseil en Loi de la reine, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à #700, édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 52-67 — 1384/5

**Gulf Titanium Ltd. (N.P.L.)**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Gulf Titanium Ltd. (N.P.L.)", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. John G. Porteous, advocate and Queen's Counsel, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at #700 the Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048-o 52-67 — 1384/5

**Chartes — Abandon de****Charters — Surrender of****Allied Fur Incorporated**

Avis est donné que la compagnie « Allied Fur Incorporated », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17<sup>e</sup> jour d'août 1967.

*Les Procureurs de la requérante,*  
BRISKIN, YANOFSKY & KAHN.

21051

**D. B. L. Erections Inc.**

Avis est donné que la compagnie « D. B. L. Erections Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17<sup>ième</sup> jour d'août, 1967.

*Le Procureur de la compagnie,*  
CHARLES WOLFSON, C.R.

21052-o

**Diskeb limitée  
Diskeb Limited**

Prenez avis que la compagnie « Diskeb limitée — Diskeb Limited », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Vraie copie.

*Les Procureurs de la compagnie,*  
PRÉVOST & ASSOCIÉS.

21053-o

**Garage Fortin & Cie (Matane) limitée**

Prenez avis que la Compagnie « Garage Fortin & Cie (Matane) limitée », demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Matane, 22 août 1967.

*Le Procureur de la Compagnie,*  
G. ALEX. LEBEL, Notaire.

21054-o

**Allied Fur Incorporated**

Notice is hereby given that "Allied Fur Incorporated", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of August, 1967.

BRISKIN, YANOFSKY & KAHN,  
*Attorneys for Petitioner.*

21051-o

**D. B. L. Erections Inc.**

Notice is hereby given that "D. B. L. Erections Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of August, 1967.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,  
*Attorney of the Company.*

21052-o

**Diskeb limitée  
Diskeb Limited**

Notice is hereby given that "Diskeb limitée — Diskeb Limited", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

True copy.

PRÉVOST & PARTNERS,  
*Solicitors for the Company.*

21053-o

**Garage Fortin & Cie (Matane) limitée**

Take notice that "Garage Fortin & Cie (Matane) limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Matane, August 22, 1967.

G. ALEX. LEBEL, Notary,  
*Attorney for the Company.*

21054

**Les Habitations St-Sulpice inc.**

La compagnie « Les Habitations St-Sulpice inc. », incorporée suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 23 mai 1959, par lettres patentes enregistrées le 22 mai 1959, et lettres patentes supplémentaires en date du 28 octobre 1960, enregistrées le 8 novembre 1960, donne avis qu'elle demandera au secrétaire de la Province de Québec l'autorisation d'abandonner sa charte et ses lettres patentes supplémentaires, et demandera qu'une date soit fixée pour la cession des affaires de la compagnie.

Montréal, le 21 août 1967.

*Les Procureurs de la requérante,*

21055-o

JASMIN ET MARCOUX.

**Les Habitations St-Sulpice inc.**

Notice is hereby given that "Les Habitations St-Sulpice inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act on May 22, 1959, by letters patent registered on May 23, 1959, and supplementary letters patent bearing date October 28, 1960, registered on November 8, 1960, will apply to the Provincial Secretary on the Province of Quebec for leave to surrender its charter and supplementary letters patent and to have a date fixed by him for the termination of business of the company.

Montreal, August 21, 1967.

JASMIN AND MARCOUX,

21055

Attorneys for the Petitioner.

**Olympic Construction Co. Ltd.**

Avis est par les présentes donné, que « Olympic Construction Co. Ltd. », une compagnie incorporée selon la Loi des Compagnies de Québec et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi.

Daté à Toronto, ce 21<sup>e</sup> jour d'août 1967.

*Le Secrétaire,*

HARVEY CRESTOHL.

21056-o

**Olympic Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Olympic Construction Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Toronto, this 21st day of August 1967.

HARVEY CRESTOHL,

Secretary.

21056-o

**Adelena Holding Corporation**

Avis est donné que la compagnie, « Adelena Holding Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal ce 5<sup>ème</sup> jour de juillet, 1967.

*Le Secrétaire,*

A. J. PAULL.

21077-o

**Adelena Holding Corporation**

Notice is given that "Adelena Holding Corporation", incorporated in virtue of the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of Quebec for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of July, 1967.

A. J. PAULL,

Secretary.

21077

**L'Édifce Renaissance inc.**

Avis est donné que « L'Édifce Renaissance inc. », ayant son bureau principal et sa place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 24 août 1967.

*Le Secrétaire,*

LÉON ARONOFF.

21078

**L'Édifce Renaissance inc.**

Notice is hereby given that "L'Édifce Renaissance inc.", who has its principal office and place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter in virtue of the Quebec Companies Act.

Montreal, August 24, 1967.

LÉON ARONOFF,

Secretary.

21078-o

**Lawrence Investments Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Lawrence Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Lawrence Investments Ltd.,

Par le Président,

J. LEZNOFF, C.A.

21079

**Lawrence Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Lawrence Investments Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the secretary of the province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Lawrence Investments Ltd.,

Per: J. LEZNOFF, C.A.,

President.

21079-o

**Primavera Itée**

Prenez avis que la compagnie « Primavera Itée », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 août 1967.

*Le Procureur de la compagnie*

Primavera Itée,

PAUL MASSÉ.

21080-o

**Primavera Itée**

Take notice that the company "Primavera Itée", shall petition the Secretary of the province for permission to surrender its charter.

Montreal, August 24, 1967.

PAUL MASSÉ, <sup>1</sup>

Attorney for the company

Primavera Itée.

21080-o

**203 Côte St. Catherine Road Inc.**

Avis est par les présentes donné que « 203 Côte St. Catherine Road Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 25 août 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
(signé) A. C. POPE.

21081-o

**Quincaillerie De Luxe, inc.**  
**De Luxe Hardware, Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Quincaillerie De Luxe, inc. — De Luxe Hardware, Inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi.

Donné à Montréal, ce 28<sup>e</sup> jour d'août 1967.

*Les Procureurs de la compagnie,*  
GEOFFRION & PRUD'HOMME.

21096-o

**Riverview Plaza Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Riverview Plaza Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28<sup>e</sup> jour d'août 1967.

*Les Procureurs de la compagnie,*  
KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ  
& SEDEROFF.

21097

**203 Côte St. Catherine Road Inc.**

Notice is hereby given that "203 Côte St. Catherine Road Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary or the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this August 24, 1967.

(signed) A. C. POPE,  
*Secretary-Treasurer.*

21081-o

**Quincaillerie De Luxe, inc.**  
**De Luxe Hardware, Inc.**

Notice is hereby given that "Quincaillerie De Luxe, inc. — De Luxe Hardware, Inc.", a company incorporated under the Companies Act of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 28th day of August, 1967.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,  
*Attorneys for the Company.*

21096-o

**Riverview Plaza Inc.**

Take notice that "Riverview Plaza Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office at Montreal, Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of August, 1967.

KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ  
& SEDEROFF,  
*Attorneys for the Company.*

21097-o

**Compagnies dissoutes****A & N Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « A & N Construction Ltd. », constituée en corporation le 11 juin 1965, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

2761-65

**Christin Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Christin Investments Ltd. », constituée en corporation le 27 août 1952, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

11974-52

**The Deckelbaum Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The Deckelbaum Inc. », constituée en corporation le 21 août 1939, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

4410-39

**Companies Dissolved****A & N Construction Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "A & N Construction Ltd.", incorporated on June 11, 1965, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048

2761-65

**Christin Investments Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Christin Investments Ltd.", incorporated on August 27, 1952, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048

11974-52

**The Deckelbaum Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Deckelbaum Inc.", incorporated on August 21, 1939, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048

4410-39

**Dorchester Luncheonette Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dorchester Luncheonette Ltd. », constituée en corporation le 10 juillet 1962, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 12921-62

**Les Éditions de la Cité inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charge de « Les Éditions de la Cité inc. », constituée en corporation le 6 juin 1957, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 11938-57

**Les Entreprises Daoust inc.  
Daoust Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Entreprises Daoust inc. — Daoust Enterprises Inc. », constituée en corporation le 25 mars 1966, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 1272-66

**S. Fineberg Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « S. Fineberg Holdings Inc. », constituée en corporation le 15 octobre 1964, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 4562-64

**Guilbault & Caron (Remboursement) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Guilbault & Caron (Remboursement) inc. », constituée en corporation le 25 janvier 1965, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 260-65

**Helaco Itée Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Helaco Itée Ltd. », constituée en corporation le 4 février 1960, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 10486-60

**Jane Apartments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jane Apartments Ltd. », constituée en corporation le 23 avril 1953, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048 o 8056-53

**Dorchester Luncheonette Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dorchester Luncheonette Ltd.", incorporated on July 10, 1962, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 12921-62

**Les Éditions de la Cité inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Éditions de la Cité inc.", incorporated on June 6, 1957, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 11938-57

**Les Entreprises Daoust inc.  
Daoust Enterprises Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Daoust inc. — Daoust Enterprises Inc.", incorporated on March 25, 1966, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 1272-66

**S. Fineberg Holdings Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "S. Fineberg Holdings Inc.", incorporated on October 15, 1964, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 4562-64

**Guilbault & Caron (Remboursement) inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Guilbault & Caron (Remboursement) inc.", incorporated on January 25, 1965, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 260-65

**Helaco Itée Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Helaco Itée Ltd.", incorporated on February 4, 1960, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 10486-60

**Jane Apartments Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jane Apartments Ltd.", incorporated on April 23, 1953, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 8056-53

**Lake Beauport Water Service Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lake Beauport Water Service Co. Ltd. », constituée en corporation le 21 mars 1953, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 5674-53

**Geo. Langlois & fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Geo. Langlois & fils Itée », constituée en corporation le 29 décembre 1949, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 9214-49

**Metro Building Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Metro Building Corporation », constituée en corporation le 29 août 1957, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 12642-57

**Ouimet Realty Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ouimet Realty Incorporated », constituée en corporation le 27 novembre 1945, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 7235-45

**Percar inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Percar inc. », constituée en corporation le 12 juin 1964, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 2308-64

**Philip Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Philip Realities Ltd. », constituée en corporation le 9 février 1948, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 1909-48

**Les Placements Laurentiens Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Placements Laurentiens Itée », constituée en corporation le 4 janvier 1962, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 10043-62

**Lake Beauport Water Service Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lake Beauport Water Service Co. Ltd.", incorporated on March 21, 1953, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 5674-53

**Geo. Langlois & fils Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Geo. Langlois & fils Itée", incorporated on December 29, 1949, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 9214-49

**Metro Building Corporation**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Metro Building Corporation", incorporated on August 29, 1957, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 12642-57

**Ouimet Realty Incorporated**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ouimet Realty Incorporated", incorporated on November 27, 1945, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 7235-45

**Percar inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Percar inc.", incorporated on June 12, 1964, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 2308-64

**Philip Realities Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Philip Realities Ltd.", incorporated on February 9, 1948, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 1909-48

**Les Placements Laurentiens Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Placements Laurentiens Itée", incorporated on January 4, 1962, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 10043-62

**Premiums Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Premiums Inc. », constituée en corporation le 1er décembre 1955, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 12995-55

**Primo Realty inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Primo Realty inc. », constituée en corporation le 4 avril 1956, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 11030-56

**Rompa, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rompa, inc. », constituée en corporation le 18 octobre 1961, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 15284-61

**Spri-Bor Dress (1962) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Spi-Bor Dress (1962) Inc. », constituée en corporation le 9 janvier 1963, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 142-63

**Stoker & Associates Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Stoker & Associates Inc. », constituée en corporation le 1er mai 1964, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 1910-64

**Télé-Réception inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Télé-Réception inc. », constituée en corporation le 22 septembre 1959, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 15373-59

**Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd. », constituée en corporation le 27 janvier 1965, à compter du 30 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o 384-65

**Couvent de Cacouna**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 août 1967, déclaré dissoute la corporation

**Premiums Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Premiums Inc.", incorporated on December 1, 1955, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 12995-55

**Primo Realty inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Primo Realty inc.", incorporated on April 4, 1956, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 11030-56

**Rompa, inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rompa, inc.", incorporated on October 18, 1961, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 15284-61

**Spi-Bor Dress (1962) Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Spi-Bor Dress (1962) Inc.", incorporated on January 9, 1963, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 142-63

**Stoker & Associates Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Stoker & Associates Inc.", incorporated on May 1, 1964, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 1910-64

**Télé-Réception inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Télé-Réception inc.", incorporated on September 22, 1959, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 15373-59

**Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.", incorporated on January 27, 1965, on and from August 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048 384-65

**Couvent de Cacouna**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 13, 1967, declared

« Couvent de Cacouna », et que, conformément au paragraphe 8 de l'article 9 de la Loi concernant les Soeurs de la Charité de Québec, 11-12 Elizabeth II, chapitre 123, cette dissolution ne prendra effet que le soixantième jour suivant la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

21074-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

#### École Secondaire Marguerite d'Youville

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 août 1967, déclaré dissoute la corporation « École Secondaire Marguerite d'Youville », et que, conformément au paragraphe 8 de l'article 9 de la Loi concernant les Soeurs de la Charité de Québec, 11-12 Elizabeth II, chapitre 123, cette dissolution ne prendra effet que le soixantième jour suivant la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

21075-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

disolved the corporation "Couvent de Cacouna", and that, pursuant to paragraph 8 of section 9 of the Law respecting The Sisters of Charity of Quebec, 11-12 Elizabeth II, chapter 123, this dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

21074 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

#### École Secondaire Marguerite d'Youville

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 13, 1967, declared dissolved the corporation "École Secondaire Marguerite d'Youville", and that, pursuant to paragraph 8 of section 9 of the Law respecting The Sisters of Charity of Quebec, 11-12 Elizabeth II, chapter 123, this dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

21075 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

### Divers Compagnies

#### Ernest Carrière inc.

Avis est donné que la compagnie « Ernest Carrière inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

21057-o *Le Secrétaire,*  
R. CHARBONNEAU.  
13752-59

#### Le Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

21058-o *Le Président,*  
Dr. HENRI LABRIE.  
12649-61

#### Cometal inc.

Avis est donné que la compagnie « Cometal inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

21059-o *Le Secrétaire,*  
SARTO BUIES.  
521-63

#### Copper Corporation of America (No Personal Liability)

Avis est donné que « Copper Corporation of America » (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

21060-o *Le Président,*  
J. V. BERNARD BOUDRIAS.  
3117-67

#### Gaspé Diésel inc.

Avis est donné que la compagnie « Gaspé Diésel inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

21061-o *Le Secrétaire,*  
MICHEL MOREAU.  
1296-66

### Miscellaneous Companies

#### Ernest Carrière inc.

Notice is hereby given that "Ernest Carrière inc.", has changed the number of its directors from 9 to 5.

21057 *R. CHARBONNEAU,*  
*Secretary.*  
13752-59

#### Le Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc.

Notice is given that "Le Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc." has changed the number of its directors from 6 to 5.

21058 *Dr. HENRI LABRIE,*  
*President.*  
12649-61

#### Cometal inc.

Notice is given that "Cometal inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

21059 *SARTO BUIES,*  
*Secretary.*  
521-63

#### Copper Corporation of America (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Copper Corporation of America" (No Personal Liability), has changed the number of its directors from 3 to 5.

21060 *J. V. BERNARD BOUDRIAS,*  
*President.*  
3117-67

#### Gaspé Diésel inc.

Notice is hereby given that "Gaspé Diésel inc.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

21061 *MICHEL MOREAU,*  
*Secretary.*  
1296-66

**Howick Curling Club Incorporated**  
**Le Club de Curling de Howick incorporé**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 août 1967, approuvé une modification à l'article 4 du règlement V de la corporation « Howick Curling Club Incorporated — Le Club de Curling de Howick incorporé », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21062-o 4494-65

**R. R. Nicolet & associés, Itée**  
**R. R. Nicolet & Associates, Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « R. R. Nicolet & associés, Itée — R. R. Nicolet & Associates, Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

*Le Secrétaire,*

GILLES MERCILLE.

21063 4790-65

**The Quebec Forest Industries Association, Limited**  
**L'Association des Industries forestières du Québec, limitée**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 août 1967, approuvé le règlement numéro 20a de « The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des Industries forestières du Québec, limitée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21064-o 24-24

**Association de Prévention des Accidents Industriels - Québec**  
**Industrial Accident Prevention Association - Quebec**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 août 1967, approuvé les règlements IV-I, et V-I, remplaçant les règlements IV-I, et V-I des règlements généraux de l'« Association de Prévention des Accidents Industriels - Québec — Industrial Accident Prevention Association - Quebec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21082-o 1246-31

**Quebec Uranium Mining Corporation**  
**(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Quebec Uranium Mining Corporation » (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le Secrétaire,*

GILLES DE BILLY.

21083 5397-66

**Circuit St-Eugène inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 août 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Circuit St-Eugène inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

21099-o 2079-67

**Howick Curling Club Incorporated**  
**Le Club de Curling de Howick incorporé**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on August 9, 1967, approved an amendment to section 4 of by-law V of the corporation "Howick Curling Club Incorporated — Le Club de Curling de Howick incorporé", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21062 4494-65

**R. R. Nicolet & associés, Itée**  
**R. R. Nicolet & Associates, Ltd.**

Notice is given that "R. R. Nicolet & associés, Itée — R. R. Nicolet & Associates, Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

GILLES MERCILLE,

*Secretary.*

21063-o 4790-65

**The Quebec Forest Industries Association, Limited**  
**L'Association des Industries forestières du Québec, limitée**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 23, 1967, approved by-law number 20a of "The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des Industries forestières du Québec, limitée", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21064 24-24

**Association de Prévention des Accidents Industriels - Québec**  
**Industrial Accident Prevention Association - Quebec**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on August 22, 1967, approved by-laws IV-I, and V-I, replacing by-laws IV-I and V-I of the general by-laws of "Association de Prévention des Accidents Industriels - Québec — Industrial Accident Prevention Association - Quebec", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21082 1246-31

**Quebec Uranium Mining Corporation**  
**(No Personal Liability)**

Notice is given that "Quebec Uranium Mining Corporation" (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 3 to 7.

GILLES DE BILLY,

*Secretary.*

21083-o 5397-66

**Circuit St-Eugène inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 15, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Circuit St-Eugène inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21099 2079-67

## Ministère de l'Éducation

## Department of Education

## Grande-Ile

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Grande-Ile, dans le comté de Beauharnois, à la municipalité scolaire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois.

Québec, le 15 août 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

21006-34-2-o

JEAN-JACQUES BERTRAND.

## Grande-Ile

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Grande-Ile, in the county of Beauharnois, to the school municipality of the town of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois.

Quebec, August 15, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

21006-34-2

*Minister of Education.*

## Coaticook

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 2091, en date du 15 août 1967, de détacher de la municipalité scolaire de Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots 24i, 24j, 24c du rang IV et 24a du rang V, du cadastre officiel du canton Barnston, et de les annexer à la municipalité scolaire de Coaticook, dans le comté de Stanstead.

Ce changement prend effet à la date de la sanction du présent arrêté en conseil.

Québec, le 22 août 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

21072-o

JEAN-JACQUES BERTRAND.

## Coaticook

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 2091, dated August 15, 1967, to detach from the school municipality of Barnston, in the county of Stanstead, lots 24i, 24j, 24c of range IV and 24a of range V, of the official cadaster for the township of Barnston, and annex them to the school municipality of Coaticook, in the county of Stanstead.

This change takes effect at the date of the sanction of the present Order in Council.

Quebec, August 22, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

21072

*Minister of Education.*

Commission scolaire régionale  
de La Chaudière

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 2091, en date du 15 août 1967, d'admettre la commission scolaire de Saint-Magloire, dans le comté de Bellechasse, dans la commission scolaire régionale de La Chaudière.

Ce changement prend effet à compter de la date de sanction du présent arrêté en conseil.

Québec, le 22 août 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

21072-o

JEAN-JACQUES BERTRAND.

2010(3)-61

La Chaudière Regional  
School Board

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council number 2091, dated August 15, 1967, to admit the school commission of Saint-Magloire, in the county of Bellechasse, into the La Chaudière regional school board.

This change takes effect from and after the date of the sanction of the present Order in Council.

Quebec, August 22, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

2107221072

*Minister of Education.*

2010(3)-61

## Lac-Bouchette (cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 2091, en date du 15 août 1967, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Kiskissink, dans les comtés de Chauveau et Montmorency, à la municipalité scolaire catholique de Lac-Bouchette, dans le comté de Roberval.

Ce changement prend effet à compter de la date de la sanction du présent arrêté en conseil.

Québec, le 22 août 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

21072-o

JEAN-JACQUES BERTRAND.

## Lac-Bouchette (cath.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 2091, dated August 15, 1967, to annex the present territory of the school municipality of Kiskissink, in the counties of Chauveau and Montmorency, to the Catholic School municipality of Lac-Bouchette, in the county of Roberval.

This change takes effect from and after the date of the sanction of the present Order in Council.

Quebec, August 22, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

21072

*Minister of Education.*

## Saint-Flavien

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 2091, en date du 15 août 1967, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière, en celui de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière.

Ce changement prend effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 22 août 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,*

21072-o

JEAN-JACQUES BERTRAND.

130-67

## Saint-Flavien

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 2091, dated August 15, 1967, to change the name of the school municipality of the village of Saint-Flavien, in the county of Lotbinière, into that of Saint-Flavien, in the county of Lotbinière.

This change takes effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, August 22, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,*

21072

*Minister of Education.*

130-67

**Collège d'enseignement général  
et professionnel de Rouyn-Noranda**

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, 15-16 Elizabeth II, chapitre 71, des lettres patentes ont été accordées le 14 août 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel de Rouyn-Noranda.

21098-0 *Le Sous-ministre de l'Éducation,*  
ARTHUR TREMBLAY.

**Collège d'enseignement général  
et professionnel de Rouyn-Noranda**

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act, 15-16 Elizabeth II, chapter 71, letters patent were granted on August 14, 1967, incorporating Collège d'enseignement général et professionnel de Rouyn-Noranda.

21098 *ARTHUR TREMBLAY,*  
*Deputy Minister of Education.*

**Ministère des  
Affaires municipales**

**La ville d'Amos**  
Comté d'Abitibi

*Règlement No. 317*

Pour fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins

Attendu qu'il y a lieu de changer la durée des fonctions du maire et des échevins pour porter leur terme à trois ans au lieu de deux ans qu'il est actuellement;

Attendu qu'un avis de motion a été régulièrement donné le 10 juillet 1967;

Vu les termes de l'article 173 de la Loi des cités et villes.

Il est par le présent règlement ordonné, réglé et statué ce qui suit:

*Article I:* La durée des fonctions du maire et des échevins, est fixée à trois ans, à compter des prochaines élections.

*Article II:* Le présent règlement entrera en vigueur suivant les formalités de la loi.

Adopté par le conseil à son assemblée du 18 juillet 1967.

Vraie copie.

*Le Greffier,*  
GASTON LABRÈCHE, L.L.L.

Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes.

21071-0 *Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

**Department of  
Municipal Affairs**

**Town of Amos**  
County of Abitibi

*By-Law No. 317*

To fix to three years the term of office of the mayor and aldermen

Whereas it is expedient to change the term of office of the Mayor and Aldermen to increase their term of office to three years instead of two years which prevails presently;

Whereas a notice of motion has been regularly given on July 10, 1967;

In view of the terms of section 173 of the cities and towns Act.

It is by the present by-law ordained, ruled and decreed the following:

*Section I:* The term of office of the Mayor and Aldermen is fixed to three years, from and after the next elections.

*Section II:* The present by-law will come into force according to the formalities of the law.

Adopted by the Council at its meeting of July 18, 1967.

True copy.

GASTON LABRÈCHE, L.L.L.,  
*Clerk.*

This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

21071 *JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,*  
*Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Liquidation — Avis de**

**Caisse Populaire de Ste-Irène**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Caisse Populaire de Ste-Irène », tenue à Matapédia, le 29 juillet 1967, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Edgar L. Thériault, Camille Simard et Philippe Bélanger ont été nommés liquidateurs.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21070-0 1723-38

**La Caisse Populaire De Notre-Dame  
de Pitié, Québec**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec », tenue

**Winding up Notices**

**Caisse Populaire de Ste-Irène**

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Caisse Populaire de Ste-Irène", held at Matapédia, on July 29, 1967, a resolution was passed that the affairs of the said union be wound up, and that they be dissolved, in pursuance to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Edgar L. Thériault, Camille Simard and Philippe Bélanger were appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21070 1723-38

**La Caisse Populaire De Notre-Dame  
de Pitié, Québec**

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec", held at Que-

à Québec, le 14 août 1967, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Louis-Philippe Lemieux a été nommé liquidateur.

*Le Sous-secrétaire de la province;*

RAYMOND DOUVILLE.

21089-0

2691-48

bec, on August 14, 1967, it has been resolved that the affairs of the said union be liquidated, and that same be dissolved, in virtue of the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Louis-Philippe Lemieux, has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

21089

2691-48

## Ministère des Finances Assurances

### American National Insurance Company

*Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « American National Insurance Company », enregistré sous le numéro 697, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1421, qui l'autorise, à compter du 13 juillet 1967, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à avenue Moody et rue Market, Galveston, Texas, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Omer Pouliot, c.a., 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 juillet 1967.

*Pour le Ministre des finances  
de la province,*

*Le Surintendant des assurances,*

21007-34-2-0

ROGER A. CAMARAIRE.

## Department of Finance Insurance

### American National Insurance Company

*Notice of Issue of License and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "American National Insurance Company", registered under number 697, has obtained the license and certificate of registry number 1421, authorizing it, as from the 13th of July 1967, to undertake in the province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at Moody Avenue and Market Street, Galveston, Texas, United States of America.

The company has appointed Mr. Omer Pouliot, c.a., 630, Dorchester Boulevard West, Montreal, its attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd July 1967.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*

ROGER A. CAMARAIRE,

*Superintendent of Insurance.*

21007-34-2-0

## Ministère des Terres et Forêts Cadastre

### Canton de Arnaud

Cadastre officiel du canton de Arnaud, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 52, rang « A » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 août 1967.

21095-0

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

### Canton de Delisle

Cadastre officiel du canton de Delisle, municipalité de la cité d'Alma, division d'enregistrement du Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que les lots 1-A-60 à 1-A-71, 1-A-81 à 1-A-84, 1-B-90 à 1-B-92, 1-B-94 à 1-B-100, 1-B-102 à 1-B-104, 1-B-112 à 1-B-127, 1-B-132 à 1-B-137, 2-175, 2-217, 2-218, 2-221 à 2-224, 2-228 à 2-230, 2-234 et partie des lots 2-244, 2-246 à 2-255 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 août 1967.

21095-0

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

### Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Courville, division d'enregistrement de Québec.

## Department of Lands and Forests Cadastre

### Township of Arnaud

Official cadastre of township of Arnaud, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that the lot 52, range "A" is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 11, 1967.

21095-0

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

### Township of Delisle

Official cadastre of township of Delisle, municipality of the city of Alma, registration division of Lac St-Jean-Est.

Notice is hereby given that lots 1-A-60 to 1-A-71, 1-A-81 to 1-A-84, 1-B-90 to 1-B-92, 1-B-94 to 1-B-100, 1-B-102 to 1-B-104, 1-B-112 to 1-B-127, 1-B-132 to 1-B-137, 2-175, 2-217, 2-218, 2-221 to 2-224, 2-228 to 2-230, 2-234 and Part of lot 2-244, 2-246 to 2-255 are cancelled in virtue of the Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 17, 1967.

21095-0

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

### Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Courville, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 192-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 août 1967.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

21095-o

**Canton de Brest, Baie de Brador**

Cadastré officiel du canton de Brest, Baie de Brador, municipalité de Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 42 à 63 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 août 1967.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

21095-o

**Canton de Buckingham**

Cadastré officiel du canton de Buckingham, municipalité du village de Masson, division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que les lots 11-F-1-1 à 11-F-1-30, rang I sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 août 1967.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

21095-o

**Ville de Chicoutimi**

Cadastré officiel de la ville de Chicoutimi, municipalité de la cité de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 951, 954, 955, 956, 1004, 1005, 1006, 1007-1, 1008-2, 1009-1, 1009-3, 1010, 1010-1, 1010-2, 1011-1, 1011-3, 1012-1, 1013, 1014, 1015, 1017-1, 1018-1-1, 1018-2-1, 1033, 1034, 1035, 1208, 1210, 1212, 1213, 1215, 1216-1, 1276 et partie des lots 947, 948, 949, 952, 953, 957, 958, 959, 960, 961, 961-2, 962, 962-2, 967, 967-2, 968, 968-2, 969, 969-2, 970, 970-2, 971, 971-2, 972, 972-2, 973, 973-2, 974, 974-2, 976, 976-2, 1000, 1001, 1001-2, 1002, 1002-2, 1003, 1003-3, 1007, 1008 (2 parties), 1008-3, 1009 (2 parties), 1011 (2 parties), 1012, 1016, 1017, 1018, 1018-1, 1018-2, 1019, 1019-2, 1030, 1031, 1032, 1036, 1038, 1039, 1040, 1062, 1062-2, 1201, 1202 (2 parties), 1206, 1207, 1211, 1216, 1274 et 1275 (2 parties) sont annulés et lots 1279, 1280, 1281 et 1282 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juillet 1967.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

21095-o

**Canton de Figuery**

Cadastré officiel du canton de Figuery, municipalité d'Amos-Ouest, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que le lot 22-A-68 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 août 1967.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

21095-o

**Canton de Goynish (Ile à Michon)**

Cadastré officiel du canton de Goynish (Ile à Michon), municipalité d'Aguanish \*, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Notice is hereby given that the lot 192-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 2, 1967.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

21095-o

**Township of Brest, Baie de Brador**

Official cadastre of township of Brest, Baie de Brador, municipality of the North Shore of the Gulf of St-Lawrence, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 42 to 63 are added in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, August 18, 1967.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

21095-o

**Township of Buckingham**

Official cadastre of the township of Buckingham, municipality of village of Masson, registration division of Papineau.

Notice is hereby given that lots 11-F-1-1 to 11-F-1-30, range I are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 14, 1967.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

21095-o

**Town of Chicoutimi**

Official cadastre of the town of Chicoutimi, municipality of the city of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 951, 954, 955, 956, 1004, 1005, 1006, 1007-1, 1008-2, 1009-1, 1009-3, 1010, 1010-1, 1010-2, 1011-1, 1011-3, 1012-1, 1013, 1014, 1015, 1017-1, 1018-1-1, 1018-2-1, 1033, 1034, 1035, 1208, 1210, 1212, 1213, 1215, 1216-1, 1276 and part of lots 947, 948, 949, 952, 953, 957, 958, 959, 960, 961, 961-2, 962, 962-2, 967, 967-2, 968, 968-2, 969, 969-2, 970, 970-2, 971, 971-2, 972, 972-2, 973, 973-2, 974, 974-2, 976, 976-2, 1000, 1001, 1001-2, 1002, 1002-2, 1003, 1003-3, 1007, 1008 (2 Parts), 1008-3, 1009 (2 Parts), 1011 (2 Parts), 1012, 1016, 1017, 1018, 1018-1, 1018-2, 1019, 1019-2, 1030, 1031, 1032, 1036, 1038, 1039, 1040, 1062, 1062-2, 1201, 1202 (2 Parts), 1206, 1207, 1211, 1216, 1274, and 1275 (2 Parts) are cancelled and lots 1279, 1280, 1281 and 1282 are added in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, July 19, 1967.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

21095-o

**Township of Figuery**

Official cadastre of the township of Figuery, municipality of Amos-West, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that the lot 22-A-68 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 9, 1967.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

21095-o

**Township of Goynish (Ile à Michon)**

Official cadastre of township of Goynish (Ile à Michon), municipality of Aguanish \*, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 26 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 août 1967.

*Le Sous-ministre,*

21095-o

FERNAND BOUTIN.

#### Ville de Magog

Cadastre officiel de la ville de Magog, municipalité de la ville de Magog, division d'enregistrement de Stanstead.

Avis est par la présente donné que les lots 1587-17 à 1587-20, 1587-25 à 1587-27, 1587-37 à 1587-43, 1587-48 et une partie du lot 1587-8 et la partie restante des lots 1587-45, 1587-46 et 1587-47 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 juillet 1967.

*Le Sous-ministre,*

21095-o

FERNAND BOUTIN.

#### Paroisse de Pointe-aux-Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, municipalité de la cité de Pointe-aux-Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 184-679, 184-680, 184-691 à 184-700, 184-716 à 184-718, 184-720 à 184-878 et partie des lots 184-661, 184-678, 184-681, 184-690, 184-701, 184-715 et 184-719 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 août 1967.

*Le Sous-ministre,*

21095-o

FERNAND BOUTIN.

#### Paroisse de St-Georges

Cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, municipalité de la ville de St-Georges, division d'enregistrement de Beauce.

Avis est par la présente donné que les lots 600-12 à 600-17 et partie du lot 606 sont annulés et le lot 600 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 août 1967.

*Le Sous-ministre,*

21095-o

FERNAND BOUTIN.

#### Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 218-196 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 août 1967.

*Le Sous-ministre,*

21095-o

FERNAND BOUTIN.

#### Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 226-65 et 226-110 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 août 1967.

*Le Sous-ministre,*

21095-o

FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that the lot 26 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 11, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21095-o

*Deputy Minister.*

#### Town of Magog

Official cadastre of the town of Magog, municipality of the town of Magog, registration division of Stanstead.

Notice is hereby given that lots 1587-17 to 1587-20, 1587-25 to 1587-27, 1587-37 to 1587-43, 1587-48 and one part of lot 1587-8 and the remaining part of lots 1587-45, 1587-46 and 1587-47 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 10, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21095-o

*Deputy Minister.*

#### Parish of Pointe-aux-Trembles

Official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, municipality of the city of Pointe-aux-Trembles, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 184-679, 184-680, 184-691 to 184-700, 184-716 to 184-718, 184-720 to 184-878 and part of lots 184-661, 184-678, 184-681, 184-690, 184-701, 184-715 and 184-719 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 17, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21095-o

*Deputy Minister.*

#### Parish of St. Georges

Official cadastre of the parish of St. George, municipality of the town of St. George, registration division of Beauce.

Notice is hereby given that lots 600-12 to 600-17 and part of lot 606 are cancelled and the lot 600 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 9, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21095-o

*Deputy Minister.*

#### Parish of Ste-Rose

Official cadastre of the parish of Ste-Rose, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that one part of lot 218-196 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 23, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21095-o

*Deputy Minister.*

#### Parish of Ste-Rose

Official cadastre of the parish of Ste-Rose, municipality of the city of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that one part of lots 226-65 and 226-110 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 23, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21095-o

*Deputy Minister.*

**Cité de Sherbrooke, Quartier Nord**

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, Quartier Nord, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 992 et 993 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 août 1967.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

21095-o

**City of Sherbrooke, North Ward**

Official cadastre of the city of Sherbrooke, North Ward, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 992 and 993 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 15, 1967.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

21095-o

**Sièges sociaux**

**Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.**

Au sujet de l'avis publié dans le numéro 33 de la *Gazette officielle de Québec*, du 19 août 1967, à la page 5167, sous le titre et avec le nom « Structural Exhibit Producers & Designers Ltd. », prière de noter que le mot « Exhibit », dans le nom de la compagnie, doit se lire « Exhibit ».

21048-o

1724-65

**Les Agences Berlina, inc. Berlina Agencies, Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Agences Berlina, inc.—Berlina Agencies, Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1964 et enregistrées le 17 juin 1964, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1470 de la rue Peel, suite 225, cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18<sup>e</sup> jour d'août 1967.

*Le Président,*  
JEAN-PAUL DIAMOND.

21065-o

2106-64

**Les Entreprises Patricia Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Patricia Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 28 juillet 1967, aura sa place d'affaires au numéro 1015, Beaver Hall Hill à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 23<sup>e</sup> jour d'août 1967.

*Le Président,*  
GEORGES KENDALL.  
*Le Secrétaire-trésorier,*  
MICHELLE VINCENT.

21066-o

3263-67

**Polybéton inc.**

Avis est donné que la compagnie « Polybéton inc. » a changé son siège social de Ste-Foy, au numéro 200, Route Jean Gauvin, Cap-Rouge.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
J. DIGIOVANNI.

21068-o

1132-65

**Head Offices**

**Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.**

Concerning the notice published in number 33 of the *Quebec Official Gazette*, on August 19, 1967, on page 5167, under the title and with the name of "Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.", please note that the word "Exhibit", in the name of the company, must read as "Exhibit".

21048

1724-65

**Les Agences Berlina, inc. Berlina Agencies, Inc.**

Notice is hereby given that "Les Agences Berlina, inc.—Berlina Agencies, Inc.", incorporated by letters patent bearing date the June the 2nd, 1964 and registered June 17th, 1964, and having its head office at Montreal, has established its office at 1470 Peel Street, room 225, city and district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 18th day of August 1967.

JEAN-PAUL DIAMOND,  
*President.*

21065-o

2106-64

**Les Entreprises Patricia Inc.**

Notice is hereby given that "Les Entreprises Patricia Inc." Company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies' Act, on the 28th day of July 1967, has its head office at 1015, Beaver Hall Hill, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office.

Dated at Granby, this 23th August 1967.

GEORGES KENDALL,  
*President.*

MICHELLE VINCENT,  
*Secretary-Treasurer.*

21066-o

3263-67

**Polybéton inc.**

Notice is hereby given that "Polybéton inc.", has moved its head office from Ste-Foy, to number 200, Jean Gauvin Route, Cap-Rouge.

J. DIGIOVANNI,  
*Secretary-Treasurer.*

21068

1132-65

**Master Transmission Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Master Transmission Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1961 et ayant son siège social en la ville de Verdun, a transporté son bureau d'affaires de 868, rue Rielle, à 4045, avenue Verdun, en ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Donné à Verdun, ce 19 août 1967.

*Le Secrétaire,*  
RAYMOND JACQUES.  
15143-61

21067-o

**Master Transmission Inc.**

Notice is hereby given that "Master Transmission Inc.", incorporated by letters patent bearing date November 9, 1961, and having its head office in the town of Verdun, has moved its business office from 868 Rielle Street, to 4045 Verdun Avenue, in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Verdun, August 19, 1967.

RAYMOND JACQUES,  
*Secretary.*  
15143-61

21067

**Quebec Uranium Mining Corporation  
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Quebec Uranium Mining Corporation » (No Personal Liability) a transporté son siège social de 100, d'Youville, suite 430, Québec, à 621, ouest, rue Craig, suite 400, Montréal.

*Le Secrétaire,*  
GILLES DE BILLY.

21083

5397-66

**Quebec Uranium Mining Corporation  
(No Personal Liability)**

Notice is given that "Quebec Uranium Mining Corporation" (No Personal Liability) has transferred its head office from 100 d'Youville, Suite 430, Quebec, to 621, Craig Street West, Suite 400, Montreal.

GILLES DE BILLY,  
*Secretary.*

21083-o

5397-66

**J. O. Beaudry inc.**

Avis est donné que la compagnie « J. O. Beaudry inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées selon la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le vingt-huit septembre 1966 et ayant son siège social dans la ville de La Sarre, Abitibi a établi son bureau au numéro deux cent dix-sept (217) de la rue principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à La Sarre, ce 15 février 1967.

*Le Président,*  
J. O. BEAUDRY.

21084

3506-66

**J. O. Beaudry inc.**

Notice is hereby given that the "J. O. Beaudry inc.", company incorporated by letters patent issued the Lieutenant-Governor of the province of Quebec bearing date September twenty-eight, 1966 and having its head office in La Sarre, Abitibi-West, has established its office at No 217 Main Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Date at La Sarre, this February 15, 1967.

J. O. BEAUDRY,  
*President.*

21084-o

3506-66

**Hector Gagné inc.**

Avis est donné que la compagnie « Hector Gagné inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec le vingt-cinq octobre 1966, et ayant son siège social dans la ville de La Sarre, Abitibi a établi son bureau principal au numéro deux cent trente (230) de la rue principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donnée à La Sarre, ce 25 juillet 1967.

*Le Président,*  
HECTOR GAGNÉ.

21085-o

4299-66

**Hector Gagné inc.**

Notice is hereby given that the "Hector Gagné inc.", company incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec bearing date October twenty-five, 1966, and having its head office in La Sarre, Abitibi-West, has established its office at No. 230 Main Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at La Sarre, this July 25, 1967.

HECTOR GAGNÉ,  
*President.*

21085-o

4299-66

**Polex Itée**

Avis est donné que la compagnie « Polex Itée », constituée en corporation par lettres patentes le 9e jour de mai 1967 a son siège social dans la cité de Laval, district de Montréal, au 1221 avenue Godin.

Donné à Montréal, ce 7e jour d'août 1967.

*Le Président,*  
JEAN-PAUL DUROCHER.

21086-o

1877-67

**Polex Itée**

Notice is given that "Polex Itée", incorporated by letters patent dated the 9th day of May, 1967, has its head office in the city of Laval, district of Montreal, at 1221 Godin Avenue,

Given at Montreal, this 7th day of August, 1967.

JEAN-PAUL DUROCHER,  
*President.*

21086

1877-67

**Shanedling Company Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Shanedling Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 5e jour de mai 1967, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province a établi son bureau à suite 930, édifice de La Banque Royale du Canada, 1, place Ville-Marie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21e jour d'août 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
ETHEN SHANEDLING.

21087 1988-67

**Shanedling Company Ltd.**

Notice is hereby given that "Shanedling Company Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 5th day of May 1967, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at suite 930, The Royal Bank of Canada Building, 1, Place Ville Marie.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 21st, day of August 1967.

ETHEL SHANEDLING,  
*Secretary-Treasurer.*

21087-o 1988-67

**Tradau Homeowners Association**

Avis est donné que la compagnie « Tradau Homeowners Association », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 14 mars 1958, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 4072, chemin Gage, l'a transporté à 4015, chemin Trafalgar.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 30e jour de juin 1967.

*Le Secrétaire,*  
JOHN F. STAIRS.

21088 10767-56

**Tradau Homeowners Association**

Notice is hereby given that "Tradau Homeowners Association", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated March 14, 1958, and having its its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today, at 4072 Gage Road, has moved it to 4015 Trafalgar Road.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 30th day of June 1967.

JOHN F. STAIRS,  
*Secretary.*

21088-o 10767-56

**Desprat Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Desprat Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 8 novembre 1966 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à suite 1516, 1 Place Ville Marie, Montréal 2, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4e jour du mois d'août 1967.

*Le Président,*  
J. G. PORTEOUS.

21100-o 4562-66

**Desprat Inc.**

Notice is hereby given that "Desprat Inc.", incorporated by letters patent issued on November 8, 1966, and having its head office in the town of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at suite 1516, 1 Place Ville Marie, Montreal 2, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 4th day of the month of August, 1967.

J. G. PORTEOUS,  
*President.*

21100 4562-66

**Bretteco Holdings Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Bretteco Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 9e jour de décembre 1966, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 3755, rue Courtrai, l'a transporté à 8455, rue Langelier, St-Léonard, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'août 1967.

*Le Secrétaire pro temp.,*  
E. DAWSON.

21109 5068-66

**Bretteco Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "Bretteco Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 9th day of December, 1966, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 3755 Courtrai Street, has moved it to 8455 Langelier Street, St. Leonard, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of August, 1967.

E. DAWSON,  
*Secretary pro temp.*

21109-o 5068-66

**Société C. David inc.**

Avis est donné que la compagnie « Société C. David inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mai 1967, et ayant

**Société C. David inc.**

Notice is given that "Société C. David inc.", incorporated by letters patent dated May 31, 1967, and having its head office in L'Assomption,

son bureau principal dans L'Assomption, a établi son bureau au numéro 1191 de la rue L'Ange-Gardien.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à L'Assomption, ce 8<sup>e</sup> jour d'août 1967.

Société C. David inc.,  
Par: BERTRAND ALLARD, NOTAIRE.  
21110-o 2462-67

has established its office at number 1191 L'Ange-Gardien Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at L'Assomption, this 8th day of August, 1967.

Société C. David inc.,  
Per: BERTRAND ALLARD, NOTARY.  
21110 2462-67

## Demande à la Législature

### Westpark Baptist Church

Prenez avis que « Westpark Baptist Church », situé au numéro 414 Crescent Norningside, Dollard des Ormeaux, Province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la loi de la constitution de certaines Églises et ses amendements, le chapitre 305 de l'année 1964 des Statuts Révisés de la Province de Québec.

Montréal, avril 5, 1967.

*Les Avocats du requérant,*  
CERINI, JAMIESON, SALMON, WATSON,  
21069-35-4-o BROWN & SOUAID.

## Application to Legislature

### Westpark Baptist Church

Notice is hereby given that "Westpark Baptist Church", 414 Norningside Crescent, Dollard Des Ormeaux, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 305 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1964, and Amendments.

Montreal, April 5, 1967.

CERINI, JAMIESON, SALMON, WATSON,  
BROWN & SOUAID,  
21069-35-4-o Solicitors for Petitioner.

## Syndicat professionnel

### Syndicat National des Employés du Transport Interurbain (C.S.N.)

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 juillet 1967, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus) », dont la constitution a été autorisée le 8 juin 1960, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Syndicat National des Employés du Transport Interurbain (C.S.N.) », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le présent avis annule et remplace celui qui a été publié dans le numéro 33 de la *Gazette officielle de Québec*, du 19 août 1967, à la page 5179, sous le titre « Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus) ».

Québec, le 22 août 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
21048-o 194-60

## Professional Syndicate

### Syndicat National des Employés du Transport Interurbain (C.S.N.)

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 20, 1967, authorized the change of name of "Le Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus)", whose incorporation was authorized on June 8, 1960, and whose head office is situated at Québec, into that of "Syndicat National des Employés du Transport Interurbain (C.S.N.)", and such, in pursuance to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

The present notice annuls and replaces the one which was published in number 33 of the *Quebec Official Gazette*, on August 19, 1967, on page 5179, under the title of "Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus)".

Quebec, August 22, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.  
21048 194-60

## Arrêtés en Conseil

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2109

Québec, le 15 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes.

## Orders in Council

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 2109

Québec, August 15, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Building Trades in the counties of Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts Refondus du Québec 1964, chapitre 143), le ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 2273 du 17 novembre 1965 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juillet 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approubation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2273, soit modifié comme suit:

L'alinéa 4<sup>o</sup> du paragraphe « n » de l'article XI est remplacé par le suivant:

« 4<sup>o</sup> Tous les apprentis doivent suivre des cours de perfectionnement le soir, d'une durée de vingt (20) semaines, annuellement, à raison d'une séance de deux ou trois heures par semaine, au Centre d'Apprentissage de Saint-Jérôme ou dans une succursale, durant la 2<sup>e</sup>, la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> années de leur apprentissage.

Les livrets d'apprentissage des mécaniciens en tuyauterie et électriciens sont donnés suivant la Loi régissant ces deux métiers. »

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*

21049-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2175

Québec, le 29 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 41 de la loi de l'assurance-dépôts du Québec (bill 51 sanctionné le 29 juin 1967), la Régie de l'assurance-dépôts du Québec peut faire des règlements concernant l'application de cette loi;

ATTENDU QUE ces règlements ont été adoptés par la Régie à une séance de son conseil d'administration tenue le 24 août 1967;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 de cette même Loi, les règlements de la Régie doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Finances:

QUE soient approuvés, en français et en anglais, les règlements intitulés « Règlements (1) » de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, suivant le texte des projets annexés au présent arrêté en conseil, et que, suivant la Loi, ils entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

*Le Greffier du Conseil Exécutif,*  
JACQUES PRÉMONT.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Minister of Labour gave notice that he intended submitting an amendment to Decree number 2273 of November 17, 1965, and amendments (Building Trades in the counties of Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes) for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the notice was published in the *Québec Official Gazette* of July 8, 1967;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 2273 be amended as follows:

Paragraph 4, subsection "n", section XI, is to be superseded by the following:

"4. During the second, third and fourth years of apprenticeship, all apprentices shall take refresher night courses for a period of twenty weeks every year. Such courses will last two or three hours and will be given once a week at the St. Jérôme Apprenticeship Centre or at a branch thereof.

Apprenticeship record books for pipe-mechanics and electricians shall be issued according to the provisions of the Acts governing the two trades in question."

JACQUES PRÉMONT,

21049-o

*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2175

Québec, August 29, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations of the Québec Deposit Insurance Board.

WHEREAS under section 41 of the Québec Deposit Insurance Act (Bill 51, sanctioned on June 29, 1967), the Québec Deposit Insurance Board may make regulations concerning the application of this Act;

WHEREAS these regulations were adopted by the Board at a meeting of its Board of Directors held on August 24, 1967;

WHEREAS under section 42 of this same Act, the regulations of the Board must be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council;

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT be approved, in French and English, the regulations entitled "Regulations (1)" of the Québec Deposit Insurance Board, according to the text of the annexed projects to the present Order in Council, and that, according to the Act, they come into force from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
*Clerk of the Executive Council.*

## RÉGIE DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC

## Règlements I

Règlements adoptés en vertu de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.

1° Dans les présents règlements,

a) « loi » désigne la Loi de l'assurance-dépôts du Québec;

b) « personne » désigne une personne physique, une association de personnes physiques, une personne morale, une association de personnes morales ou un gouvernement;

c) « règlements » désigne les règlements adoptés par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil; on peut les citer sous le nom de « règlements de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec »;

d) « société de prêt » ou « compagnie de prêt » désigne une société incorporée ou une compagnie dont l'activité principale au Québec est de prêter de l'argent contre la garantie d'hypothèques immobilières, sans toutefois désigner une banque, une compagnie d'assurance ou une compagnie de fidéicommis.

e) « police » désigne une police émise par la Régie sous l'article 34 de la loi et « détenteur de police » désigne l'institution ou la banque à laquelle une police a été émise.

2° (1) Aux fins et sous réserve de la loi et des règlements de la Régie,

a) « dépôt » ou « dépôt d'argent » désigne le solde impayé de l'ensemble des sommes reçues ou détenues par une institution ou une banque au sens de la loi, d'une personne ou pour une personne dans le cours ordinaire des affaires, et pour lequel l'institution ou la banque

i) a crédité, ou est obligée de créditer le compte de cette personne, ou

ii) a délivré, ou est tenue de délivrer un reçu, un certificat, une débenture autre qu'une débenture émise par une banque à charte, un effet négociable, une traite ou un chèque visé, un chèque de voyage, une lettre de crédit payée d'avance, un mandat ou autre effet dont l'institution ou la banque répond en premier lieu,

si l'institution ou la banque est obligée de rembourser les sommes

iii) à une date fixe,

iv) sur demande du déposant, ou

v) dans un délai fixe consécutif à la demande du déposant,

et comprend tout intérêt couru ou payable à la personne, mais ne comprend pas les sommes reçues ou détenues par l'institution ou la banque lorsque la date du dépôt est le 17 avril 1967, ou une date ultérieure, à moins que l'institution ou la banque ne soit obligée ou ne puisse, sur demande du déposant, devenir obligée de rembourser les sommes sur une période de cinq ans à compter de la date du dépôt ou à une date tombant cinq ans après cette date de dépôt;

b) « déposant » désigne une personne dont le compte a été ou doit être crédité des sommes constituant un dépôt ou partie d'un dépôt au sens du paragraphe a), ou une personne envers laquelle une institution ou une banque est responsable quant à un effet émis pour des sommes constituant un dépôt ou partie d'un dépôt au sens du paragraphe a); et

c) « date de dépôt » désigne, en ce qui concerne toutes sommes constituant un dépôt au sens du paragraphe a), la date à laquelle ces sommes sont créditées au compte du déposant, ou la date à laquelle l'institution ou la banque émet un effet pour ces sommes;

## QUÉBEC DEPOSIT INSURANCE BOARD

## Regulations I

Regulations under Québec Deposit Insurance Act

1. In these regulations,

(a) "Act" means the Québec Deposit Insurance Act.

(b) "person" means an individual, association of individuals, a body corporate, an association of bodies corporate or a government.

(c) "regulation" means the regulations made by the Québec Deposit Insurance Board and approved by the Lieutenant-Governor in Council, which may be cited as the Québec Deposit Insurance Board Regulations.

(d) "loan corporation" or "loan company" means an incorporated corporation or company whose principal operations in the Province of Québec consist in lending moneys secured by a hypothec on immovables, but does not include a bank, an insurance corporation or a trust company.

(e) "policy" means a policy issued by the Board under section 34 of the Act and "policyholder" means the institution or bank to whom a policy has been issued.

2. (1) For the purpose of, and subject to, the Act and regulations of the Board,

(a) "deposit" or "deposit of money" means the unpaid balance of the aggregate of moneys received or held by an institution or bank within the meaning of the Act, from or on behalf of a person in the usual course of business, and for which the institution or bank

(i) has given, or is obligated to give, credit to such person's account, or

(ii) has issued, or is obligated to issue, a receipt, certificate, debenture other than a debenture issued by a chartered bank, transferable instrument, draft, certified draft or cheque, traveller's cheque, prepaid letter of credit, money order or other instrument in respect of which the institution or bank is primarily liable,

if the institution or bank is obligated to repay the moneys

(iii) on a fixed date,

(iv) on demand by the depositor, or

(v) within a specified period of time following demand by the depositor,

and includes any interest accrued or payable to the person, but does not include moneys received or held by the institution or bank where the date of deposit is on or after April 17, 1967 unless the institution or bank is obligated or may by demand of the depositor become obligated, to repay the moneys within five years from such date of deposit or on a date five years after such date of deposit.

(b) "depositor" means a person whose account has been or is to be credited in respect of moneys constituting a deposit or part of a deposit within the meaning of paragraph (a), or a person to whom an institution or bank is liable in respect of an instrument issued for moneys constituting a deposit or part of a deposit within the meaning of paragraph (a); and

(c) "date of deposit" means with respect to any moneys constituting a deposit within the meaning of paragraph (a), the day credit for such moneys is given to the account of the depositor or the date an instrument is issued for such moneys by the institution or bank.

d) « institution », à l'article 2, se limite à une caisse d'épargne et de crédit au sens de la loi, une compagnie de fidéicommiss au sens de la loi, une compagnie de prêt ou une société de prêt au sens de l'article 1 des présents règlements et les dépositaires des fonds mentionnés à l'article 25 c) et d) de la loi;

e) l'exemption accordée par l'article 26 de la loi en faveur des fonds obtenus lors d'une émission de valeurs mobilières enregistrés auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec ne s'applique pas aux valeurs émises par une compagnie de fidéicommiss ou une compagnie de prêt ou une société de prêt au sens de l'article 1 des présents règlements.

2) Lorsqu'une institution inscrite doit rembourser des sommes à un déposant agissant à titre de fiduciaire ou de copropriétaire, pourvu que cette fiducie ou l'intérêt commun est révélé aux registres de l'institution, le dépôt du déposant agissant à titre de fidéicommissaire ou de copropriétaire est censé être, aux fins de la garantie de dépôts de la Régie, un dépôt distinct de tout dépôt de ce déposant agissant de son propre chef ou agissant à un autre titre de fiduciaire ou de copropriétaire.

3) Lorsqu'une institution inscrite doit rembourser des sommes à un déposant qui agit comme fiduciaire pour un bénéficiaire, si la fiducie est révélée par les registres de l'institution, l'intérêt du bénéficiaire de ce dépôt est censé, aux fins de la garantie de dépôts de la Régie, être un dépôt distinct de tout dépôt confié à l'institution par ce bénéficiaire de son propre chef et pour son propre usage, et distinct de tout intérêt de ce bénéficiaire dans tout autre dépôt en fiducie dont il est un bénéficiaire.

4) Lorsqu'une institution doit rembourser à une personne des sommes qu'elle a reçues ou qu'elle détient, le montant de ces sommes est censé ne pas faire partie d'un dépôt aux fins de la garantie de dépôts si la date de l'acquisition par cette personne de son intérêt dans ces sommes est postérieure à la date de l'expiration ou de l'annulation ou de la suspension du permis ou de la police de garantie de dépôts couvrant cette institution inscrite.

5) L'article 2 des présents règlements s'applique à tous les dépôts et dépôts d'argent, au sens de cet article, y compris ceux mentionnés à l'article 25 de la loi.

3° 1) Lorsqu'une personne réclame à la Régie un paiement à l'égard d'un dépôt confié à une institution inscrite, cette personne doit remplir une déclaration faite de la manière prescrite par la Régie, dans laquelle elle doit déclarer en détail tous les comptes, effets ou débetures à l'égard desquels elle fait une réclamation ou a un droit de réclamation contre l'institution.

2) Lorsqu'une personne réclame à la Régie un paiement à l'égard d'un effet négociable émis par une institution, la déclaration remplie en conformité du paragraphe 1) doit comprendre, relativement à cet effet, une déclaration du réclamant indiquant à quelle date il a acquis cet effet.

4° 1) Tous les permis et les polices émis par la Régie doivent être signés, au nom de la Régie, par le directeur général de la Régie ou deux de ses membres.

2) La Régie peut refuser l'émission d'un permis ou son renouvellement à moins que la personne qui le demande n'établisse à la satisfaction de la Régie qu'elle ne se trouve pas dans l'une ou dans l'autre des conditions suivantes:

(d) "institution" throughout section 2 shall be limited to a savings and credit union as defined by the Act, a trust company as defined by the Act, a loan corporation or loan company as defined by section 1 of the regulations, and the depositaries of the funds described in sections 25 (c) and 25 (d) of the Act.

(e) the exemption established by section 26 of the Act of funds obtained from securities registered with the Québec Securities Commission shall not apply to such securities when issued by a trust company or by a loan corporation or loan company as defined by section 1 of the regulations.

(2) Where a registered institution is obligated to repay moneys to a depositor who is acting as trustee for another or as joint owner with another, if the trusteeship or joint interest is disclosed upon the records of the institution, the deposit of such depositor acting as trustee or as joint owner with another shall be deemed for the purposes of deposit guarantee with the Board to be a deposit separate from any deposit of such depositor acting in his own right or acting in another joint or trust capacity with the institution.

(3) Where a registered institution is obligated to repay moneys to a depositor who is acting as trustee for a beneficiary, if the trusteeship is disclosed upon the records of the institution, the interest of the beneficiary in such deposit shall be deemed for the purpose of deposit guarantee with the Board to be a deposit separate from any deposit of such beneficiary made with the institution in his own right for his own use, and separate from any interest of such beneficiary in respect of any other trust deposit of which he is a beneficiary.

(4) Where an institution is obligated to repay to a person any moneys that are received or held by the institution, the amount of such moneys shall be deemed not to constitute part of a deposit for the purposes of deposit guarantee if the date the person acquires his interest in such moneys is a date subsequent to the date on which the permit or policy, as the case may be, of the institution, covering the guarantee of such deposits is suspended, cancelled or terminated.

(5) Section 2 shall apply to all deposits and deposits of money as therein defined, including those described in section 25 of the Act.

3. (1) Where any person claims payment from the Board in respect of a deposit with a registered institution, that person shall complete a declaration in a form prescribed by the Board, in which he shall make full disclosure of all accounts, instruments or obligations in respect of which he is claiming or his a right to claim against the institution.

(2) Where a person claims payment from the Board in respect of any transferable instrument issued by an institution the declaration completed pursuant to subsection (1) shall include, in respect of each such instrument, a statement by the claimant setting out the date on which he acquired the instrument.

4. (1) All permits and policies issued by the Board shall be signed, on behalf of the Board, by the General Manager of the Board or two Directors thereof.

(2) The Board may refuse to issue a permit or renewal of permit unless the applicant has satisfied the Board that it does not fall within any of the following conditions:

a) est insolvable ou sur le point de le devenir;  
 b) a fait défaut de rembourser à échéance un dépôt d'argent ou de payer à échéance les intérêts dus sur ce dépôt et pour lequel aucun paiement n'a été fait depuis ou aucun arrangement pour paiement, à la satisfaction de la Régie, n'a été conclu;

c) ne reçoit plus de dépôts d'argent du public;

d) suit ou peut suivre de mauvaises pratiques commerciales ou financières;

e) n'a pas rempli les conditions prescrites par la loi et les règlements, ou

f) n'est pas ou peut ne pas être dans une situation financière satisfaisante.

5° Une demande de permis d'inscription en vertu de la loi de l'assurance-dépôts, faite par une institution, doit être rédigée selon la formule 1 de l'annexe des présents règlements. Seule une institution visée à l'article 2 d) des présents règlements peut faire une telle demande.

6° Un permis d'inscription en vertu de la loi de l'assurance-dépôts, émis à une institution, doit être rédigé selon la formule 2 de l'annexe des présents règlements.

7° Une police de garantie de dépôts émise à une institution inscrite ou à une banque en vertu de l'article 34 de la loi doit être rédigée selon la formule 3 de l'annexe des présents règlements, *mutatis mutandis*.

8° 1) En ce qui concerne les polices émises en vertu de l'article 34 de la loi, la Régie doit, chaque année, cotiser chaque détenteur de police et lui faire verser une prime annuelle égale au plus élevé des deux montants suivants: a) cent dollars, ou b) un trentième de un pour cent du montant total des dépôts en vigueur chez ce détenteur de police le 30 avril de ladite année et couverts par cette police.

2) La prime payable par un détenteur de police doit être calculée à partir des rapports que ce dernier doit certifier et soumettre selon la forme et à la date que la Régie peut exiger.

3) La moitié de la prime payable par un détenteur de police doit être payée à la Régie, sans intérêt, le ou avant le 30<sup>e</sup>me jour de juin de l'année où la prime est payable et le solde doit être payé à la Régie, sans intérêt, le ou avant le trente et unième jour de décembre de ladite année.

4) Nonobstant le paragraphe 1), une prime égale à la dite moitié du montant de la prime annuelle au sens du paragraphe 1) est payable par un détenteur de police, en rapport avec ses dépôts au trente et unième jour d'octobre de toute année où de tels dépôts sont couverts par une police de garantie de dépôts émise par la Régie, si ce détenteur de police a été couvert pour la première fois par une police émise en vertu de la loi dans les six mois précédant immédiatement cette date.

5) Nonobstant toute disposition du présent article, la Régie peut exiger un intérêt ne dépassant pas six pour cent par année sur le montant de toute prime impayée à la date où elle devient exigible.

6) Dans le calcul de sa prime annuelle pour toute police de garantie de dépôts, un détenteur de police est censé s'être conformé aux exigences du paragraphe 1) de l'article 8 des présents règlements si la prime annuelle est calculée sur le total de tous les dépôts faits hors du Québec selon la définition de la police, de la loi et des présents règlements, mais en n'incluant dans ce calcul qu'un maximum de \$20,000 pour chaque dépôt qui dépasse \$20,000.

(a) is insolvent or about to become so;

(b) has failed to repay a deposit of money at maturity or to pay interest thereon when due, and for which no payment or arrangement for payment, satisfactory to the Board, has since been made;

(c) no longer receives deposits of money from the public;

(d) is or may be following unsound business or financial practices;

(e) has not fulfilled the conditions prescribed in the Act or regulations;

(f) is not or may not be in a satisfactory financial condition.

5. An application by an institution for a permit of registration under the Act shall be in Form 1 of the Schedule to these regulations. The applicant shall be one of the institutions described in section 2(d) of these regulations.

6. A permit of registration under the Act, issued to an institution, shall be in Form 2 of the Schedule to these regulations.

7. A policy of deposit guarantee issued to a registered institution or bank under section 34 of the Act shall be in Form 3 of the Schedule to these regulations, *mutatis mutandis*.

8. (1) With regard to the policies issued under section 34 of the Act, the Board shall each year assess and collect from each policyholder an annual premium equal to the greater of

(a) one hundred dollars or

(b) one-thirtieth of one per cent of the total amount of such deposits as are deposited with the policyholder as of the 30th day of April of that year and which are covered by the policy.

(2) The premium payable by a policyholder shall be based on returns to be certified by the policyholder and submitted in such form, and at such time, as the Board may require.

(3) One-half of the premium payable by a policyholder shall be paid to the Board, without interest, on or before the 30th day of June in the year for which the premium is payable and the balance shall be paid to the Board, without interest, on or before the 31st day of December in that year.

(4) Notwithstanding subsection (1), a premium equal to one-half of the amount of the annual premium under subsection (1) is payable by a policyholder with respect to its deposits on the 31st day of October in any year that are covered by a policy of deposit guarantee issued by the Board, if the policyholder is first covered by a policy issued under this Act within the six-month period immediately preceding that day.

(5) Notwithstanding anything in this section, the Board may charge interest not in excess of six per cent per annum on the amount of any premium not paid on or before the due date thereof.

(6) In computing its annual premium for any policy of deposit guarantee, a policyholder shall be deemed to have complied with the requirements of paragraph 8 (1) of the regulations if the annual premium is computed on the total of all deposits made outside of Québec as defined by the policy, the Act and these regulations, but including in such computation only the amount of \$20,000 for each deposit that is greater than \$20,000.

7) Dans le cas d'une police émise pour une période inférieure à une année complète, la prime payable doit être calculée au *pro rata*, c'est-à-dire proportionnellement au nombre de jours où la police est en vigueur par rapport à 365.

9° 1) Sous réserve du paragraphe 3), une institution inscrite doit exhiber bien en évidence les signes officiels d'inscription auprès de la Régie de telle sorte que ces signes soient clairement visibles à l'entrée et à l'intérieur de chaque lieu d'affaires de l'institution.

2) Les signes d'inscription sont fournis par la Régie aux institutions inscrites et doivent être sous la forme suivante:

(7) In the case of a policy issued for any period less than a full year the premium payable in respect of such policy shall be calculated *pro rata*, that is, shall be such proportion of the yearly premium as the number of days in which the policy is in force bears to 365 days.

9. (1) Subject to subsection (3) a registered institution shall display prominently the official registration signs of the Board in a manner that ensures that such signs are clearly visible at the entrance to and within each place of business operated by the registered institution.

(2) The registration signs shall be supplied to a registered institution by the Board and shall be in the following form:



3) Les signes officiels d'inscription auprès de la Régie ne doivent pas être exhibés par une institution si le permis de la Régie qui couvrirait cette institution a été suspendu, annulé ou résilié.

10° 1) Une institution inscrite peut employer dans sa publicité l'expression « inscrite en vertu de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec » et les autres expressions qui sont approuvées par la Régie, mais une institution inscrite ne doit pas employer la déclaration publicitaire permise par le présent article, ni, sauf ce que prévoient les règlements, employer quelque autre marque, signe, annonce ou autre moyen pour indiquer que les dépôts faits à cette institution inscrite sont garantis ou assurés par la Régie, sans soumettre au préalable à la Régie les détails de la forme et de la composition de la marque, du signe, de l'annonce ou autre moyen proposé et sans obtenir l'approbation écrite de la Régie.

2) Une institution ne doit pas publier de déclaration ni de marque, signe annonce ou autre moyen pour indiquer que ses dépôts sont assurés ou garantis par la Régie si le permis à l'institution a été suspendu, résilié ou annulé.

3) Pour veiller à ce que personne ne se méprenne sur la nature de toute transaction avec une institution inscrite, lorsqu'une institution inscrite reçoit et détient des sommes qui ne font pas partie d'un dépôt d'argent comme le définissent la loi et les règlements, et émit un effet pour ces sommes, l'effet doit porter clairement au recto la mention suivante: « Ceci n'est pas un dépôt garanti tel que le définit la Loi de l'assurance-dépôts du Québec », ou toute autre expression au même effet que la Régie peut approuver par écrit.

(3) The official registration signs of the Board shall not be displayed by any institution if the permit of the institution with the Board has been suspended, cancelled or terminated.

10. (1) A registered institution may use in its advertising the statement "Registered under Québec Deposit Insurance Act", and such other statements as are approved by the Board but a registered institution shall not use the advertising statement permitted by this section or, except as provided by the regulations, use any other mark, sign, advertising or device to indicate that deposits with such registered institution are guaranteed or insured by the Board without first submitting details of the form and composition of the proposed mark, sign, advertising or device to the Board and obtaining the approval of the Board in writing.

(2) An institution shall not use any statement or any mark, sign, advertising or device to indicate that its deposits are insured or guaranteed by the Board if the permit of the institution issued by the Board has been suspended, terminated or cancelled.

(3) To ensure that no person misunderstands the nature of any transaction with a registered institution, where a registered institution receives and holds moneys that would not constitute part of a deposit of money as defined by the Act and regulations, and issued an instrument for those moneys, the instrument shall be clearly marked on its face "This is not a guaranteed deposit as defined by the Québec Deposit Insurance Act", or with any words to similar effect that may be approved by the Board in writing.

11° 1) Toute institution inscrite et tout détenteur de police doit permettre à la personne désignée par la Régie d'examiner ses affaires au moins une fois par année et à tout autre moment où la Régie l'exige.

2) Les officiers, employés et agents de l'institution inscrite et du détenteur de police doivent permettre l'examen de ses livres par la personne désignée par la Régie, et faciliter le plus possible cet examen; la personne ainsi désignée a droit d'accès aux livres, aux documents et pièces justificatives de l'institution inscrite et du détenteur de police ainsi qu'à toute valeur mobilière détenue par elle et cette personne peut exiger tout renseignement et toute explication qu'elle juge nécessaire pour compléter son examen.

3) L'institution inscrite et le détenteur de police doivent préparer et faire parvenir à la Régie, dans les deux mois de la fin de leur année financière, un rapport annuel dans la forme prescrite par la Régie, exposant l'état de leurs affaires et plus particulièrement:

a) l'actif et le passif à la fin de l'année financière;

b) Les revenus et les dépenses de l'année écoulée; et

c) toutes autres informations exigées par la Régie.

Ce rapport doit être attesté sous serment par un administrateur de l'institution inscrite ou d'un détenteur de police et par le secrétaire, gérant ou autre officier autorisé par résolution du conseil d'administration de l'institution inscrite ou du détenteur de police.

4) L'institution inscrite et le détenteur de police doivent verser à la Régie le coût des dépenses que cette dernière détermine pour couvrir les frais de l'examen de leurs affaires.

5) Une institution inscrite et un détenteur de police ne doivent pas agir de façon à se trouver dans l'une ou dans l'autre des conditions mentionnées à l'article 31 de la loi et à l'article 4 (2) des règlements.

6) Lorsque, de l'opinion de la Régie, une institution inscrite ou un détenteur de police a enfreint la loi, les règlements ou les dispositions de la police émise sous la loi, ou se trouve dans l'une ou dans l'autre des conditions énumérées dans l'article 31 de la loi et l'article 4 (2) des règlements, la Régie, par lettre recommandée, peut donner un premier avis de l'infraction au président du conseil d'administration ou au secrétaire de l'institution inscrite ou du détenteur de police, accorder un délai d'au moins dix jours pour permettre à l'institution ou au détenteur de police de remédier à ladite infraction à la loi, aux règlements ou aux dispositions de la police, et permettre à l'institution ou au détenteur de police de se faire entendre dans le délai fixé par l'avis; le président du conseil d'administration ou le secrétaire de l'institution ou du détenteur de police doit présenter ce premier avis de la Régie à une assemblée des administrateurs de l'institution ou du détenteur de police dans les trente jours suivant la réception de l'avis; si, à la fin du délai fixé dans le premier avis, l'institution ou le détenteur de police n'a pas pris les mesures pour faire cesser l'infraction à la loi, aux règlements ou aux dispositions de la police, la Régie peut, par lettre recommandée, donner à l'institution ou au détenteur de police (et, dans le cas d'une police, au ministre compétent de la province ayant autorité sur les dépôts faits dans ladite province et couverts par la police) un deuxième avis d'au moins sept jours pour annuler,

11. (1) The registered institution and the policyholder shall permit a person designated by the Board to examine its affairs at least once a year, and at such other times as the Board may require.

(2) The officers, servants and agents of the registered institution and of the policyholder shall cause its books to be opened for examination by the person designated by the Board, and shall facilitate the examination so far as it is in their power, and such designated person shall have a right of access to the books, minutes, accounts, cash securities, documents and vouchers of the registered institution and the policyholder and any security held by it, and may require such information and explanations as he deems necessary for the performance of this examination.

(3) The registered institution and the policyholder shall prepare and file with the Board, within two months of the end of its financial year, an annual statement in a form prescribed by the Board, showing its condition and affairs, and such statement shall set out:

(a) the assets and liabilities as of the end of the financial year;

(b) the income and expenditures during the financial year; and

(c) such other information as the Board may require;

and shall be verified under oath of a director of the registered institution or of the policyholder and the secretary, manager or another officer who is authorized by resolution of the board of directors of the registered institution or the policyholder.

(4) The registered institution and the policyholder shall be obliged to pay to the Board such expenses as the Board may fix to cover the costs of examination of its affairs.

(5) A registered institution and a policyholder shall not act so that it falls within any of the conditions enumerated in section 31 of the Act and section 4 (2) of the regulations.

(6) If, in the opinion of the Board, any registered institution or policyholder has committed an infringement of the Act, regulations, or policy issued thereunder, or has fallen within any of the conditions enumerated in section 31 of the Act or section 4 (2) of the regulations, the Board may, in writing and by registered mail, report such fact by first notice to the president or chairman of the board or secretary of the institution or the policyholder and allow a period of time of not less than ten days for the institution or the policyholder to remedy the said infringement of the Act, regulations or policy and allowing the institution or the policyholder to be heard within the time fixed by said notice; the president or chairman of the board of directors or secretary of the institution or the policyholder shall cause the said first notice of the Board to be presented to a meeting of the directors of the institution or the policyholder within thirty days after the receipt of such notice; if, after the period fixed by such first notice has elapsed, the institution or the policyholder has not remedied the said infringement of the Act, regulations or policy, the Board may, in writing and by registered mail, give the institution or the policyholder (and, in the case of a policy, the appropriate Minister of the Province having jurisdiction over the deposits made in such Province, covered by the policy) a second notice of at least seven days, cancelling, at the expiry of delay fixed by said notice, the registered institu-

à la fin du délai fixé dans l'avis, le permis de l'institution inscrite ou la police du détenteur selon le cas. La Régie peut, en tout temps, prolonger le délai fixé par tout avis qu'elle donne en vertu de la loi et des règlements ou révoquer tout avis.

7) Lorsque, de l'opinion de la Régie, une institution inscrite ou un détenteur de police se trouve dans l'une ou dans l'autre des conditions énumérées à l'article 31 de la loi ou l'article 4(2) des règlements, la Régie peut suspendre le permis ou la police après avoir donné à l'institution un avis d'au moins trois jours, par lettre recommandée; l'avis doit contenir la ou les raisons de la suspension et permettre à l'institution de se faire entendre dans le délai mentionné dans l'avis. La Régie a le droit de prolonger le délai fixé dans ledit avis ou révoquer tout avis.

8) Dans le cas de la suspension ou l'annulation par la Régie, d'un permis ou d'une police (que ce soit par une décision de la Régie ou par effet de l'article 34 de la loi comme suite à la suspension ou de l'annulation du permis d'une institution inscrite) ou de la fin d'une police, comme le prévoient les règlements, les dépôts d'argent dus par l'institution au moment de ladite suspension, de l'annulation ou de la terminaison continuent d'être garantis en vertu de la loi ou de la police, selon le cas, et l'institution ou le détenteur de police continue à être assujéti aux articles 8, 11(1), 11(2), 11(3) et 11(4) des présents règlements pendant que dure cette garantie par la Régie.

9) Tout permis, à moins qu'une autre date n'y soit fixée, expire un an après la date de sa délivrance; il peut être renouvelé pour la même durée si l'institution fait une demande de renouvellement selon la formule 1 de l'annexe et si cette demande est approuvée par la Régie. La Régie a le droit de fixer, à sa discrétion, une autre durée pour le permis.

12° (1) La durée de chaque police, en vertu de l'article 34 de la loi, est d'un an à compter de la date de sa délivrance, et si elle est encore en vigueur à la fin de ladite année, elle sera renouvelée par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an, et ainsi de suite, de temps en temps, jusqu'à ce qu'elle soit suspendue, annulée ou terminée.

2) Sous réserve de ce qui suit, il peut également être mis fin à une police aux conditions suivantes:

a) en tout temps du consentement mutuel de la Régie et du détenteur de la police;

b) lors de l'émission en faveur du détenteur de la police d'une police d'assurance-dépôts par la Société d'assurance-dépôts du Canada à condition que cette dernière police couvre au moins tous dépôts couverts par la police émise par la Régie, à des conditions au moins égales à celles prévues par la police émise par la Régie; pourvu toutefois que la Régie ne consente à mettre fin à une police en conformité du sous-paragraphe a) avant qu'un avis d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours de cette intention n'eût été donné au ministre, ministre ou autre fonctionnaire compétent du gouvernement de toute province autre que le Québec où le détenteur de police fait affaires; de même, il ne peut être mis fin à une police conformément au sous-paragraphe b) avant que le ministre, ministre ou autre fonctionnaire compétent du gouvernement de toute province autre que le Québec où le détenteur de police fait affaires n'ait informé la Régie que, de l'avis de ce gouvernement, la

tion's permit or the policyholder's policy, as the case may be. The Board may also, at any time, extend the delay fixed by any notice given by it under the Act and regulations or revoke such notice.

(7) The Board may suspend the permit of a registered institution if, in the opinion of the Board, it has fallen within any of the conditions enumerated in section 31 of the Act or section 4 (2) of the regulations, after giving to the institution a written notice by registered mail of at least three days, setting forth the reason or reasons thereof and allowing the institution to be heard within the delay fixed by the said notice. The Board shall have the right to extend any delay fixed by such notice or revoke such notice.

(8) In the case of suspension or cancellation of any permit by the Board or of any policy by the Board (whether by act of the Board or as an automatic result of suspension or cancellation of the permit of a registered institution as provided by section 34 of the Act) or termination of a policy, as provided by the regulations, deposits of moneys owing by the institution on date of said suspension, cancellation or termination shall continue to be guaranteed under the Act or policy as the case may be and the institution and policyholder shall continue to be bound by sections 8, 11 (1), 11 (2), 11 (3) and 11 (4) of the regulations during such continuing period of guarantee by the Board.

(9) Every permit, unless otherwise stated therein, shall expire one year from the date of issue thereof, but may be renewed for the same term upon the making by the institution of an application for renewal in the same form as Form 1 of the schedule, if approved by the Board. The Board shall have the right to provide in the permit for any other duration, in its discretion.

12. (1) The term of each policy under section 34 of the Act shall be for one year from date of issue, and, if in force at the end of such year, shall be automatically renewed for a further period of one year and so on from time to time until such policy is suspended, cancelled or terminated.

(2) Subject as hereinafter provided, a policy may also be terminated upon the following conditions:

(a) at any time with the mutual consent of the Board and the policyholder;

(b) upon the issue to the policyholder of a policy of deposit insurance by the Canada Deposit Insurance Corporation covering at least all deposits then guaranteed under the policy issued by the Board to at least the same extent as the policy issued by the Board;

provided that the Board shall not consent to the termination of a policy under the foregoing clause (a) until at least ninety (90) days notice of the intention to terminate such policy has been given to the appropriate minister, department or other official of the government of each province other than Québec in which the policyholder carries on business, and a policy shall not be terminated under the foregoing clause (b) until the appropriate minister, department or other official of the government of each province other than Québec in which the policyholder carries on business shall have notified the Board that such government is satisfied that the policy



Le requérant convient de fournir tous renseignements supplémentaires demandés par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et de se conformer à ladite Loi de l'assurance-dépôts du Québec et aux règlements faits en vertu de ladite loi.

The applicant agrees to send any further information requested by the Québec Deposit Insurance Board and to comply with and abide by the said Québec Insurance Deposit Act and Regulations made thereunder.

Fait ce ..... jour de ..... 19...

Dated this ..... day of ..... 19...

(témoin)

(président)

(Witness)

President)

(témoin)

(secrétaire)

(Witness)

Secretary

FORMULE 2

*Régie de l'assurance-dépôts du Québec*

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec atteste par les présentes que

(adresse du siège social)

reçoit par les présentes un permis à titre d'institution inscrite en vertu de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.

Ce permis est assujéti aux dispositions de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec et aux règlements adoptés sous son régime.

La durée de ce permis est celle prévue par les règlements.

Fait ce ..... jour de ..... 19...

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Par .....

FORMULE 3

*Régie d'assurance-dépôts du Québec*

Considérant que la .....

(adresse du siège social)

ci-après appelé « l'institution inscrite » est une institution inscrite en vertu de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec, a été constituée en incorporation en vertu d'une loi de la province de Québec, et a demandé une police de garantie de dépôts à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, ci-après appelée la « Régie », et

Considérant que la Régie a autorisé l'institution inscrite à solliciter une police de garantie de dépôts.

La Régie, par les présentes, moyennant une prime et suivant les conditions stipulées dans cette police, garantit les dépôts faits en dehors de la province de Québec à l'institution inscrite jusqu'à concurrence du montant prévu à l'article 34 de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec, ci-après appelée la « Loi » et, aux règlements de la Régie, le tout aux conditions suivantes:

1) Les dépôts faits en dehors du Québec dans les provinces suivantes seulement sont couverts par la police:

FORM 2

*Québec Deposit Insurance Board Permit of Registration*

The Québec Deposit Insurance Board hereby certified that .....

(address of head office)

is hereby granted a permit as a registered institution under the Québec Deposit Insurance Act.

This permit is issued subject to the provisions of the Québec Deposit Insurance Act and the Regulations made thereunder.

The term of this permit shall be as fixed by the regulations.

Dated this ..... day of ..... 19...

Québec Deposit Insurance Board,

per: .....

FORM 3

*Québec Deposit Insurance Board Policy of Deposit Guarantee*

Whereas the .....

(address of head office)

hereinafter referred to as the "Registered Institution", is a registered institution under the Québec Deposit Insurance Act, was incorporated under an Act of the Province of Québec, and has applied for a policy of deposit guarantee to the Québec Deposit Insurance Board, hereinafter referred to as the "Board", and

Whereas the Board has approved the registered institution for a policy of deposit guarantee.

The Board hereby, for a premium and on the conditions stipulated in this policy, guarantees the deposits made outside the Province of Québec to the registered institution to the extent provided for by section 34 of the Québec Deposit Insurance Act, the Regulations of the Board and under the following conditions:

(1) Deposits made outside of Québec in the following provinces only shall be covered by the policy;

- 2) L'institution inscrite convient de payer les primes mentionnées à la Loi et aux règlements et de se conformer aux exigences de ladite Loi et des règlements pour le calcul de ces primes.
- 3) Cette police est assujettie aux dispositions et conditions de la Loi et des règlements et le détenteur de police s'engage à s'y conformer.
- 4) Sauf le cas d'annulation ou de suspension selon la loi et les règlements on ne pourra mettre fin à cette police qu'aux conditions et de la manière décrite au paragraphe 2 de l'article 12 des règlements.

Le..... accepte par les présentes  
(nom de l'institution)  
les termes et conditions de la présente police, en  
date du.....  
..... jour de..... 19.....

.....  
(nom de l'institution)

Par.....  
(président)

Par.....  
(secrétaire)

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec consent par les présentes et émet la présente police, qui prend effet à compter du.....  
..... jour de..... 19.....

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Par.....

(Sceau)

21107-0

- (2) The registered institution agrees to pay the premiums provided by the Act and regulations and to comply with the requirements of said Act and regulations in computing such premiums.
- (3) This policy is subject to the provisions and conditions of the Act and regulations and the policy-holder undertakes to comply with them.
- (4) This policy, except for cancellation or suspension under the Act and regulations, may be terminated only on the conditions and in the manner set forth in subsection 2 of section 12 of the regulations.

The..... hereby agrees  
(name of institution)  
to the terms and conditions of this policy,  
on the.....  
..... day of..... 19.....

.....  
(name of institution)

Per.....  
(President)

Per.....  
(Secretary)

The Québec Deposit Insurance Board hereby consents to and issues this policy, to take effect from the..... day of..... 19.....

Québec Deposit Insurance Board

Per:.....

(Seal)

21107-0

**Soumissions**

**Les Commissaires d'écoles  
pour la municipalité de Giffard  
Comté de Chauveau**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Geo.-E. Girardin, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 3301, Boulevard Mgr Gauthier, Giffard, Québec 5, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 18 septembre 1967, pour l'achat de \$442,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Giffard, comté de Chauveau, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 17 mars 1967 — \$442,500 — agrandissement de l'école Marie-Renouard.  
Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$442,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....	x \$36,500
1er octobre 1969.....	x 39,000

**Tenders**

**The School Commissioners  
for the Municipality of Giffard  
County of Chauveau**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Geo.-E. Girardin, secretary-treasurer, Office of the School Commission, 3301 Mgr Gauthier Boulevard, Giffard, Québec 5, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, September 18, 1967, for the purchase of an issue of \$442,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Giffard, county of Chauveau, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated March 17, 1967 — \$442,500 — enlargement of Marie-Renouard School.  
For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$442,500 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....	x \$36,500
October 1, 1969.....	x 39,000

1er octobre 1970.....	x	\$42,000
1er octobre 1971.....	x	45,000
1er octobre 1972.....	x	48,000
1er octobre 1973.....	x	51,000
1er octobre 1974.....		8,000
1er octobre 1975.....		9,000
1er octobre 1976.....		9,000
1er octobre 1977.....		10,000
1er octobre 1978.....		10,000
1er octobre 1979.....		11,000
1er octobre 1980.....		12,000
1er octobre 1981.....		13,000
1er octobre 1982.....		14,000
1er octobre 1983.....		15,000
1er octobre 1984.....		16,000
1er octobre 1985.....		17,000
1er octobre 1986.....		18,000
1er octobre 1987.....		19,000

October 1, 1970.....	x	\$42,000
October 1, 1971.....	x	45,000
October 1, 1972.....	x	48,000
October 1, 1973.....	x	51,000
October 1, 1974.....		8,000
October 1, 1975.....		9,000
October 1, 1976.....		9,000
October 1, 1977.....		10,000
October 1, 1978.....		10,000
October 1, 1979.....		11,000
October 1, 1980.....		12,000
October 1, 1981.....		13,000
October 1, 1982.....		14,000
October 1, 1983.....		15,000
October 1, 1984.....		16,000
October 1, 1985.....		17,000
October 1, 1986.....		18,000
October 1, 1987.....		19,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$282,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements de \$47,000 chacun, de 1968 à 1973 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 septembre 1967, à 7.30 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 3301, Boulevard Mgr Gauthier, Giffard, Québec 5, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, (Comté de Chauveau), ce 23 août 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
GEO.-E. GIRARDIN.

Bureau de la commission scolaire,  
3301, Boulevard Mgr Gauthier,  
Giffard, Québec 5, P.Q.

Téléphone: 661-8461, code 418. 21073-0

**Cité de Jonquière**  
Comté de Jonquière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lionel Harvey, greffier, Hôtel de Ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le 18 septembre 1967, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la cité de Jonquière,

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$282,000 granted by the Provincial Government and payable in six instalments of \$47,000 each, from 1968 to 1973 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Monday, September 18, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Office of the School Commission, 3301 Mgr Gauthier Boulevard, Giffard, Québec 5, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Giffard, (County of Chauveau), August 23, 1967.

*GEO.-E. GIRARDIN,*  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the School Commission,  
3301 Mgr Gauthier Boulevard,  
Giffard, Québec 5, P.Q.

Telephone: 661-8461, code 418. 21073

**City of Jonquière**  
County of Jonquière

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lionel Harvey, city clerk, City Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q., until 4:00 o'clock p.m., Monday, September 18, 1967, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the city of Jonquière, county of Jonquière, dated

comté de Jonquière, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 676 — \$62,000 — achat d'équipement; 680 — \$70,000 — aqueduc, égouts, voirie; 681 — \$168,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$11,000
1er octobre 1969	12,000
1er octobre 1970	12,500
1er octobre 1971	13,500
1er octobre 1972	14,000
1er octobre 1973	15,000
1er octobre 1974	16,000
1er octobre 1975	17,000
1er octobre 1976	18,000
1er octobre 1977	19,000
1er octobre 1978	11,500
1er octobre 1979	12,000
1er octobre 1980	13,000
1er octobre 1981	13,500
1er octobre 1982	14,500
1er octobre 1983	15,500
1er octobre 1984	16,500
1er octobre 1985	17,500
1er octobre 1986	18,500
1er octobre 1987	19,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payable à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 septembre 1967, à 4 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (Comté de Jonquière), ce 23 août 1967.

Le Greffier,  
LIONEL HARVEY.

Hôtel de Ville, 320, rue St-Dominique,  
Jonquière, (Jonquière), P.Q.

Téléphone: 542-4127, code 418. 21090-o

October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 676 — \$62,000 — purchase of equipment; 680 — \$70,000 — aqueduct, sewers, roads; 681 — \$168,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968	\$11,000
October 1, 1969	12,000
October 1, 1970	12,500
October 1, 1971	13,500
October 1, 1972	14,000
October 1, 1973	15,000
October 1, 1974	16,000
October 1, 1975	17,000
October 1, 1976	18,000
October 1, 1977	19,000
October 1, 1978	11,500
October 1, 1979	12,000
October 1, 1980	13,000
October 1, 1981	13,500
October 1, 1982	14,500
October 1, 1983	15,500
October 1, 1984	16,500
October 1, 1985	17,500
October 1, 1986	18,500
October 1, 1987	19,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 18, 1967, at 4:00 o'clock p.m., at the City Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, (County of Jonquière), August 23, 1967.

LIONEL HARVEY,  
City Clerk.

City Hall, 320 St-Dominique Street,  
Jonquière, (Jonquière), P.Q.

Telephone: 542-4127, code 418. 21090

**Ville de Masson**  
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre Hayes, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Masson, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 septembre 1967, pour l'achat de \$60,000 d'obligations de la ville de Masson, comté de Papineau, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 5 — \$60,000 — construction d'une piscine et aménagement d'un terrain de jeux.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$60,000 — 15 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$3,000
1er octobre 1969	3,000
1er octobre 1970	3,000
1er octobre 1971	3,000
1er octobre 1972	3,500
1er octobre 1973	3,500
1er octobre 1974	3,500
1er octobre 1975	3,500
1er octobre 1976	4,000
1er octobre 1977	4,000
1er octobre 1978	4,000
1er octobre 1979	5,000
1er octobre 1980	5,000
1er octobre 1981	6,000
1er octobre 1982	6,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Masson.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 septembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Masson, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Masson, (Comté de Papineau), ce 23 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,  
PIERRE HAYES.

Hôtel de Ville  
Masson, (Papineau), P.Q.  
Téléphone: 986-3918, code 819. 21091-0

**Town of Masson**  
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Pierre Hayes, secretary-treasurer, Town Hall, Masson, county of Papineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, September 19, 1967, for the purchase of an issue of \$60,000 of bonds for the town of Masson, county of Papineau, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 5 — \$60,000 — construction of a swimming pool and the organization of a playground.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$60,000 — 15 years

Year	Capital
October 1, 1968	\$3,000
October 1, 1969	3,000
October 1, 1970	3,000
October 1, 1971	3,000
October 1, 1972	3,500
October 1, 1973	3,500
October 1, 1974	3,500
October 1, 1975	3,500
October 1, 1976	4,000
October 1, 1977	4,000
October 1, 1978	4,000
October 1, 1979	5,000
October 1, 1980	5,000
October 1, 1981	6,000
October 1, 1982	6,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Masson.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, September 19, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Masson, county of Papineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Masson, (County of Papineau), August 23, 1967.

PIERRE HAYES,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall,  
Masson, (Papineau), P.Q.  
Telephone: 986-3918, code 819. 21091

**Municipalité de Saint-Donat**

Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules St-Georges, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 407, rue Principale, C.P. 28, St-Donat, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8 heures 30 du soir, mercredi, le 20 septembre 1967, pour l'achat de \$125,000 d'obligations de la municipalité de St-Donat, comté de Montcalm, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 76 — \$125,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$125,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$ 3,500
1er octobre 1969	3,500
1er octobre 1970	4,000
1er octobre 1971	4,000
1er octobre 1972	4,500
1er octobre 1973	4,500
1er octobre 1974	5,000
1er octobre 1975	5,000
1er octobre 1976	5,500
1er octobre 1977	5,500
1er octobre 1978	6,000
1er octobre 1979	6,500
1er octobre 1980	7,000
1er octobre 1981	7,000
1er octobre 1982	7,500
1er octobre 1983	8,000
1er octobre 1984	8,500
1er octobre 1985	9,000
1er octobre 1986	10,000
1er octobre 1987	10,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Donat.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 20 septembre 1967, à 8 heures 30 du soir, Hôtel de Ville, 407, rue Principale, St-Donat, (Montcalm), P.Q.

**Municipality of Saint-Donat**

County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules St-Georges, secretary-treasurer, Town Hall, 407 Principale Street, P.O. Box 28, St-Donat, county of Montcalm, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, September 20, 1967, for the purchase of an issue of \$125,000 of bonds for the municipality of St-Donat, county of Montcalm, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 76 — \$125,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$125,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968	\$ 3,500
October 1, 1969	3,500
October 1, 1970	4,000
October 1, 1971	4,000
October 1, 1972	4,500
October 1, 1973	4,500
October 1, 1974	5,000
October 1, 1975	5,000
October 1, 1976	5,500
October 1, 1977	5,500
October 1, 1978	6,000
October 1, 1979	6,500
October 1, 1980	7,000
October 1, 1981	7,000
October 1, 1982	7,500
October 1, 1983	8,000
October 1, 1984	8,500
October 1, 1985	9,000
October 1, 1986	10,000
October 1, 1987	10,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Donat.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, September 20, 1967, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 407 Principale Street, St-Donat, (Montcalm), P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.  
St-Donat, (Comté de Montcalm), ce 22 août 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
JULES ST-GEORGES.

Hôtel de Ville, 407, rue Principale,  
C.P. 28, St-Donat, (Montcalm), P.Q.  
Téléphone: 424-2383, code 819. 21092 o

**Ville de St-Eustache**  
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations seront reçues par le soussigné Henri Hémond, greffier, Hôtel de Ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 18 septembre 1967, pour l'achat de \$705,000 d'obligations de la ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 532 — \$140,000 — centre culturel; 543 — \$65,000 — achat de terrains et travaux; 546 — \$210,000 — divers travaux et achats; 549 — \$290,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$705,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....	\$ 4,000
1er octobre 1969.....	4,000
1er octobre 1970.....	4,000
1er octobre 1971.....	5,000
1er octobre 1972.....	5,000
1er octobre 1973.....	6,000
1er octobre 1974.....	6,000
1er octobre 1975.....	7,000
1er octobre 1976.....	7,000
1er octobre 1977.....	7,000
1er octobre 1978.....	8,000
1er octobre 1979.....	8,000
1er octobre 1980.....	9,000
1er octobre 1981.....	10,000
1er octobre 1982.....	10,000
1er octobre 1983.....	11,000
1er octobre 1984.....	12,000
1er octobre 1985.....	12,000
1er octobre 1986.....	13,000
1er octobre 1987.....	557,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Donat, (County of Montcalm), August 22, 1967.

JULES ST-GEORGES,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 407 Principale Street,  
P.O. Box 28, St-Donat, (Montcalm), P.Q.  
Telephone: 424-2383, code 819. 21092

**Town of St-Eustache**  
County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Hémond, town clerk, Town Hall, 235 St-Eustache Street, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, September 18, 1967, for the purchase of an issue of \$705,000 of bonds for the town of St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 532 — \$140,000 — cultural centre; 543 — \$65,000 — purchase of lots of land and works; 546 — \$210,000 — various works and purchases; 549 — \$290,000 roads, aqueduct, sewers, electricity.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$705,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....	\$ 4,000
October 1, 1969.....	4,000
October 1, 1970.....	4,000
October 1, 1971.....	5,000
October 1, 1972.....	5,000
October 1, 1973.....	6,000
October 1, 1974.....	6,000
October 1, 1975.....	7,000
October 1, 1976.....	7,000
October 1, 1977.....	7,000
October 1, 1978.....	8,000
October 1, 1979.....	8,000
October 1, 1980.....	9,000
October 1, 1981.....	10,000
October 1, 1982.....	10,000
October 1, 1983.....	11,000
October 1, 1984.....	12,000
October 1, 1985.....	12,000
October 1, 1986.....	13,000
October 1, 1987.....	557,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 septembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache, (Comté de Deux-Montagnes), ce 23 août 1967.

*Le Greffier,*  
HENRI HÉMOND.

Hôtel de Ville, 235, rue St-Eustache,  
St-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.

Téléphone: 473-4668, code 514. 21093-0

**Cité de Grand'Mère**  
Comté de Lavolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émile Lacroix, greffier, Hôtel de Ville, 333, 5ième Avenue, Grand'Mère, comté de Lavolette, P.Q., jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 18 septembre 1967, pour l'achat de \$379,500 d'obligations de la cité de Grand'Mère, comté de Lavolette, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 260-A — \$58,400 — voirie et construction d'un immeuble municipal; 262-A — \$24,400 — divers travaux d'améliorations locales; 263-A — \$47,200 — éclairage; 270-A — \$202,000 — divers travaux d'améliorations locales; 271-A — \$47,500 — contribution à la construction d'un foyer pour vieillards.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$379,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$12,500
1er octobre 1969	14,000
1er octobre 1970	15,000
1er octobre 1971	16,000
1er octobre 1972	17,000
1er octobre 1973	17,000
1er octobre 1974	18,000
1er octobre 1975	20,000
1er octobre 1976	20,000
1er octobre 1977	21,000
1er octobre 1978	17,000
1er octobre 1979	18,000
1er octobre 1980	18,000
1er octobre 1981	19,000
1er octobre 1982	20,000
1er octobre 1983	21,000
1er octobre 1984	21,000
1er octobre 1985	23,000
1er octobre 1986	25,000
1er octobre 1987	27,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 18, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the town hall, 235 St-Eustache Street, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Eustache, (County of Two-Mountains), August 23, 1967.

HENRI HÉMOND,  
Town Clerk.

Town Hall, 235 St-Eustache Street,  
St-Eustache, (Two-Mountains), P.Q.

Téléphone: 473-4668, code 514. 21093

**City of Grand'Mère**  
County of Lavolette

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émile Lacroix, clerk, Town Hall, 333, 5th Avenue, Grand'Mère, county of Lavolette, P.Q., until 3:00 o'clock p.m., Monday, September 18, 1967, for the purchase of an issue of \$379,500 of bonds for the city of Grand'Mère, county of Lavolette, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 260-A — \$58,400 — roads and construction of a municipal building; 262-A — \$24,400 — various local improvement works; 263-A — \$47,200 — lighting — 270-A — \$202,000 various local improvement works; 271-A — \$47,500 — contribution to the building of a home for the old people.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$379,500 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968	\$12,500
October 1, 1969	14,000
October 1, 1970	15,000
October 1, 1971	16,000
October 1, 1972	17,000
October 1, 1973	17,000
October 1, 1974	18,000
October 1, 1975	20,000
October 1, 1976	20,000
October 1, 1977	21,000
October 1, 1978	17,000
October 1, 1979	18,000
October 1, 1980	18,000
October 1, 1981	19,000
October 1, 1982	20,000
October 1, 1983	21,000
October 1, 1984	21,000
October 1, 1985	23,000
October 1, 1986	25,000
October 1, 1987	27,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grand'Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Ledites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance d'ajournement du conseil qui sera tenue lundi, le 18 septembre 1967, à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 333, 5ième Avenue, Grand'Mère, comté de Laviolette, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, (Comté de Laviolette), ce 28 août 1967.

*Le Greffier,*  
ÉMILE LACROIX.

Hôtel de Ville, 333, 5ième Avenue,

Grand'Mère, (Laviolette), P.Q.

Téléphone: 538-9543.

538-3866, code 819.

21111-0

**Ville de Roxboro**

Comté de Robert-Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. V. P. Gray, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 13, Centre Commercial, Roxboro, comté de Robert-Baldwin, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 septembre 1967, pour l'achat de \$266,500 d'obligations de la ville de Roxboro, comté de Robert-Baldwin, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 165 — \$66,000 — achat de terrain; 181 — \$16,000 — voirie; 187 — \$7,800 — aqueduc et égouts; 188 — \$9,700 — voirie; 193 — \$5,000 — aqueduc et égouts; 197 — \$77,000 — électricité; 199 — \$85,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$266,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....	\$ 6,000
1er octobre 1969.....	7,000
1er octobre 1970.....	7,500
1er octobre 1971.....	9,000
1er octobre 1972.....	9,000
1er octobre 1973.....	10,000
1er octobre 1974.....	11,000
1er octobre 1975.....	11,000
1er octobre 1976.....	12,500
1er octobre 1977.....	13,000
1er octobre 1978.....	13,500

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Grand'Mère.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the adjournment of the council to be held on Monday, September 18, 1967, at 3:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 333, 5th Avenue, Grand'Mère, county of Laviolette, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Grand'Mère, (County of Laviolette), August 28, 1967.

ÉMILE LACROIX,  
Clerk.

Town Hall, 333, 5th Avenue,

Grand'Mère, (Laviolette), P.Q.

Telephone: 538-9543.

538-3866, code 819.

21111

**Town of Roxboro**

County of Robert-Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. V. P. Gray, secretary-treasurer, Town Hall, 13 Commercial Centre, Roxboro, county of Robert-Baldwin, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, September 19, 1967, for the purchase of an issue of \$266,500 of bonds for the town of Roxboro, county of Robert-Baldwin, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 165 — \$66,000 — purchase of lots of land; 181 — \$16,000 — roads; 187 — \$7,800 — aqueduct and sewers; 188 — \$9,700 — roads; 193 — \$5,000 — aqueduct and sewers; 197 — \$77,000 — electricity; 199 — \$85,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$266,500 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....	\$ 6,000
October 1, 1969.....	7,000
October 1, 1970.....	7,500
October 1, 1971.....	9,000
October 1, 1972.....	9,000
October 1, 1973.....	10,000
October 1, 1974.....	11,000
October 1, 1975.....	11,000
October 1, 1976.....	12,500
October 1, 1977.....	13,000
October 1, 1978.....	13,500

1er octobre 1979.....	\$14,500	October 1, 1979.....	\$14,500
1er octobre 1980.....	14,500	October 1, 1980.....	14,500
1er octobre 1981.....	16,000	October 1, 1981.....	16,000
1er octobre 1982.....	16,500	October 1, 1982.....	16,500
1er octobre 1983.....	17,500	October 1, 1983.....	17,500
1er octobre 1984.....	18,500	October 1, 1984.....	18,500
1er octobre 1985.....	19,000	October 1, 1985.....	19,000
1er octobre 1986.....	20,000	October 1, 1986.....	20,000
1er octobre 1987.....	20,500	October 1, 1987.....	20,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roxboro.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 septembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 13, Centre Commercial, Roxboro, comté de Robert-Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roxboro, (Comté de Robert-Baldwin), ce 30 août 1967.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
V. P. GRAY

Hôtel de Ville, 13, Centre Commercial,  
Roxboro, (Robert-Baldwin), P.Q.  
Téléphone: 684-0555, code 514. 21112-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roxboro.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 19, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 13 Commercial Centre, Roxboro, county of Robert-Baldwin, P.Q.

The council does not bind to accept the highest or any of the tenders.

Roxboro, (County of Robert-Baldwin), August 30, 1967.

V. P. GRAY,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 13 Commercial Centre,  
Roxboro, (Robert-Baldwin), P.Q.  
Telephone: 684-0555, code 514. 21112

## Régie des Marchés Agricoles du Québec

### Projet de plan conjoint des producteurs de volailles du Québec

#### Règlement

Vu le règlement No 167 du 1er juin 1967;

Vu les nombreuses requêtes de modification à la liste des producteurs intéressés au sens du règlement précité;

Vu les dispositions de la Loi des marchés agricoles du Québec;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec ordonne et décide par le présent règlement de modifier l'article 8 du règlement No 167 du 7 juin 1967, en y remplaçant la date du 22 août par celle du 7 septembre 1967.

Ce 25 août 1967.

Régie des marchés agricoles du Québec,

*Le Président,*  
MAURICE HALLÉ.

*Le Secrétaire intérimaire,*  
ROCH MORIN.

21108-0

## Quebec Agricultural Marketing Board

### Draught of joint plan of Quebec poultry producers

#### By-law

Considering by-law No. 167 of June 1, 1967;

Considering the numerous requests for amending the list of producers interested in the aforesaid by-law;

Considering the provisions of the Quebec Agricultural Marketing Act;

Therefore, the Quebec Agricultural Marketing Board orders and decides by the present by-law to amend section 8 of by-law No. 167 of June 7, 1967, by replacing the date of August 22 by that of September 7, 1967.

This August 25, 1967.

Quebec Agricultural Marketing Board,

MAURICE HALLÉ,  
*President.*

ROCH MORIN,  
*Acting Secretary.*

21108

**Ventes par Shérifs**

**Sheriffs' Sales**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**BEAUHARNOIS**

**BEAUHARNOIS**

*Bonis et de Terris*

*Bonis et de Terris*

District de Beauharnois

District of Beauharnois

Cour Supérieure, { **ROLAND CADIEUX**, marchand, 43 rue St-Laurent, Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur, *contre* CHARLEMAGNE PRIMEAU, Coteau du Lac, comté Soulanges, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

Superior Court, { **ROLAND CADIEUX**, merchant, 43 St-Laurent Street, Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, *against* CHARLEMAGNE PRIMEAU, Coteau du Lac, county of Soulanges, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court in our district of Beauharnois, judgement declaring the following immoveable, to wit:

« Un certain terrain vacant situé à l'est du chemin Coteau du Lac - St-Clet, en la paroisse de Coteau du Lac, comté Soulanges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St Ignace de Coteau du Lac comme étant une partie des lots numéros trois cent soixante-dix-huit et trois cent soixante-dix-neuf (378 et 379), de forme irrégulière, et contenu dans les limites suivantes: en front, vers l'ouest par le chemin Coteau du Lac - St-Clet, en profondeur vers l'est, par la Rivière Rouge, d'un côté vers le nord par partie du lot numéro deux cent soixante-seize (276) et de l'autre côté vers le sud par partie du lot numéro trois cent quatre-vingt (380), de telle superficie qui peut se trouver contenue dans lesdites limites, sans bâtisses, celles y érigées l'a été par les soins de l'acquéreur. »

« A certain vacant lot of land situated at the east of Coteau du Lac road - St-Clet, in the parish of Coteau du Lac, county of Soulanges, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St-Ignace de Coteau du Lac as being a part of lots numbers three hundred and seventy-eight and three hundred and seventy-nine (378 and 379), of irregular figure and contained in the following boundaries: In front, towards west by Coteau du Lac Road - St-Clet, in depth towards east by Rivière Rouge, on one side towards north by part of lot number two hundred and seventy-six (276) and on the other side towards south by part of lot number three hundred and eighty (380), of the superficial area that may be contained between the said limits, without buildings, those erected thereon have been built by the purchaser. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division Soulanges à Coteau Landing, le MERCREDI, QUATRIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the registration office, division of Soulanges, in Coteau Landing, WEDNESDAY, the FOURTH day of the month of OCTOBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

*Le Shérif,*

ERNEST LEBLANC,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.  
Salaberry-de-Valleyfield, 24 août 1967. 21101-0

Sheriff's Office, ERNEST LEBLANC, Sheriff.  
Salaberry-de-Valleyfield, August 24, 1967. 21101

**HAUTERIVE**

**HAUTERIVE**

*De Terris*

*De Terris*

Canada — Province de Québec

Canada — Province of Quebec

District de Hauterive

District of Hauterive

Cour Supérieure, No. 1632. { **COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA CONSTRUCTION**, du district électoral de Saguenay, corps politique légalement constitué ayant son siège social à Hauterive, district de Hauterive, demanderesse, *vs* REMEGIO TOSCANI, résidant au numéro 19 Martel de Brouage, à Baie Comeau, district de Hauterive.

Superior Court, No. 1632. { **THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING TRADES**, of the electoral district of Saguenay, body politic legally incorporated having its head office at Hauterive, district of Hauterive, plaintiff, *vs* REMEGIO TOSCANI, residing at number 19 Martel de Brouage, at Baie Comeau, district of Hauterive.

« La subdivision quatre cent quarante du lot originaire bloc neuf (Bloc-9-440) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Laffèche, ville de Baie Comeau comté de Saguenay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« The subdivision four hundred and forty of original lot block nine (Block-9-440) on the official plan and book of reference for the township of Laffèche, town of Baie Comeau, county of Saguenay, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. »

Pour être vendu au bureau du registraire, de la division d'enregistrement de Saguenay,

To be sold at the registry office, of the registration division of Saguenay, at the Court

au Palais de Justice de Baie Comeau, JEUDI le CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*  
Bureau du shérif, SYLVIO TREMBLAY,  
Baie Comeau, le 25 août 1967. 21102-0

House of Baie Comeau, THURSDAY, the FIFTH day of the month of OCTOBER, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

*Sheriff,*  
Sheriff's office, SYLVIO TREMBLAY,  
Baie Comeau, August 25, 1967. 21102

### I B E R V I L L E

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { **E**RAKLIS PRIFTIS, rési-  
No 729878. { dant dans le district de  
Montréal, demandeur, *vs* LES  
HÉRITIERS DE FEU THANAS KONDILIS,  
de St-Bernard de Lacolle, district d'Iberville,  
défendeurs.

« Une ferme sise et située en la paroisse de St-Bernard de Lacolle, comté de St-Jean, connu et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Bernard de Lacolle, sous les numéros huit cent trente-sept et huit cent trente-huit (837 et 838), contenant ensemble soixante et onze arpents et quarante perches de superficie, avec la bâtisse dessus érigée. Ledit lot No 837 mesure quatre arpents de largeur sur onze arpents et neuf perches de profondeur et contient quarante-sept arpents et soixante perches de superficie; ledit lot No 838 contient deux arpents de largeur sur onze arpents et neuf perches de profondeur et contient vingt-trois arpents et quatre-vingt-huit perches de superficie. Ainsi que le tout subsiste présentement, avec toutes les servitudes actives et passives attachées à ladite ferme ».

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, P.Q., situé à 189, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, P.Q., district d'Iberville, VENDREDI, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt sera requis.

*Le Shérif,*  
Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME,  
Saint-Jean, 25 août 1967. 21103

### M É G A N T I C

Canada — Province de Québec  
District de Mégantic  
Dans la Cour Provinciale

C. P. 1137. { **D**ENIS LEBLOND, domicilié  
au 836 rue Maisonneuve,  
Thetford-Mines, district de Még-  
gantic, demandeur, *vs* ÉMILE GOUBOUT,  
résidant au 593 Union Avenue, Bridgeport,  
Connecticut, U.S.A., défendeur, et LE RÉGIS-  
TRATEUR du Bureau d'Enregistrement du  
district de Mégantic, mise-en-cause.

« Un emplacement situé au numéro civique quatre cent quatorze (414) ouest de la septième rue de la cité de Thetford-Mines, connu et désigné comme étant le lot no. 382 de la subdivision du no. 23F (23F-382) au cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Thetford-Mines, dans le comté de Mégantic, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1967, à DEUX heures de l'après-midi, au bureau d'enregistrement du

### I B E R V I L L E

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { **E**RAKLIS PRIFTIS, resi-  
No. 729878. { ding in the district of  
Montreal, plaintiff, *vs* THE  
HEIRS OF THE LATE THANAS KONDILIS,  
of St-Bernard de Lacolle, defendant, district of  
Iberville.

« A farm lying and situate in the parish of St-Bernard de Lacolle, county of St-John, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St-Bernard de Lacolle under the numbers eight hundred and thirty-seven and eight hundred and thirty-eight (837 and 838), containing together seventy-one arpents and forty perches in superficies, with the building thereon erected. Said lot No. 837 measures four arpents in width by eleven arpents and nine perches in depth and contains forty-seven arpents and sixty perches in superficies; said lot No. 838 contains two arpents in width by eleven arpents and nine perches in depth and contains twenty-three arpents and eighty-eight perches in superficies. As everything stands actually with all the active and passive servitudes attached to the said farm ».

To be sold at the registry office of the county of Saint-John, P.Q., situated at 189 Jacques-Cartier Street, Saint-Johns, P.Q., district of Iberville, on FRIDAY, the SIXTH day of OCTOBER, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

A deposit will be required.

*Sheriff,*  
Sheriff's Office, R. PRUD'HOMME,  
Saint-Johns, August 25, 1967. 21103-0

### M É G A N T I C

Canada — Province of Quebec  
District of Mégantic  
In the Provincial Court

P. C. 1137. { **D**ENIS LEBLOND, domicilié  
ed at 836 Maisonneuve  
Street, Thetford-Mines, district  
of Mégantic, plaintiff, *vs* ÉMILE GOUBOUT,  
residing at 593 Union Avenue, Bridgeport,  
Connecticut, U.S.A., defendant, and THE  
REGISTRAR, of the registration office for the  
district of Mégantic, mis-en-cause.

« An emplacement situated at the civic number four hundred and fourteen (414) west of the seventh street, in the city of Thetford-Mines, known and designated as being lot number 382, of the subdivision of number 23F (23F-382) on the official cadaster for the fifth range of the township of Thetford-Mines, in the county of Mégantic, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold on the SEVENTEENTH day of the month of OCTOBER, 1967, at TWO o'clock in the afternoon, at the registration office for the

comté de Mégantic, division Thetford, situé rue Notre-Dame sud, Thetford-Mines, comté et district de Mégantic.

*Le Shérif,*  
DENIS GUENETTE.

21104-o

county of Mégantic, Thetford division, situated on Notre-Dame Street south, Thetford-Mines, county and district of Mégantic.

DENIS GUENETTE,  
*Sheriff.*

21104

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: **TÔLE GAUFRÉE DE COUR SUPÉRIEURE QUÉBEC INC.**, corps No 149-973. **politique et incorporé ayant son siège social à 49, Marie de l'Incarnation, Québec P.Q., contre GÉRARD PAGEAU, 1456, Place des Bretons, Orsainville, P.Q.**

« La subdivision (86) quatre-vingt-six du lot originaire (659) six cent cinquante-neuf, du cadastre officiel de Charlesbourg, avec la maison dessus construite ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif-Adjoint,*  
ALBERT F. RACETTE.  
Bureau du Shérif, Québec, le 2 septembre 1967. 21113-o

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Quebec, to wit: **TÔLE GAUFRÉE DE SUPERIOR COURT QUÉBEC INC.**, body No. 149-973. **politic and corporate, having its head office at 49 Marie de l'Incarnation, Quebec, P.Q., against GÉRARD PAGEAU, 1456 Place des Bretons, Orsainville, P.P.**

"Subdivision (86) eighty-six of original lot (659) six hundred and fifty-nine, of the official cadastre of Charlesbourg, with the house constructed thereon".

To be sold at the registry office of Quebec, at Quebec, the TWELFTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,  
*Associate-Sheriff.*  
Sheriff's Office, Québec, September 2, 1967. 21113

SAINT-FRANÇOIS

*Fieri Facias de Terris*  
District de St-François

Cour Provinciale, **ROSARIO CARON**, garrage, Magog, No M-231. **giste, domicilié en la cité de Magog, district de St-François, demandeur, vs JEAN LAMONTAGNE, résidant en la cité de Magog, et GUY LAMONTAGNE, résidant en la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeurs.**

Saisie comme appartenant au défendeur Jean Lamontagne:

« Cette certaine propriété connue et désignée comme étant le lot numéro treize cent vingt-quatre (1324) au plan officiel de la ville de Magog. Avec toutes bâtisses dessus construites. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, comté de Stanstead, MARDI, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*  
DONAT JACQUES.  
Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, ce 24 août 1967. 21105-o

*Fieri Facias de Terris*  
District of St-Francis

Provincial Court, **ROSARIO CARON**, garage keeper, domiciled in the city of Magog, district of St-Francis, plaintiff, vs **JEAN LAMONTAGNE**, residing in the city of Magog, et **GUY LAMONTAGNE**, residing in the city of Sherbrooke, district of St-Francis, defendants.

Seized as belonging to the defendant Jean Lamontagne:

"That certain property known and designated as being lot number thirteen hundred and twenty-four (1324) on the official plan of the town of Magog. With all buildings thereon constructed".

To be sold at the registry office, at Stanstead Plain, county of Stanstead, TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,  
*Sheriff.*  
Sheriff's office, Court House, Sherbrooke, August 24, 1967. 21105

TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, **A. L. MARCHAND** No 58,716. **A. LTÉE**, corps politique dûment constitué selon la loi ayant son siège social à St-Philippe, district de Terrebonne, demanderesse, vs **MME HAZEL CHANDLER**, de R.R. 1, St-Philippe, veuve non remariée de Stuart Chandler, gentilhomme, du même endroit, défenderesse.

Les immeubles ci-après désignés en la possession de la défenderesse:

« Ce certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Chatham sous le numéro 334 de la moitié est

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, **A. L. MARCHAND** No. 58,716. **A. LTÉE**, politic body duly incorporated according to law having its head office at St-Philippe, district of Terrebonne, plaintiff, vs **MRS. HAZEL CHANDLER**, of R.R. 1, St-Philippe, unmarried widow of Stuart Chandler, gentleman of the same place, defendant.

The immoveables hereunder designated and in the possession of the defendant:

"That certain parcel of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham under

du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton sous le numéro 335; avec toutes les bâtisses dessus érigées ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430, rue Grâce à Lachute, MERCREDI, le ONZIÈME jour d'OCTOBRE 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Saint-Jérôme, le 25 août 1967. VILLENEUVE HUOT,  
21106

number 334 and the east half of lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township under the number 335; with all the buildings thereon erected".

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, situated at 430 Grâce Street at Lachute, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of OCTOBER, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, *VILLENEUVE HUOT,*  
Saint-Jérôme, August 25, 1967. Sheriff,  
21106

## Vente pour taxes

### Cité de Lasalle

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, dans la cité de LaSalle, au no 13 avenue Strathyre, JEUDI le CINQ (5) OCTOBRE 1967, à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes non-payées et les intérêts mentionnés dans l'état en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus à moins que ledites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

## Sale for Taxes

### City of Lasalle

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public Auction in the office of the Town Hall, in the city of LaSalle, No. 13 Strathyre Avenue, on THURSDAY, OCTOBER FIFTH (5), 1967, at TEN (10) o'clock in the forenoon for unpaid taxes, interest and costs mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said properties.

Nom — Name	Numéro du cadastre — Paroisse de Lachine — Cadastral number — Parish of Lachine	Taxes mun. — Mun. Taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxe C.T.M. — M.T.C. tax	Intérêts et frais — Interest and cost	Total
La (The) Corp. D.I.X. Inc...	960/96-37, (avec bâtisse dessus érigée) (with building thereon erected) (129, 129a, 129b, 131, Larente)	\$730.01	\$778.94	\$24.17	\$130.93	\$1,664.05
Dakin Engineering Co. ....	960/Pt. 133 (Partie de lot située sur l'avenue Lafleur, entre les lots 960/133-1 et 960/156-1) (Part of lot situated on Lafleur Avenue, between lots 960/133-1 and 960/156-1) ...	44.98	45.75	0.46	28.82	120.01
Dumaine, Mme (Mrs.) G. & Als. (succession) (estate) ...	958/24 (terrain situé sur le Boul. LaSalle) (lot situated on LaSalle Boul.) ...	60.22	41.93	—	42.09	144.24
Fowler, Mrs. (Mme) Marion.	999/449, 448-2, 448-1-1, (avec bâtisse dessus érigée) (with building thereon erected) (7538, 7540, 7540a, Boul Champlain) ...	1,907.33	996.84	40.47	324.53	3,269.17
Fowler, Mrs. (Mme) Marion.	996/429, 430 (avec bâtisse dessus érigée) (with building thereon erected) (131, 133, 135, 2e Avenue) ...	891.08	732.57	42.00	131.65	1,797.30
Walton, Mrs. (Mme) Elmonte (estate) (succession) ...	996/1025, 1026 (avec bâtisse dessus érigée) (with building thereon erected) (302, 3e Avenue) ...	768.42	585.81	10.94	214.84	1,580.01

Donné à LaSalle, ce 24ème jour d'août 1967.

*Le Greffier,*

21094-35-2-o

JACQUELINE GIGUÈRE.

Given at LaSalle, this 24th day of August 1967.

JACQUELINE GIGUÈRE,

21094-35-2-o

City Clerk.

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,  
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of  
God, of the United Kingdom, Canada, and

autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

*Le Sous-procureur général adjoint,* } **A**TTENDU qu'en vertu de l'article 80 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (Statuts de Québec, 15-16 Elizabeth II, chapitre 55), cette loi entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 27 septembre 1967, la date de l'entrée en vigueur de la Loi de la Société d'habitation du Québec.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2200, en date du 29 août 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi de la Société d'habitation du Québec soit fixée au 27 septembre 1967.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

21048-o

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

*Le Sous-procureur général adjoint,* } **A**TTENDU qu'en vertu de l'article 43 de la Charte de l'Université de Montréal (Statuts de Québec, 15-16 Elizabeth II, chapitre 129), cette charte entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au premier septembre 1967 la date de l'entrée en vigueur de cette charte.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2176, en date du 29

her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

JACQUES LAPOINTE, } **W**HEREAS under section 80 of the Associate Deputy Attorney General. } Quebec Housing Corporation Act (Quebec Statutes, 15-16 Elizabeth II, chapter 55), this act will come into force by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix September 27, 1967, as the date of the coming into force of the Housing Corporation Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2200, dated August 29, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that the coming into force of the Quebec Housing Corporation Act be fixed on September 27, 1967.

OF ALL OF WHICH, Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of August in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

21048

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

JACQUES LAPOINTE, } **W**HEREAS, in virtue of section 43 of the Associate Deputy Attorney General. } the Charter of the University of Montreal (Statutes of Québec, 15-16 Elizabeth II, chapter 129), this charter shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it would be advisable to fix to the first of September, 1967, the date of coming into force of this charter;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2176, dated August 29, 1967,

août 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Charte de l'Université de Montréal soit fixée au premier septembre 1967.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

21048-0 *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

### Proclamation

*Le Sous-procureur général adjoint,* JACQUES LAPOINTE, **A**TTENDU que l'article 67 de la Loi de l'assurance-récolte (15-16 Elizabeth II, chapitre 44, bill 45 sanctionné le 29 juin 1967), décrète ce qui suit: « La présente loi entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles 2 à 22 qui entrent en vigueur le jour de sa sanction; cependant les règlements prévus par la présente loi pourront être faits et publiés à compter de sa sanction. »;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au premier septembre 1967 la date de l'entrée en vigueur de la Loi de l'assurance-récolte.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2202, en date du 30 août 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au premier septembre 1967 la date de l'entrée en vigueur de la Loi de l'assurance-récolte (15-16 Elizabeth II, chapitre 44, bill 45 sanctionné le 29 juin 1967), sauf les articles 2 à 22 qui, suivant cette loi, sont entrés en vigueur le jour de sa sanction.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

we have decreed and ordered, and hereby decree and order that the coming into force of the charter of the University of Montreal be fixed at the first of September, 1967.

OF ALL OF WHICH, Our loving subjects and all others whom these presents may concern are required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

21048 *Assistant Secretary of the Province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

### Proclamation

JACQUES LAPOINTE, *Associate Deputy Attorney General,* **W**HEREAS section 67 of the Crop Insurance Act (15-16 Elizabeth II, chapter 44, Bill 45 sanctioned on June 29, 1967), decrees that which follows: "The present Act will come into force by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of sections 2 to 22 which will come into force on the date of its sanction; however, the regulations provided for by the present Act may be made and published from and after its sanction".

WHEREAS it is expedient to fix the first day of September, 1967, as the date of the coming into force of the Crop Insurance Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2202, dated August 30, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that the first day of September, 1967, be fixed as the date of the coming into force of the Crop Insurance Act (15-16 Elizabeth II, chapter 44, Bill 45 sanctioned on June 29, 1967), save sections 2 to 22 which, according to this Act, came into force on the date of its sanction.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*

21048-o RAYMOND DOUVILLE.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirty-first day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

21048 Assistant Secretary of the Province.

**INDEX No 35**

**ARRÊTÉS en Conseil**

2109 — Métiers du bâtiment, Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes.....	5450
2109 — Construction, Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes.....	5450
2175 — Régie de l'assurance-dépôts du Québec ( <i>Règlements</i> ).....	5451
2175 — Quebec Deposit Insurance Board ( <i>Regulations</i> ).....	5451

**ASSOCIATION Coopérative**

Association coopérative des agriculteurs d'Albanel ( <i>Nom-Name ch.</i> ).....	5433
---	------

**AVIS divers**

Bozsk, Wayne Charles ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	5433
Fabrique de la paroisse St-Jean Eudes de Hauterive (La) ( <i>Nom-Name ch.</i> ).....	5433
Haley, Gérald Graham ( <i>Dem.-Appl.</i> ).....	5433

**COMPAGNIES**

<b>Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires</b>	<b>COMPANIES</b>	<b>Notices relative to the Act of Licensed to do Business</b>
Gulf Titanium Ltd. (N.P.L.).....	5434	

**Chartes —**

<b>Abandon de</b>	<b>Charters —</b>	<b>Surrender of</b>
Adelena Holding Corporation.....	5435	
Allied Fur Incorporated.....	5434	
D.B.L. Erections Inc.....	5434	
De Luxe Hardware, Inc.....	5436	
Diskeb limitée.....	5434	
Diskeb Limited.....	5434	
Édifice Renaissance inc. (L').....	5435	
Garage Fortin & Cie (Matane) limitée.....	5434	
Habitations St-Sulpices inc. (Les).....	5435	
Lawrence Investments Ltd.....	5435	
Olympic Construction Co. Ltd.....	5435	
Primavera ltée.....	5435	
Quincaillerie De Luxe, inc.....	5436	
Riverview Plaza Inc.....	5436	
203 Côte St. Catherine Road Inc.....	5436	

**Dissoutes**

<b>Dissolved</b>	
A & N Construction Ltd.....	5436
Christin Investments Ltd.....	5436
Couvent de Cacouna.....	5439
Daoust Enterprises Inc.....	5437
Deckelbaum Inc. (The).....	5436
Dorchester Luncheonette Ltd.....	5437
École secondaire Marguerite d'Youville.....	5440
Éditions de la Cité inc. (Les).....	5437
Entreprises Daoust inc. (Les).....	5437
Fineberg (S.) Holdings Inc.....	5437
Guilbault & Caron (Rembourse) inc.....	5437
Helaco ltée Ltd.....	5437
Jane Apartments Ltd.....	5437
Lake Beauport Water Service Co. Ltd.....	5438
Langlois (Geo.) & fils ltée.....	5438
Metro Building Corporation.....	5438
Ouimet Realty Incorporated.....	5438

**ORDERS in Council**

**COOPERATIVE Association**

**MISCELLANEOUS Notices**

Percar inc.....	5438
Philip Realities Ltd.....	5438
Placements Laurentiens ltée (Les).....	5438
Premiums Inc.....	5439
Primo Realty inc.....	5439
Rompa, inc.....	5439
Spi-Bor Dress (1962) Inc.....	5439
Stoker & Associates Inc.....	5439
Télé-Réception inc.....	5439
Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.....	5439

**Divers**

**Miscellaneous**

Association de Prévention des Accidents industriels — Québec ( <i>Règl.</i> ).....	5441
Association des Industries forestières du Québec, limitée (L') ( <i>Règl.</i> ).....	5441
Carrière (Ernest) inc. ( <i>Dir.</i> ).....	5440
Centre Médico-Chirurgical de St-Hyacinthe ( <i>Dir.</i> ).....	5440
Circuit St-Eugène inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> ).....	5441
Club de Curling de Howick incorporé ( <i>Règl.</i> ).....	5441
Cometal inc. ( <i>Dir.</i> ).....	5440
Copper Corporation of America ( <i>Dir.</i> ).....	5440
Gaspé Diesel inc. ( <i>Dir.</i> ).....	5440
Howick Curling Club Inc. ( <i>By-law</i> ).....	5441
Industrial Accident Prevention Association — Québec ( <i>By-laws</i> ).....	5441
Nicolet (R.R.) & Associates, Ltd. ( <i>Dir.</i> ).....	5441
Nicolet (R.R.) & associés, ltée ( <i>Dir.</i> ).....	5441
Quebec Forest Industries Association, Limited (The) ( <i>By-law</i> ).....	4541
Quebec Uranium Mining Corporation ( <i>Dir.</i> ).....	5441

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

Agence Katimavik inc.....	5376
Alimentation du Domaine inc.....	5376
Aluminiums Cartier ltée (Les).....	5379
Ameublements Scolaires TE-KA-RI, ltée (Les).....	5377
Ateliers Tanguay ltée (Les).....	5377
Attendant Service Corp.....	5377
Bilodeau électrique inc.....	5378

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters Patent</b> (continued)		
Boisvert (Jean-Paul) ltée.....	5378	Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd.....	5394
Boutique Junior Inc.....	5378	Marianne Delicatessen Inc.....	5395
Cartier Aluminum Ltd.....	5379	Metropolitan Ladies Wear of Anjou Ltd.....	5395
Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud inc.....	5379	Meunier (Gérard) ltée.....	5395
Champion Services Inc.....	5403	Modern Super Market Inc.....	5396
Chez Ramona inc.....	5379	Néron (Charles A.) inc.....	5396
Cinéma Auditorium (Rimouski) inc.....	5380	North American Building Corp.....	5396
Clearbrook Game & Country Club Ltd.....	5380	O.T.J. St-Paulin inc.....	5396
Club Optimiste St-Adelphie — St-Stanislas inc.....	5380	Optiloge inc.....	5397
Collège d'enseignement général et professionnel de Rouyn-Noranda.....	5443	Orbach (Z.) inc.....	5397
Club Optimiste de St-Lambert inc.....	5381	Ouifit Ltd.....	5397
Company Trust Royal.....	5406	Ouifit ltée.....	5397
Container Systems (Quebec) Ltd.....	5381	P. M. Construction Inc.....	5398
Corporation du Patro des Filles de Charlesbourg (La).....	5381	Place Bonaventure (South) Inc.....	5398
Crédit Laval ltée.....	5382	Place Bonaventure (Sud) inc.....	5398
D. B. M. Audio inc.....	5382	Placements du Nord inc. (Les).....	5398
Dahlia Company Ltd.....	5382	Placements Georges Dagenais, ltée.....	5399
Démontage hydroélectrique et industriel inc.....	5383	Placements Ungava ltée.....	5399
Distributeurs des Produits Sun-N-Health inc. (Les).....	5304	Polyclinique de l'Entreprise inc.....	5399
Distribution Chips Granby inc.....	5383	Prémont Speedway inc.....	5400
Diveco Limited.....	5383	R. J. Construction inc.....	5400
Entreprises Guy & Richard inc. (Les).....	5384	R. & S. réfrigération inc.....	5400
Entreprises Immobilières d'Alma ltée (Les).....	5384	Radio Etchemin inc.....	5401
Executive Health Studio Ltd.....	5384	Ray-Mac inc.....	5401
Ferndale Industries Ltd.....	5385	Résidence St-Joseph de Chambly, inc.....	5401
Ferndale Industries ltée.....	5385	Restaurant La Ronde inc.....	5402
Foyer Beauséjour inc. (Le).....	5385	Royal Trust Company (The).....	5406
Foyer du Bonheur inc.....	5386	St-Lambert Optimist Club Inc.....	5381
Foyer Père Guinard.....	5386	Sauna Impérial inc.....	5402
Granit Lecarme inc. (Le).....	5386	Servelectric inc.....	5402
Greenfield Park Realty Corp.....	5387	Services Champion inc.....	5403
Guy & Richard Enterprises Inc.....	5384	Société de Gestion des Cantons de l'Est inc.....	5403
Habaco Ltd.....	5387	Sol, Ciment & Pavage Champlain inc.....	5403
Habaco ltée.....	5387	Summit Sportswear Mfg. Ltd.....	5404
Hilleott Enterprises Inc.....	5387	Sun-N Health Products Distributors Inc.....	5404
Hydroelectric and Industrial Demounting Inc.....	5383	Syndicat immobilier Mont St-Hilaire inc.....	5404
I. M. G. Circus Corp.....	5388	Tabagie St-Malo inc.....	5405
Ideal Woodwork Inc.....	5388	Textural inc.....	5405
Immeubles Laval des Rapides inc. (Les).....	5388	Tri-Service Holdings Ltd.....	5405
Importations Ville Marie (Montréal) inc.....	5389	Universal Factory Outlet Co. Ltd.....	5405
Industries céramiques Maple Leaf (1967) ltée (Les).....	5394	Vendette Industries Ltd.....	5389
Industries Vendette ltée (Les).....	5389	Vicann inc.....	5406
Interior Design Products Inc.....	5389	Ville Marie Imports (Montreal) Inc.....	5389
Interstate Machinery & Equipment Co. Ltd.....	5390		
Investissements Heureux, ltée (Les).....	5390	<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Supplementary Letters Patent</b>
J. P. Realities (Quebec) Ltd.....	5390	Sports Experts inc.....	5406
Joey's Services Ltd.....	5391		
L. & A. Construction Inc.....	5391	<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
Labreeque (Jean-Claude) inc.....	5391	Agences Berlina, inc. (Les).....	5447
Lafortune Immeubles inc.....	5291	Beaudry (J.O.) inc.....	5448
Lamarre (Raoul) inc.....	5392	Berlina Agences Inc.....	5447
Lefebvre (J. C.) construction ltée.....	5392	Bretteo Holdings Ltd.....	5449
Leroux (Jos.) ltée.....	5392	Desprat Inc.....	5449
Machines & Équipement de bureau Sherbrooke inc.....	5393	Entreprises Patricia inc. (Les).....	5447
Mackay Smith Cleaners Ltd.....	5393	Gagné (Hector) inc.....	5448
Maison Marchand Fleuriste (Arvida) inc.....	5393	Master Transmission Inc.....	5448
Maison Marchand Fleuriste (Chicoutimi) inc.....	5394	Polex ltée.....	5448
Manseau Milling Ltd.....	5394	Polybéton inc.....	5447
		Quebec Uranium Mining Corporation.....	5448
		Shanedling Company Ltd.....	5449
		Société C. David inc.....	5449
		Structural Exhibit Producers & Designers Ltd. (Correctiod).....	5447
		Tradau Homeowners Association.....	5449
		<b>DEMANDE</b>	<b>APPLICATION</b>
		à la Législature	to Legislature
		Westpark Baptist Church.....	5450

<b>LIQUIDATION</b>	<b>WINDING</b>	<b>PROCLAMATIONS</b>	<b>PROCLAMATIONS</b>
avis de	up Notices	Concernant l'Université de Montréal..	5473
Caisse populaire de Notre-Dame de		Concerning the University of Montreal.	5473
Pitié, Québec (La).....	5443	Concernant la Loi de la Société d'habi-	
Caisse populaire de Ste-Irène.....	5443	tation du Québec.....	5472
		Concerning the Quebec Housing Corpo-	
		ration Act.....	5472
<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>	Concernant la Loi de l'assurance.....	5474
<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>	Concerning the Crop Insurance Act....	5474
Amos, ville-town (Règl.-By-law).....	5443		
		<b>RÉGIE</b>	<b>QUEBEC</b>
<b>Éducation</b>	<b>Education</b>	des marchés agricoles	<b>Agricultural</b>
<i>Municipalité scolaire de:</i> <i>School Municipality of:</i>		du Québec	<b>Marketing Board</b>
Coaticook, (Acc.-Grant).....	5442	Poultry producers (Quebec) (Draught)..	5468
Collège d'enseignement général et pro-		Producteurs de volailles du Québec (Pro-	
fessionnel de Rouyn-Noranda (L.P.)	5443	ject).....	5468
Grande-Ile (Dem.- Appl.).....	5442	<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
La Chaudière, c.s.r.-r.s.b. (Acc.-Grant.)	5442	Giffard, c.s.-s.c.....	5460
Lac Bouchette, (Acc.-Grant.).....	5442	Grand'Mère, cité-city.....	5466
St-Flavien, (Acc.-Grant.).....	5442	Jonquière, cité-city.....	5461
		Masson, ville-town.....	5463
		Roxboro, ville-town.....	5497
		St-Donat, munic.....	5464
		St-Eustache, ville-town.....	5465
<b>Finances</b>	<b>Finance</b>		
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>	<b>SYNDICAT</b>	<b>SYNDICATE</b>
American National Insurance Company.	5444	Professionnel	<b>Professional</b>
		Syndicat national des employés du	
<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>	transport Interurbain (C.S.N.) (Cor-	
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	rection).....	5450
Arnaud, canton-township.....	5444	<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
Beauport, par.....	5444	<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>
Brest, canton-township, Baie de Brador	5445	Beauharnois	<b>Beauharnois</b>
Buckingham, canton-township.....	5445	Cadieux vs Primeau.....	5469
Chicoutimi, ville-town.....	5445	<b>Hauterive</b>	<b>Hauterive</b>
Delisle, canton-township.....	5444	Comité paritaire de l'industrie et de la	
Figuery, canton-township.....	5445	construction (Le) vs Toscani.....	5469
Goynish, canton-township (Ile à Mi-		Parity Committee of the Building Tra-	
chon).....	5445	des (The) vs Toscani.....	5469
Magog, ville-town.....	5446	<b>Iberville</b>	<b>Iberville</b>
Pointe-aux-Trembles, par.....	5446	Priftis vs Heirs-Héritiers Thanas Kondi-	
St-Georges, par.....	5446	lis.....	5470
Ste-Rose, par.....	5446	<b>Mégantic</b>	<b>Mégantic</b>
Ste-Rose, par.....	5446	Leblond vs Godbout.....	5470
Sherbrooke, cité, Quartier nord.....	5447	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Sherbrooke, City, North Ward.....	5447	Tôle Gaufrée de Québec inc. vs Pageau..	5471
<b>Travail</b>	<b>Labour</b>	<b>Saint-François</b>	<b>Saint Francis</b>
<i>Industrie ou métier de:</i> <i>Industry or Trades of:</i>		Caron vs Lamontagne et al.....	5471
Alimentation, Chicoutimi, (Appr.).....	5428	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Alimentation, Chicoutimi, (Prél.).....	5429	A. L. Marchand ltée vs Chandler.....	5471
Alimentation, gros, Québec (Mod.).....	5407	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Ascenseurs, province (Mod.).....	5426	Lasalle, cité-city.....	5472
Automobile, Rimouski, (Prél.-Levy).....	5431		
Construction, Drummond (Mod.-A-			
mend.).....	5421		
Construction, Montréal (Mod.-Amend.)	5427		
Elevators, Province (Amend.).....	5426		
Food, Chicoutimi, (Appr.).....	5428		
Food, Chicoutimi, (Levy).....	5429		
Food, Wholesale, Quebec (Amend.).....	5407		

